



L'avenir des États du Sud global

Avenir thématique

Jakkie Cilliers et Michelle van Rooyen

Dernière mise à jour le 26 septembre 2025 à l'aide de
l'outil IFs v8.38

Table des matières

Résumé	4
Introduction	6
Objectif	6
Cadre conceptuel	6
Plan de recherche	8
Méthodologie	8
Survol historique et contexte actuel de la gouvernance	10
Aperçu	10
Gouvernance dans le Sud	10
Modèles de gouvernance et tendances contemporaines dans les pays du Sud	12
Performance en matière de gouvernance	12
Analyse prospective	15
Aperçu	15
Gouvernance politique et sécuritaire	16
Gouvernance économique	26
Gouvernance sociale	35
Technologie et innovation	45
Gouvernance en matière de climat et de ressources	51
Avenir alternatifs pour les États du Sud	56
Cadre des scénarios	56
Scénarios	58
Quatre avenir pour les Etats	63
Conclusions stratégiques : explorer l'avenir de la gouvernance étatique dans les pays du Sud	74
Aperçu	74
Au-delà de l'État : explorer les futurs hybrides de la gouvernance	74
Les inégalités nuisent aux différents scénarios	75

L'écart entre participation et performance	76
Une gouvernance pérenne	77
Repenser la coopération Sud-Sud : de la solidarité à l'alignement stratégique	78
Des outils aux systèmes : repenser la gouvernance	79
L'essor des États performatifs : la gouvernance comme moyen d'action, la légitimité comme résultat	79
Une plateforme pour une action stratégique	80
Donateurs et sponsors	82
Réutiliser notre travail	82
Citer cette recherche	82



Ce thème dédié au futur des États du Sud global analyse comment les dynamiques mondiales émergentes — mutations démographiques, changement climatique, révolution numérique et nouveaux équilibres géopolitiques redéfinissent les fonctions, les ressources et la légitimité desdits pays. L'étude s'appuie sur des données de gouvernance, une approche prospective et des consultations menées dans différentes régions pour examiner les défis majeurs et les opportunités dans les sphères politique, économique, sociale, technologique et environnementale. Quatre scénarios servent à analyser la trajectoire de la gouvernance étatique selon divers contextes mondiaux, offrant ainsi des outils utiles à la planification politique prospective et au renforcement de la résilience stratégique.

Résumé

Le rapport s'ouvre sur une présentation générale de son objectif et de son cadre conceptuel. Il propose une étude prospective sur les possibilités d'évolution de la gouvernance étatique dans les pays du Sud au cours des deux prochaines décennies.

Grâce à une approche axée sur les États et enrichie d'une perspective propre au Sud global, il met en lumière l'impact de l'héritage colonial, des systèmes politiques hybrides et des nouvelles dynamiques mondiales sur les trajectoires régionales de gouvernance.

La section suivante porte sur la conception et la méthodologie de la recherche. Elle explique comment la réflexion prospective et les outils de prospective stratégique, tels que la planification de scénarios, l'analyse prospective et les consultations d'experts sont utilisés.

L'analyse quantitative s'appuyant sur les indicateurs mondiaux de gouvernance (IMG) est complétée par des ateliers régionaux et le modèle International Futures afin d'obtenir une compréhension intégrée des facteurs et des trajectoires de gouvernance.

La troisième partie du rapport passe en revue le contexte historique et actuel de la gouvernance. Elle retrace l'évolution des systèmes étatiques dans les pays du Sud, depuis les réformes post-indépendance jusqu'aux enjeux actuels comme la fragilité institutionnelle, la mainmise des élites et le recul démocratique. Cette section présente les variations régionales en matière de performance de gouvernance. Certains États améliorent la qualité de la réglementation et l'efficacité gouvernementale, tandis que d'autres marquent le pas sur place en matière de voix et de responsabilité.

La quatrième section contient une analyse prospective systémique de cinq domaines : politique/sécurité, économie, société, technologie et environnement. Elle fait état des principales tendances : la montée de l'autoritarisme, le contrôle numérique, les pressions démographiques, les contraintes liées à l'endettement, l'urbanisation, les inégalités et la vulnérabilité climatique. Ces facteurs ne sont pas indépendants les uns des autres mais ils se rejoignent et mettent en évidence la contestation de l'autorité et l'exercice de la gouvernance.

La cinquième section présente quatre scénarios alternatifs pour l'avenir de la gouvernance : le monde en croissance, le monde durable, le monde divisé et le monde en guerre. Chaque scénario aborde différentes configurations des rôles de l'Etat, de la légitimité et de la capacité institutionnelle dans des conditions mondiales variées. Ils indiquent comment les États pourraient évoluer en tant que négociateurs, bâtisseurs de systèmes, autorités fragmentées ou régimes survivalistes.

Le rapport se termine par huit réflexions stratégiques qui démontrent la nécessité de repenser la gouvernance au-delà de l'Etat, de combler le fossé entre participation et performance, d'investir dans la capacité d'anticipation et d'intégrer la prévision dans la planification des politiques. Il en ressort un message central : l'avenir de la gouvernance n'est pas prédéterminé ; il dépend de la manière dont les États, les sociétés et les acteurs internationaux réagissent à une complexité croissante.

Introduction

- Objectif
- Cadre conceptuel

Objectif

Ce thème se fonde sur une approche prospective en vue d'examiner la trajectoire de la gouvernance étatique dans les pays du Sud au cours des deux prochaines décennies. Le terme « gouvernance étatique » désigne l'ensemble des structures, procédures et pratiques par lesquels les États exercent leur autorité, prennent des décisions et gèrent les ressources afin d'atteindre leurs objectifs sociétaux.

En s'appuyant sur une perspective prospective, ce thème recense les nouvelles tendances, les innovations et les adaptations stratégiques susceptibles d'influencer la manière dont les États relèvent des défis complexes et évolutifs. L'analyse est prospective mais se fonde sur la dynamique actuelle, en vue de proposer des modèles de gouvernance plus efficaces, inclusifs et sensibles au contexte mondial en rapide évolution.

Le thème vise à répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les facteurs majeurs qui déterminent l'avenir de la gouvernance publique dans les pays du Sud, et comment les décideurs peuvent-ils anticiper ces transformations et y apporter des solutions adaptées ?
2. Quel impact la technologie, les mutations économiques, les changements géopolitiques et les acteurs non étatiques exerce-t-il sur la transformation des modèles de gouvernance, et comment les États peuvent-ils en tirer parti pour stimuler un développement durable ?
3. Quels scénarios illustrent le mieux les trajectoires potentielles de gouvernance des pays du Sud, et quelles sont les orientations politiques grâce auxquelles les États vont se doter de structures de gouvernance équitables, stables et prêtes pour l'avenir ?
4. Comment les gouvernements et les institutions du Sud peuvent-ils mettre en place des systèmes de gouvernance plus résilients, adaptés et inclusifs face à la recrudescence des perturbations mondiales ?
5. Comment la réflexion prospective et la prévision stratégique peuvent-elles inspirer les stratégies de gouvernance, afin que la prise de décision soit proactive et non réactive dans un monde incertain ?

Grâce à ces questions, le thème est présenté comme une exploration stratégique tournée vers l'avenir au lieu d'une analyse des tendances actuelles. Pour répondre à ces questions, il faudra prendre en considération le rôle essentiel de l'anticipation, l'adaptation et la transformation dans la gouvernance des pays du Sud.

Remarque : Le thème renvoie à un affichage interactif dans l'outil logiciel Tableau, disponible [ici](#). Il permet une visualisation facile des données et des vues désagrégées (c'est-à-dire par pays au sein de chaque groupe du Sud global).

Cadre conceptuel

L'analyse adopte deux approches principales : une perspective centrée sur l'État et une perspective axée sur les pays du Sud. Ces approches complémentaires donnent lieu à un examen nuancé des structures de gouvernance, des fonctions de l'État et de leur rôle en constante évolution face aux transformations mondiales et régionales.

Gouvernance étatique

Le concept de gouvernance étatique occupe la place centrale de ce cadre, il désigne les structures et les processus par lesquels un

État établit, règle et adapte ses systèmes politiques, sociaux et économiques. La gouvernance a trait à la répartition du pouvoir et du pouvoir décisionnel entre les institutions étatiques et les acteurs non étatiques à l'instar des organisations multilatérales, des entreprises et des groupes de la société civile. Outre les structures formelles, elle subit également l'effet des contextes historiques, des normes sociales et des valeurs communes, lesquels ont une incidence sur le développement et la stabilité à long terme d'un État.

L'évolution de la gouvernance est non linéaire et variée. Les pays du Nord considèrent la gouvernance étatique comme une évolution des systèmes non démocratiques vers des systèmes démocratiques qui s'accompagne d'une institutionnalisation connexe. Ce point de vue n'englobe pas souvent les systèmes de gouvernance autochtones et uniques sur le plan historique de nombreux pays du Sud, dont la plupart ont été occultés (ou réprimés) par le poids de l'impérialisme, du colonialisme et, plus récemment, par un système bipolaire ou unipolaire. À mesure que cette domination majeure décline avec l'essor démographique et économique des pays du Sud, de nouveaux enjeux et des facteurs historiques (ou profonds) apparaissent, remettant en question le discours courant sur le développement et la gouvernance émanant des pays du Nord. En lieu et place de la démocratie, bon nombre de pays du Sud privilégiennent une gouvernance responsable et des structures capables de la renforcer.

Perspective du Sud global

L'approche axée sur les pays du Sud assure une analyse de la gouvernance liée aux réalités socio-économiques, politiques et historiques de ces régions. Les héritages historiques comme la domination coloniale, les programmes d'ajustement structurel et les changements géopolitiques ont orienté les processus de construction de l'État, les capacités de gouvernance et l'efficacité institutionnelle. Cette perspective tient compte des différents modèles de gouvernance qui existent dans les pays du Sud tout en reconnaissant les défis communs, notamment la dépendance économique, les luttes pour la légitimité et les contraintes en matière de capacités de gouvernance. Elle reconnaît également le bien-fondé des systèmes de gouvernance autochtones qui définissent les pratiques de gouvernance locales et fournissent des informations précieuses sur la résilience et la légitimité.

Aux fins du présent thème, le Sud global comprend sept régions, à savoir l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie centrale (avec la Russie en son sein), l'Asie du Sud (avec l'Inde en son sein), l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est (y compris la Chine).

Le Nord global désigne généralement les pays industrialisés à revenu élevé : le Canada, les États-Unis, tous les pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Afrique subsaharienne : Angola, Cameroun, Bénin, Botswana, Congo, Kenya, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Soudan, Ouganda, Niger, Guinée, Burkina Faso, Zambie, Malawi, Madagascar, Ghana, Mauritanie, Togo, Gabon, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Zimbabwe, République démocratique du Congo, Somalie, Afrique du Sud, Tanzanie, Soudan du Sud, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Mali, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone.

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) : Algérie, Égypte, Bahreïn, Djibouti, Iran, Tunisie, Jordanie, Koweït, Émirats arabes unis, Yémen, Qatar, Arabie saoudite, Irak, Syrie, Libye, Turquie, Oman, Liban, Palestine, Maroc.

Asie centrale : Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Russie.

Asie du Sud : Bangladesh, Maldives, Bhoutan, Inde, Népal, Afghanistan, Pakistan, Sri Lanka.

Asie du Sud-Est : Brunei, Laos, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Timor-Leste, Vietnam, Thaïlande.

Asie de l'Est : Chine, Mongolie, Hong Kong, Corée du Sud, Taïwan.

Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Brésil, Bahamas, Bolivie, Chili, El Salvador, Colombie, Costa Rica, Barbade, Belize, Cuba, Grenade, Guyana, Haïti, Honduras, Guatemala, Équateur, Jamaïque, Mexique, République dominicaine, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Grenade.

Nord global : Australie, Bulgarie, Autriche, Belgique, Canada, France, Croatie, Tchécoslovaquie, Slovaquie, Pologne, Suède, Slovénie, Espagne, Portugal, Grèce, Allemagne, Finlande, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Danemark, Irlande, Italie, Japon, Lituanie, Roumanie, Corée du Sud, Royaume-Uni, Luxembourg, Pays-Bas, États-Unis, Islande, Israël, Lettonie, Suisse, Malte.

Plan de recherche

- Méthodologie

Méthodologie

La recherche adopte une méthodologie multimodale qui intègre des ateliers d'experts et des méthodologies prospectives afin d'évaluer les tendances en matière de gouvernance étatique et les trajectoires futures dans les pays du Sud.

Comparaison de la gouvernance étatique

Les indicateurs mondiaux de gouvernance (IMG) de la Banque mondiale mesurent la perception de la gouvernance étatique selon six dimensions clés, ce qui permet d'établir des comparaisons significatives :

- Voix et responsabilité, qui peuvent être considérées comme des indicateurs approximatifs de la démocratie.
- Stabilité politique et absence de violence/terrorisme
- Efficacité du gouvernement
- Qualité de la réglementation
- État de droit
- Contrôle de la corruption.

Leur comparabilité entre les pays permet d'évaluer les performances en matière de gouvernance, tandis que les informations longitudinales fournissent un suivi des tendances de la gouvernance au fil du temps. Les indicateurs ont servi à comparer les performances en matière de gouvernance dans les quatre scénarios futurs possibles et à déterminer les implications politiques.

Ateliers d'expert

Des ateliers d'experts, menés à distance, ont rassemblé des universitaires, des responsables politiques et des professionnels. Les experts ont été choisis en fonction de leurs compétences en matière de gouvernance et de démocratie dans divers contextes géographiques. Le processus de recrutement comportait différentes méthodes : la mise à profit des contacts de l'équipe, le recours aux recommandations d'experts et la recherche ciblée en ligne.

- Dans un premier temps, 40 experts ont participé à l'atelier méthodologique organisé en mars 2024 dont le but était de définir les grandes lignes de l'approche à adopter pour ce thème.
- En deuxième lieu, un atelier consacré au Nord global a réuni 13 experts en juin 2024 afin de confronter les points de vue exprimés pour le Sud global.
- Troisièmement, les ateliers régionaux du Sud ont été organisés en quatre groupes : Afrique subsaharienne (ASS), Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Amérique latine et Caraïbes (ALC) et Asie. Chaque atelier regroupait entre 7 et 19 experts.
- Enfin, en mars 2025, un atelier interne au sein de l'Institut d'études de sécurité portait sur l'évolution de la gouvernance étatique dans les quatre scénarios mondiaux envisagés plus en détail ci-dessous.

Ces ateliers ont permis de cerner les perspectives régionales sur les défis liés à la gouvernance, de valider les hypothèses des scénarios et de souligner les nouvelles tendances relatives à la gouvernance. En mobilisant des experts régionaux et en prenant en compte les conclusions des ateliers, ce thème examine les enjeux et les opportunités liés à la gouvernance sous plusieurs angles, offrant ainsi une perspective plus approfondie et nuancée du sujet.

Analyse prospective

Cette approche systémique vise à identifier et à analyser de manière systématique les principaux facteurs qui détermineront les trajectoires de gouvernance dans les pays du Sud au cours des prochaines décennies. Elle examine les tendances politiques, sociales, technologiques, économiques et environnementales qui influenceront l'avenir de la gouvernance étatique.

Scénarios alternatifs

1. Cadre de scénarios : AFI-ISS a élaboré quatre scénarios mondiaux dans le but d'identifier les différentes voies de développement pour l'Afrique. Dans ce thème, ils constituent un cadre structurel pour étudier l'évolution de la gouvernance des États du Sud en fonction des conditions mondiales variables. Chaque scénario présente une combinaison distincte de forces géopolitiques, économiques et sociales, qui influencent différemment les résultats en matière de gouvernance.
2. Élaboration des scénarios : sur la base de ces quatre scénarios mondiaux, ce thème intègre les enseignements tirés de l'analyse prospective pour en renforcer la profondeur et la pertinence, en rattachant les avenir possibles de la gouvernance à des voies de développement contextuelles et interconnectées.

Résultats en matière de gouvernance selon différents scénarios

La comparaison des scores des IMG à travers des avenirs alternatifs montre comment les mesures de la voix, de la capacité et du contrôle pourraient se développer selon des trajectoires distinctes. Cette approche souligne non seulement les points forts et les faiblesses des institutions, mais aussi la possibilité de changements majeurs dans la nature et le rôle de l'État dans différentes conditions mondiales.

Conclusions stratégiques

Grâce à l'intégration des éléments méthodologiques susmentionnés, ce thème propose une analyse prospective reliant les tendances mondiales aux résultats en matière de gouvernance. Il propose un cadre structuré pour aborder l'incertitude, remettre en question les hypothèses et dégager des options face à des changements rapides. Les gouvernements, la société civile, les bailleurs de fonds et les parties prenantes du Sud peuvent recourir à ce thème pour mieux appréhender les risques émergents, explorer de nouvelles opportunités et améliorer la réponse institutionnelle à la complexité.

Survol historique et contexte actuel de gouvernance

- Aperçu
- Gouvernance dans le Sud global
- Modèles de gouvernance et tendances contemporaines dans les pays du Sud
- Performance en matière de gouvernance

Aperçu

La gouvernance dans le Sud global résulte d'une interaction complexe entre les héritages coloniaux, les défis post indépendance, l'évolution des institutions et les forces économiques et politiques mondiales. Une bonne compréhension de cette trajectoire fournit un cadre crucial pour évaluer les défis actuels de la gouvernance et anticiper les développements futurs.

Gouvernance dans le Sud global

Dans bon nombre de pays du Sud, les structures étatiques modernes ont été largement façonnées par la règle coloniale, notamment les systèmes parlementaires ou présidentiels, qui ont imposé des cadres administratifs souvent en décalage avec les systèmes de gouvernance autochtones. Après l'indépendance, les nouveaux États ont dû relever les défis de la construction de la nation, de la restructuration économique et du développement institutionnel, car ces structures nécessitaient une adaptation profonde pour s'ajuster aux conditions politiques, sociales et économiques variées des contextes domestiques. Certains États ont su réformer leurs institutions afin d'améliorer la stabilité politique et la capacité du secteur public, tandis que d'autres ont fait face à des défis de gouvernance, tels que la fragilité des institutions, la polarisation politique et la difficulté de concilier des intérêts multiples. Ces expériences mettent en lumière un principe fondamental : les structures de gouvernance doivent être flexibles, inclusives et capables de s'adapter aux réalités nationales pour être efficaces sur le long terme.

Pendant la guerre froide, les alignements géopolitiques ont influencé la gouvernance des États, de nombreux pays du Sud étant pris entre des blocs idéologiques rivaux. Cette période était marquée par une intervention étrangère accrue, qui a souvent renforcé les régimes autoritaires ou porté atteinte à la souveraineté des États.

Les décennies 1980 et 1990 ont vu l'introduction des programmes d'ajustement structurel (PAS), dirigés par les institutions financières internationales, qui exigeaient la libéralisation économique et la réduction des effectifs de l'État. Si ces réformes avaient pour objectif de stimuler la croissance économique, elles ont souvent réduit la capacité étatique, aggravé les inégalités et provoqué un mécontentement social croissant.

Le tournant du XXI^e siècle a inauguré une ère de mondialisation, intensifiant les interdépendances entre les États. L'intégration économique, la transformation numérique et l'émergence de structures de gouvernance régionales ont redéfini le rôle de l'État. Si la mondialisation a créé de nouvelles opportunités, elle a également exposé les États à des chocs externes comme des crises financières ou des pandémies et mis en évidence la nécessité de modèles de gouvernance adaptatifs.

Au-delà de la conception institutionnelle, la stabilité politique reste un défi majeur en matière de gouvernance. De nombreux pays ont été confrontés à des coups d'État militaires, à des régimes à parti unique ou à des modèles de gouvernance hybrides mêlant institutions démocratiques et contrôle centralisé. Les transitions politiques, les élections contestées et les troubles civiques

continuent de mettre à l'épreuve la résilience des institutions, soulignant l'importance des cadres juridiques, de l'indépendance judiciaire et des mécanismes de responsabilité politique. Les influences extérieures ont également façonné les trajectoires de gouvernance, des interventions de la guerre froide aux partenariats économiques contemporains, qui présentent aussi bien des opportunités que des enjeux en matière de gouvernance.

Si de nombreux pays du Sud font face à des défis de gouvernance similaires, leurs trajectoires ont aussi été influencées par des contextes historiques, politiques et économiques spécifiques. La Chine, par exemple, a opté pour un modèle de développement économique dirigé par l'État, combinant gouvernance centralisée et réformes orientées vers le marché afin de réaliser une industrialisation rapide et une intégration économique mondiale. Cette approche diffère de celle des pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, où la gouvernance a souvent été marquée par des transitions démocratiques, des dépendances financières externes et une stabilité politique fluctuante.

De même, l'Asie du Sud-Est a connu des modèles de gouvernance variés, notamment Singapour et le Vietnam ont utilisé leur forte capacité étatique pour promouvoir la croissance économique. À l'opposé, d'autres ont rencontré des limitations liées à la fragmentation politique et à l'instabilité des politiques publiques. Ces parcours divers révèlent que la gouvernance dans le Sud global n'est pas homogène, et cerner ces différences est essentiel pour évaluer les problèmes et les opportunités.

Avec l'évolution constante des structures de gouvernance, les États du Sud sont exposés à un environnement en mutation rapide, influencé par la mondialisation, la transformation économique, les technologies et les défis environnementaux. La gouvernance économique demeure un facteur clé de la capacité de l'État et de la résilience institutionnelle. L'industrialisation et la diversification économique ont été menées avec plus ou moins de succès par plusieurs États, qui ont dû composer avec des contraintes tant nationales qu'internationales. Le développement des infrastructures, l'accès au financement, la constance des politiques et l'investissement dans le capital humain sont autant de facteurs qui ont façonné les trajectoires économiques. Si certains pays se sont intégrés dans les chaînes de valeur mondiales et les secteurs à forte croissance, d'autres sont toujours en proie aux difficultés structurelles, telles que la volatilité économique, une diversification insuffisante et la dépendance aux exportations des matières premières.

Les tendances démographiques, notamment la croissance rapide de la population et l'urbanisation, accentuent la complexité des enjeux en obligeant les gouvernements à créer des opportunités d'emploi, à améliorer les services publics et à concevoir des infrastructures propices à un développement économique durable.

Par conséquent, la gouvernance dans le Sud évolue à travers un processus constant d'adaptation, marqué par les héritages du passé et les changements actuels à l'échelle mondiale. L'instabilité politique, les pressions externes, les mutations économiques, les avancées technologiques et les enjeux environnementaux ont chacun influencé les trajectoires de gouvernance. Le principal enjeu reste la faculté des États à mettre en place des institutions solides, inclusives et flexibles, capables de gérer des pressions politiques et économiques complexes tout en assurant la stabilité, la reddition des comptes et le développement sur le long terme.

Modèles de gouvernance et tendances contemporaines dans les pays du Sud

Les différents modèles de gouvernance du Sud reflètent les héritages historiques et les adaptations contemporaines. Les États présentent des conceptions institutionnelles variées, allant des systèmes présidentiels aux systèmes parlementaires, et des pouvoirs fortement centralisés ou de plus en plus décentralisés. Dans la pratique, de nombreux États fonctionnent comme des régimes hybrides, combinant structures de gouvernance officielles, dynamiques de pouvoir informelles, autorités traditionnelles et droit coutumier. Ces modèles évoluent souvent en réponse à des besoins internes variables et à des pressions externes et ne suivent pas nécessairement une trajectoire uniforme vers les normes démocratiques libérales.

Cette diversification s'accompagne de tensions persistantes. D'une part, les États doivent maintenir leur légitimité et assurer le service public dans un contexte de ressources limitées, de pressions démographiques et d'autorité contestée. D'autre part, ils doivent s'adapter aux nouveaux défis transnationaux comme le changement climatique, les bouleversements technologiques et l'insécurité. La légitimité n'est pas toujours jugée à l'aune des normes procédurales, comme les cycles électoraux, mais plus sur des critères de performance : la capacité de l'État à fournir des services, à garantir l'ordre et à favoriser l'inclusion économique.

La résilience institutionnelle varie considérablement d'un pays à l'autre dans la région. Certains États ont fait preuve d'adaptabilité et d'innovation face aux chocs, notamment durant la pandémie de COVID-19 ou des crises économiques, tandis que d'autres peinent en raison de capacités institutionnelles limitées et d'une confiance en déclin. Ces défis sont renforcés par des demandes croissantes de responsabilité et de transparence de la part de citoyens de plus en plus exigeants.

Les parties prenantes non étatiques participent aussi à la transformation de l'environnement de la gouvernance. Les organisations de la société civile, les chefs traditionnels, les acteurs du secteur privé et les institutions régionales contribuent de manière plus importante à l'élaboration des politiques, à la prestation de services et à la responsabilisation des gouvernements. Cela traduit une évolution générale vers une gouvernance à plusieurs niveaux et en réseau, où l'autorité est répartie entre des systèmes imbriqués plutôt que concentrée uniquement au sein des gouvernements centraux. Dans certains pays, des acteurs armés non étatiques à l'instar des organisations criminelles, des gangs, des groupes rebelles et des milices, remettent en cause la gouvernance officielle par des moyens peu conventionnels et souvent coercitifs.

Dans l'ensemble, ces tendances esquiscent un paysage de gouvernance dynamique et contesté où la fragmentation des institutions constitue encore un risque pour certains tandis que d'autres contextes montrent des signes d'innovation et de transformation. Cette complexité souligne la nécessité d'une analyse contextuelle des performances liées à la gouvernance, point développé dans la section ci-après.

Performance en matière de gouvernance

L'objectif de cette section est d'analyser et de comparer le contexte actuel de la gouvernance mondiale à travers les six [Indicateurs mondiaux de gouvernance](#) (IMG) de la Banque mondiale. Les IMG s'appuient sur de multiples sources de données, notamment des enquêtes et des évaluations d'experts afin de garantir une représentation large et équilibrée des réalités associées à la gouvernance. Les indicateurs correspondent aux cadres de développement mondiaux tels que les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 16 visant à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, ce qui renforce leur pertinence pour l'élaboration des politiques. Les défis uniques en matière de gouvernance auxquels sont confrontés de nombreux États du Sud, tels que la fragilité institutionnelle, les dépendances externes et les structures de pouvoir informelles, font des IMG un outil indispensable pour mener à bien des réformes de gouvernance adaptées au contexte, évaluer les risques et prendre des décisions d'investissement stratégiques. Les six indicateurs sont les suivants :

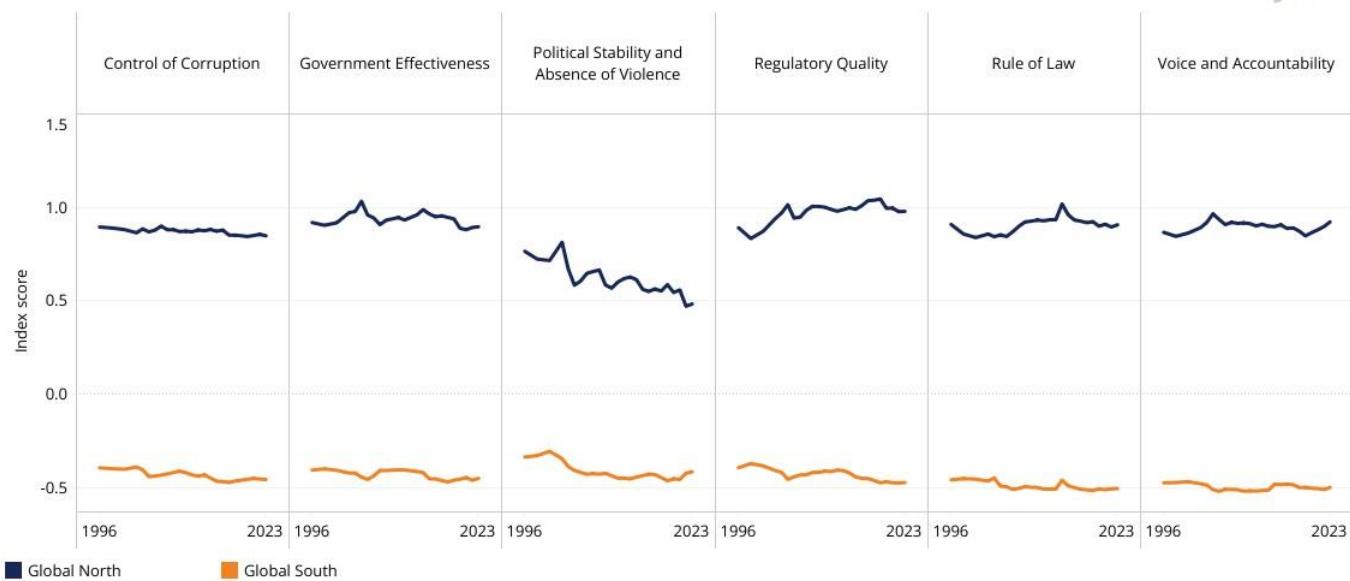
- Voix et responsabilité, qui peuvent être considérées comme des indicateurs approximatifs de la démocratie,
- Stabilité politique et absence de violence/terrorisme (aussi appelé Stabilité),
- Efficacité du gouvernement,
- Qualité de la réglementation,
- État de droit,
- Contrôle de la corruption.

Le tableau général jusqu'en 2023 montre une stagnation et un recul à l'échelle mondiale, avec une détérioration marquée de la stabilité dans le Nord global. Le graphique 1 compare le score IMG des pays du Nord et du Sud. La stabilité diminue également dans les pays du Sud, mais de manière moins marquée. Les données révèlent un écart constant entre les pays du Nord et ceux du Sud dans les principaux domaines de la gouvernance.

Bon nombre de régimes du Sud global peuvent être classés comme des « régimes hybrides » : des pays qui organisent des élections régulières sans toutefois se conformer pleinement aux principes démocratiques. Les régimes hybrides sont généralement plus instables que les autorités ou les démocraties libérales.

Graphique 1 : Comparaison des IMG pour le Sud global et Nord global, 1996-2023

Chart 1: Global North vs Global South in WGI indicators, 1996-2023



Source: World Bank World Governance Indicators data, 2024

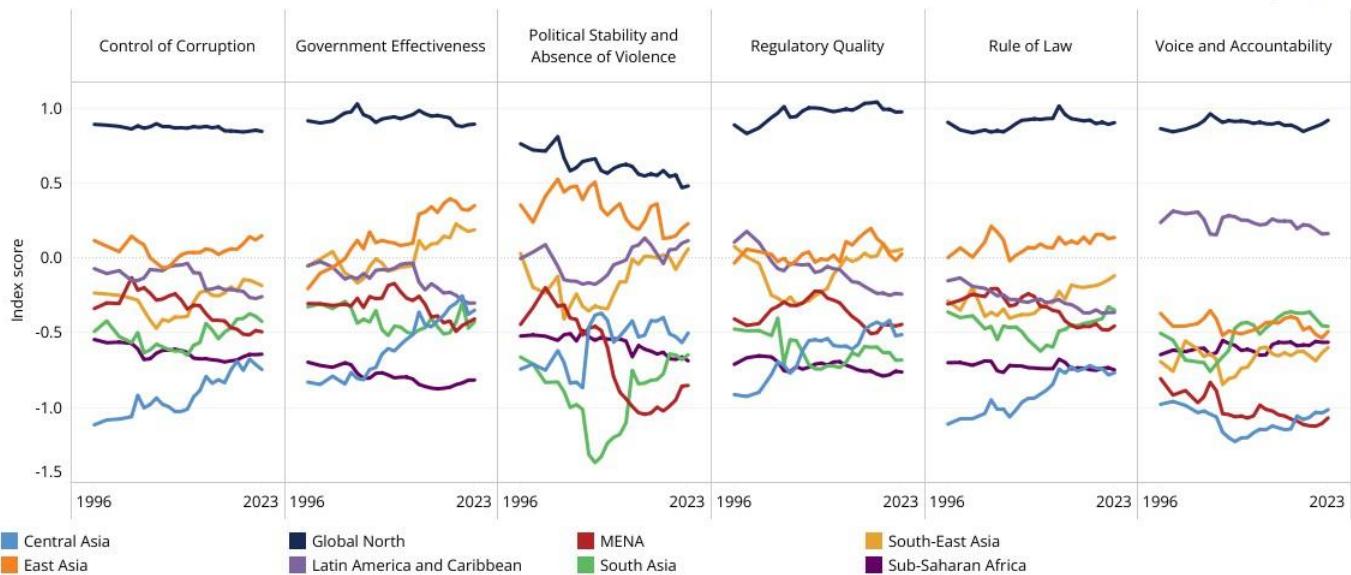
Contrôle de la corruption |Efficacité gouvernementale| Stabilité politique et absence de violence| Qualité de la réglementation| État de droit| Voix et responsabilité

- Nord global
- Sud global

Les tendances au sein du Sud global sont hétérogènes et illustrent les trajectoires historiques, politiques et économiques variées des différentes régions. Dans l'ensemble, les sept groupes du Sud global ne montrent aucun changement concernant le contrôle de la corruption, tandis que quatre régions enregistrent des progrès sur le point de l'efficacité gouvernementale. De manière générale, on observe une légère amélioration de la qualité de la réglementation et de l'état de droit, et aucune amélioration ou un recul pour la voix et la responsabilité (sauf en Asie du Sud-Est). Le graphique 2 présente les moyennes par groupe des IMG de 1996 à 2023.

GRAPHIQUE 2 : Indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale- moyennes de groupe, 1996-2023

Chart 2: World Bank Governance indicators - group averages, 1996-2023



Source: World Bank World Governance Indicators data, 2024

Contrôle de la corruption |Efficacité gouvernementale| Stabilité politique et absence de violence| Qualité de la réglementation| État de droit| Voix et responsabilité

- Asie centrale
- Asie de l'Est
- Nord global
- Amérique latine et Caraïbes
- MENA
- Asie du Sud
- Asie du Sud-Est
- Afrique subsaharienne

Les données révèlent notamment un point crucial : le décalage entre la participation politique et la capacité de gouvernance. Si certaines régions à faible revenu, telles que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine, affichent des scores relativement élevés en matière de voix et responsabilité, ces progrès n'ont pas conduit à de meilleurs résultats en termes de gouvernance, comme en témoignent les faibles scores de l'efficacité gouvernementale et de la qualité de la réglementation. Il s'agit du phénomène de démocratisation prématuée dans ces régions, où la participation politique se développe plus rapidement que les capacités institutionnelles, avec pour conséquence des institutions fragiles, la pratique de la corruption et une efficacité étatique limitée. En Afrique subsaharienne, la conditionnalité de l'aide au développement et les programmes d'ajustement structurel sont quelques-uns des facteurs qui expliquent les niveaux relativement élevés de démocratie malgré un faible niveau de développement. En 2025, on peut se demander si une réduction significative de l'aide apportée par des partenaires tels que l'USAID et le Royaume-Uni pourrait induire un recul du niveau de démocratie dont bénéficie actuellement la région.

En revanche, les régions à faible participation démocratique, comme l'Asie de l'Est et certaines parties de l'Asie centrale, obtiennent des scores plus faibles concernant la voix et la responsabilité, mais enregistrent des améliorations notables en matière d'efficacité gouvernementale et de qualité de réglementation. Ces données prouvent que, malgré des libertés politiques encore restreintes, la capacité étatique s'est renforcée dans ces régions, aboutissant à de meilleurs résultats en matière de développement, mais au prix d'un moindre respect des droits humains et de la démocratie.

Les modèles de gouvernance qui ont façonné les pays du Sud sont à un moment charnière. L'héritage historique de l'administration coloniale, les programmes d'ajustement structurel et les modèles de gouvernance régionale continueront d'influencer les trajectoires futures des États. Toutefois, à mesure que les incertitudes globales augmentent, d'autres facteurs de changement prendront progressivement le dessus pour orienter les trajectoires de gouvernance. La prochaine section analyse les principales dynamiques de la transformation technologique aux changements démographiques qui influenceront les modèles de gouvernance du futur.

Analyse prospective

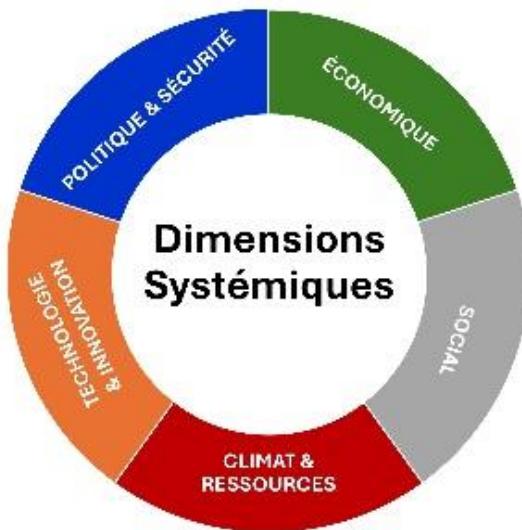
- Aperçu
- Gouvernance politique et sécuritaire
- Gouvernance économique
- Gouvernance sociale
- Technologie et innovation
- Gouvernance en matière de climat et de ressources

Aperçu

L'analyse prospective suivante présente les facteurs et les tendances majeurs pour l'avenir de la gouvernance étatique dans les pays du Sud. À l'aide d'une approche systémique, elle examine les développements interdépendants dans cinq domaines : la gouvernance politique et sécuritaire, la gouvernance économique, la gouvernance sociale, la technologie et l'innovation, ainsi que la gouvernance en matière de climat et des ressources. Toutes ces forces combinées modifient la manière dont les États gouvernent, l'exercice et la contestation de l'autorité, et les interactions des États avec les citoyens, les marchés et les systèmes internationaux. Cette analyse met en lumière les pressions et les possibilités majeures qui influenceront les trajectoires de gouvernance au cours des prochaines décennies. Ces dynamiques ne se contentent pas de poser des risques, elles ouvrent aussi la voie à des opportunités pour repenser et redéfinir les modèles de gouvernance, de manière plus inclusive, résiliente et mieux adaptée aux réalités variées du Sud global.

Le graphique 3 illustre les domaines systémiques explorés dans l'analyse prospective et présente les forces interconnectées qui définissent l'avenir de la gouvernance étatique du Sud. Il fournit également une liste consolidée de tous les facteurs au sein de chaque catégorie systémique.

Graphique 3 : Facteurs systémiques déterminant l'avenir de la gouvernance étatique des pays du Sud



Gouvernance politique et sécuritaire



- Shifting geopolitical power & the rise of multipolarity
- Democracy under pressure
- Security & conflict dynamics
- Localised governance

- **Évolution du pouvoir géopolitique et émergence de la multipolarité**
- **Démocratie sous pression**
- **Dynamiques en matière de sécurité et de conflits**
- **Gouvernance locale**

4.1.1 Évolution du pouvoir géopolitique et émergence de la multipolarité

L'ordre mondial est en pleine mutation, alors que la domination unipolaire de l'après-Guerre froide cède la place à un environnement plus fragmenté et contesté. Les États sont sans cesse amenés à explorer divers partenariats, modèles de développement et alignements géopolitiques. Dans ce contexte, la multipolarité ne se limite pas à une simple redistribution de l'influence, mais marque une reconfiguration des capacités d'action et offre une gamme plus large d'options stratégiques tout en introduisant de nouvelles complexités et risques.

L'érosion de la confiance envers l'ordre occidental est l'un des principaux facteurs de ce réalignement. Le retrait agressif de l'administration Trump du multilatéralisme, par le biais de réductions de l'aide, de guerres tarifaires et d'une diplomatie transactionnelle, illustre parfaitement la fragilité des alliances de longue date et l'accentuation des incertitudes. Même si cette crise a eu une portée mondiale, de nombreux États du Sud global ont été particulièrement touchés du fait de leur dépendance historique vis-à-vis des financements et des relations commerciales avec les pays occidentaux. En conséquence, les questions récurrentes sur la fiabilité des alliances et des structures économiques ont pris une nouvelle dimension, incitant les États à intensifier rapidement leurs efforts pour réévaluer leurs stratégies de développement et de sécurité dans un monde de plus en plus incertain.

Cette évolution n'émane pas uniquement de changements abstraits mais elle est vivement remaniée par les initiatives ambitieuses des puissances émergentes. Au rang de celles-ci figure l'emblématique Belt and Road Initiative (BRI) de la Chine qui illustre comment les infrastructures peuvent servir de vecteur d'influence géopolitique. Véritable levier stratégique de grande envergure, elle redessine les itinéraires commerciaux, impose les normes chinoises et étend l'influence diplomatique de Pékin dans plus de 140 pays. La multiplication des projets à grande échelle - souvent caractérisés par un manque de transparence, financés par la dette et situés dans des zones stratégiques - pose des défis majeurs aux États qui cherchent à équilibrer leurs besoins en matière de développement avec la préservation de leur souveraineté à long terme.

Parallèlement aux efforts bilatéraux de la Chine, un rééquilibrage plus large s'opère à travers des coalitions qui se présentent comme des centres alternatifs de prise de décision mondiale et de gouvernance financière. L'[expansion récente des BRICS](#) (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) pour inclure l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Argentine, les Émirats Arabes Unis, l'Iran et l'Éthiopie témoigne de l'importance grandissante des blocs non occidentaux dans la gouvernance mondiale. La [Nouvelle banque de développement \(NBD\)](#), initialement fondée par les cinq pays des BRICS, a également vu une augmentation de ses membres.

Bien qu'une dé-dollarisation à grande échelle ou l'émergence d'une monnaie numérique des BRICS soient peu probables dans un futur proche, la Chine et la Russie ont toutes deux exprimé leur intérêt pour la création d'un système financier alternatif, en dehors de la domination du dollar américain. Si ces initiatives se concrétisent, elles pourraient atténuer les sanctions liées au dollar et rendre les régimes monétaires alternatifs plus attractifs, notamment pour les pays du Sud fortement endettés.

Les cadres régionaux tels que la [ZLECA](#) et l'[ANASE](#) constituent des plateformes crédibles pour renforcer l'action collective et réduire la vulnérabilité face à la concurrence entre grandes puissances. La ZLECA, pourrait stimuler le commerce intra-africain

de plus de 45 % à horizon 2045, si les obstacles pérennes à sa mise en œuvre sont surmontés. En outre, les nouveaux [cadres de gouvernance numériques](#) de l'ANASA notamment les initiatives coordonnées en matière de données, de cybersécurité et de commerce électronique, illustrent comment la coopération régionale peut renforcer la souveraineté dans des secteurs technologiques stratégiques. Le succès de ces mécanismes dépend toutefois de la capacité des États membres à aplanir les divergences en termes de systèmes politiques, de priorités économiques et de niveaux de capacité institutionnelle.

La multipolarité galopante dans les pays du Sud ne se limite pas aux sphères économique ou diplomatique. Elle est progressivement déterminée par des mécanismes de sécurité complexes, en particulier dans les espaces maritimes contestés sur le plan stratégique. Le long de la [mer Rouge](#) et de l'[océan Indien](#), la concurrence militaire qui s'accentue pose des défis croissants aux États littoraux (pays bordant ces eaux, comme Djibouti, le Soudan et le Kenya). Les attaques de missiles et de drones menées par les Houthis contre les navires commerciaux ont conduit à des interventions navales de représailles notamment [l'opération Prosperity Guardian](#), dirigée par les États-Unis, une coalition multinationale fondée en décembre 2023 pour assurer la liberté de navigation et la sécurité dans la région. Malgré les efforts de la coalition, les attaques des Houthis se sont poursuivies, entraînant d'importantes perturbations du trafic maritime. Selon [certaines informations](#), les Houthis auraient adapté leur tactique et utilisent désormais des armes peu coûteuses mais très efficaces qui mettent à rude épreuve les systèmes de défense de leurs adversaires. Ces tensions ont pour point commun l'initiative chinoise « [Belt and Road Initiative](#) » (BRI), qui a financé des infrastructures à double usage telles que le port de Djibouti et des centres logistiques au Kenya, ainsi que l'expansion des BRICS pour inclure l'Égypte, l'Éthiopie et l'Arabie saoudite (pays ayant des intérêts directs dans la sécurité de la mer Rouge).

En parallèle, en mer de Chine méridionale, le [ton monte](#) entre la Chine, le Vietnam et les Philippines, avec pour corollaire des confrontations maritimes militarisées et des stratégies coercitives qui fragilisent la stabilité de la région. Ces faits prouvent à quel point la concurrence militaire est étroitement liée à la multipolarité économique et accentue les défis de gouvernance pour les États pris entre les rivalités des grandes puissances. La diversification des ressources dans le renforcement militaire, la sécurisation des fonctions étatiques et les tensions accrues en matière d'alignement externe pourraient affaiblir les institutions nationales, amenuiser les contrats sociaux et compromettre la gouvernance inclusive dans l'ensemble des pays du Sud.

Confrontés à cet environnement de plus en plus complexe, de nombreux États optent pour des stratégies de couverture, cherchant à équilibrer les puissances rivales afin de préserver leur autonomie et de tirer parti des diverses sphères d'influence concurrentes. Ainsi, le Vietnam [courtise la Chine et les États-Unis](#), et le Kenya a [renégocié](#) des projets d'infrastructure financés par la Chine sous la pression de l'opinion publique, tout en engageant des discussions avec les États-Unis pour un accord commercial bilatéral. On les évoque fréquemment comme des cas d'autonomie stratégique réussie. Ces manœuvres requièrent néanmoins une grande cohérence institutionnelle, une flexibilité en matière de politiques et un large consensus politique. En l'absence de ces éléments, la stratégie de couverture peut aboutir à une dérive des politiques, à une mainmise des élites ou à de nouvelles formes de clientélisme sous des apparences différentes.

L'endettement demeure un moyen essentiel d'exercer de l'influence. Il est vrai que depuis 2020, la Chine a consenti à moins de prêts, mais les répercussions des emprunts antérieurs continuent d'orienter les trajectoires budgétaires. Le [bail de 99 ans](#) signé entre le Sri Lanka et la Chine en 2017 pour le port de Hambantota est un exemple dissuasif. Le [long processus de restructuration](#) des 17 milliards de dollars américains de dette zambienne illustre la difficulté de composer avec une multitude de créanciers, dont la Chine, les institutions multilatérales et les investisseurs obligataires privés. Ces dilemmes ne sont pas propres à la Chine : tout endettement mal structuré, quelle qu'en soit la provenance, peut aussi bien stimuler le développement qu'affaiblir la souveraineté, en fonction du degré de transparence, de compétence et de vision stratégique des autorités qui empruntent.

Certains pays renforcent leur emprise économique en recourant de nouveau à des mesures protectionnistes, afin de défendre leurs industries nationales et de limiter leur vulnérabilité face à l'instabilité des marchés mondiaux. La décision de l'Indonésie d'interdire les exportations de nickel brut tout comme la [stratégie Atmanirbhar Bharat](#) de l'Inde s'inscrivent dans un mouvement plus général de retour au nationalisme économique. Ces mesures visent à renforcer les capacités nationales et à accroître la résilience, mais elles sont aussi susceptibles de désorganiser les circuits d'approvisionnement, de susciter des représailles et de fragiliser la coopération régionale.

Pourtant, l'essor de la multipolarité ne se limite pas à la compétition entre États. Le pouvoir échappe de plus en plus au cadre étatique traditionnel, notamment au profit des géants technologiques mondiaux, dont le contrôle sur des infrastructures essentielles rivalise désormais avec celui des États. Amazon, Tencent, Meta et Huawei et bien d'autres figurent au rang des sociétés qui exercent une influence sur le commerce, la communication, le flux de données et même les infrastructures publiques. Ces plateformes évoluent souvent plus vite que les régulations nationales, contraignant les États à se démener pour imposer leur autorité dans le domaine numérique. Ce changement de perspectives constitue un défi direct à l'autorité traditionnelle de l'État, surtout dans les régions où la capacité réglementaire est restreinte.

Au cours de la prochaine décennie, l'on saura si la multipolarité favorise un ordre international plus juste et pluraliste, ou si elle

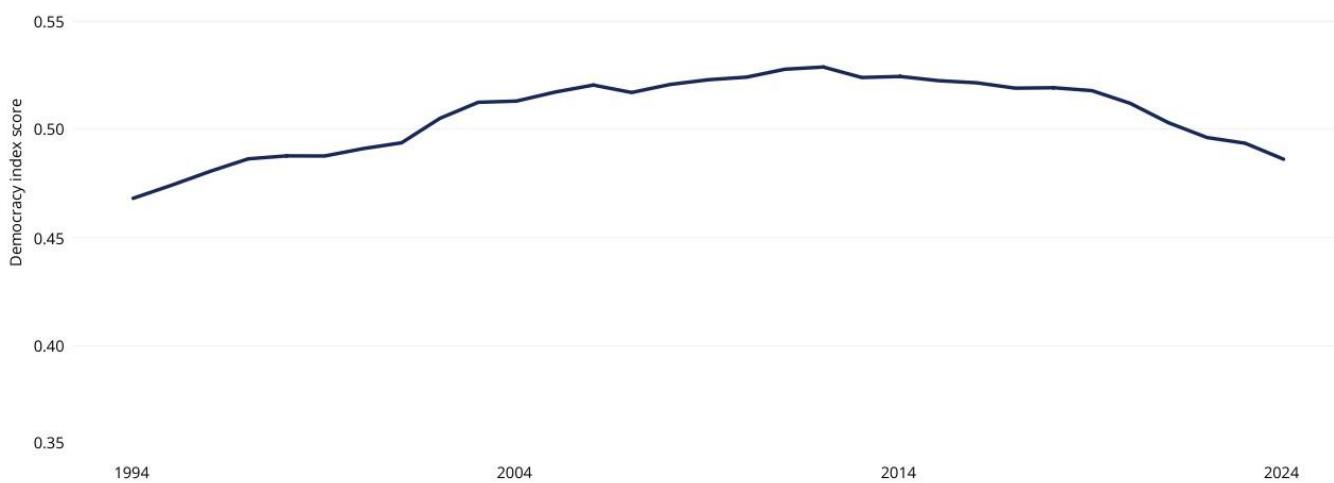
Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment la multipolarité pourrait-elle redéfinir l'équilibre entre la souveraineté des États et l'influence extérieure dans le Sud global ?
- Comment les pays du Sud global peuvent-ils utiliser les alliances régionales pour consolider leur gouvernance et leur résilience ?
- Quels dispositifs de gouvernance pourraient être mis en œuvre pour encadrer l'influence politique grandissante des multinationales et des géants de la technologie, afin qu'ils se conforment aux intérêts nationaux et aux objectifs de développement ?

Alors que les institutions traditionnelles dominées par l'Occident évoluent ou s'affaiblissent, comment les pays du Sud global peuvent-ils mettre au point de nouvelles structures de gouvernance mondiale qui cadrent davantage avec leurs priorités et leurs valeurs ?

4.1.2 Démocratie sous pression

La moyenne mondiale des droits et des libertés a chuté aux [niveaux](#) observés pour la dernière fois dans les années 1980, avec plus d'un tiers de la population mondiale vivant désormais sous des régimes autoritaires. Ce changement redéfinit la gouvernance à l'échelle mondiale notamment dans le Sud où de nombreux États se trouvent dans une situation précaire entre autocratie et démocratie libérale. Cet état de faits pousse à s'interroger davantage sur le fonctionnement des démocraties et les résultats qu'elles peuvent réellement produire. Le graphique 4 illustre l'indice mondial de la démocratie (projet Varieties of Democracy) de 1994 à 2024.



Source: Varieties of Democracy (V-Dem) Project, 2025

Depuis la Révolution industrielle, les pays du Nord global ont défini les modèles dominants de développement et de gouvernance, d'abord à travers l'impérialisme et le colonialisme, puis via la mondialisation. Au fur et à mesure que ces États se sont enrichis et démocratisés, ils ont exporté leurs structures institutionnelles et leurs idéaux politiques, que ce soit par influence ou par imposition. Ce faisant, ils ont instauré l'idée que la démocratie libérale est le résultat final du développement et un élément clé de la gouvernance responsable, surtout dans le Sud global et au sein du programme international du développement.

La démocratie est souvent considérée comme un gage de bonne gouvernance, mais l'histoire nous montre qu'elle ne la garantit pas. Les [avancées en matière de démocratie](#) en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud n'ont pas tenu la promesse du développement ni de l'équité. Bien que ces régions affichent des scores démocratiques relativement élevés, elles demeurent parmi les plus [inégal](#)es au monde. En parallèle, les régimes autoritaires d'Asie de l'Est et du Golfe ont développé de manière considérable les infrastructures et les services essentiels tout en revalorisant les revenus. Cette divergence a remis en question l'hypothèse autrefois dominante selon laquelle démocratie et développement vont naturellement de pair.

Dans une grande partie du Sud global, les structures démocratiques formelles n'ont pas souvent réussi à dépasser des inégalités profondément engrangées et des intérêts bien établis. Plusieurs pays sont en réalité des régimes hybrides, où les élections coexistent avec le favoritisme politique, le contrôle des médias et des ressources par les élites, et une capacité d'action civique limitée. Ces systèmes sont souvent exposés aux perturbations internes (manifestations citoyennes ou crises économiques) et aux ingérences externes, surtout lorsque la gouvernance est fragile ou que les institutions extractives demeurent en place. Malgré cela, la demande pour une gouvernance responsable reste forte, comme en témoignent les campagnes anti-corruption, les manifestations pour la justice sociale et les appels à la transparence en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Le problème ne réside pas dans l'absence d'aspiration démocratique, mais dans le manque de structures politiques capables de répondre à ces aspirations de manière équitable, durable et inclusive.

Les pressions exercées sur les systèmes démocratiques influencent de plus en plus les politiques publiques. La [résurgence](#) du nationalisme et le retour en force de l'identité nationale poussent vers des contrôles migratoires plus stricts et une réaffirmation de la souveraineté de l'État. En Europe, en Amérique et en Asie, les partis politiques exploitent les inquiétudes du public face à l'insécurité économique, aux changements culturels et aux menaces perçues contre la cohésion nationale. De nombreux partis déplacent une rhétorique qui conteste les normes progressistes en matière de diversité, de genre et d'identité, souvent présentée comme une résistance à la politique dite « woke ». Cette polarisation influence les priorités législatives, et partant, affaiblit les protections institutionnelles et sape le consensus démocratique. Ce climat a précisément provoqué une opposition grandissante contre les défenseurs des droits, comme les journalistes, les activistes et les leaders de la société civile, qui font désormais face à un harcèlement, une surveillance et une criminalisation croissants.

Cette situation se déroule dans un contexte que nombreux qualifient de récession démocratique à l'échelle mondiale. La « montée en puissance du reste du monde » a eu lieu simultanément à l'érosion des normes démocratiques, tant dans les puissances émergentes que dans le Nord global. À l'échelle mondiale, les élections [révèlent](#) une grande désillusion de la part des électeurs et des mandats divisés. Les partis populistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, s'imposent dans le paysage politique dominant, attaquent les élites, affaiblissent les institutions et accentuent la division au sein de la société.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

La désillusion envers la démocratie va-t-elle s'accroître, ou la démocratie parviendra-t-elle à surmonter les défis et à regagner sa place centrale ?

Comment la polarisation politique croissante et le populisme influenceront-ils la capacité et la légitimité des États dans le Sud global ?

Comment les tendances autoritaires en hausse pourraient-elles influencer l'efficacité de la gouvernance, la participation citoyenne et la prise de décisions politiques dans les pays en développement ?

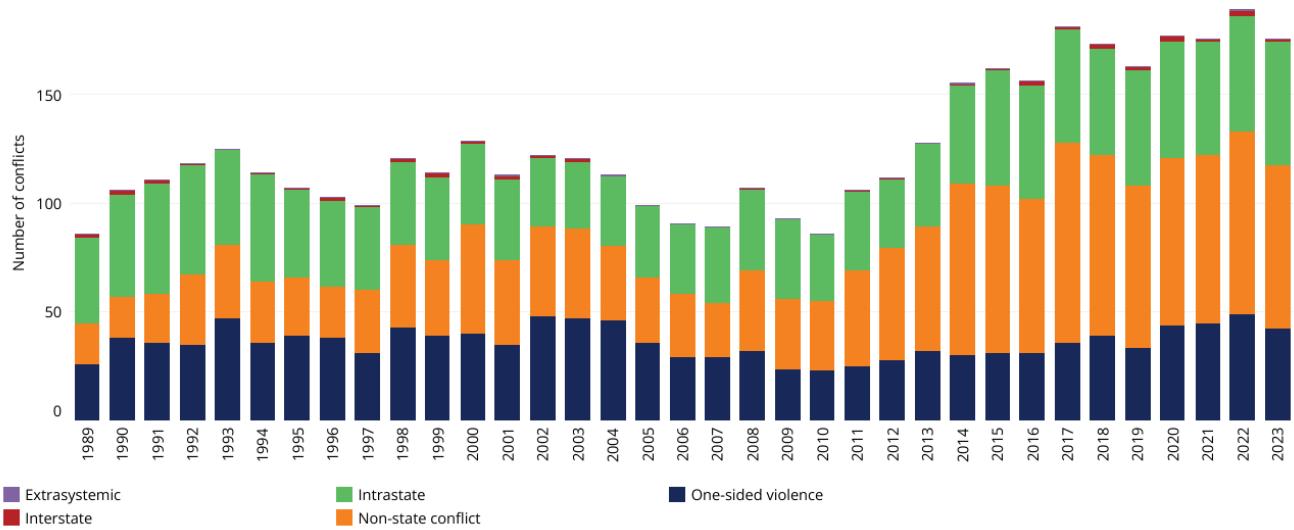
Comment les États du Sud global peuvent-ils gérer les divisions sociales causées par le nationalisme et le populisme tout en préservant les institutions démocratiques et la stabilité de la gouvernance ?

4.1.3 Dynamiques en matière de sécurité et de conflits

Au cours des cinq dernières années, le nombre de conflits dans le monde a presque doublé, ce qui dénote une intensification de l'insécurité mondiale. Le graphique 5 montre le nombre de conflits armés dans le monde de 1989 à 2023. Cette hausse représente le déclenchement de nouvelles guerres de grande envergure et l'aggravation des crises prolongées. L'Ukraine, Gaza et la Birmanie sont au cœur des conflits récents, tandis que l'instabilité profonde dans des régions comme le Soudan, le Mexique, le Yémen et le Sahel persiste sans relâche.

GRAPHIQUE 5 : Nombre mondial de conflits armés, 1989-2023

Chart 5: Global number of armed conflicts, 1989-2023



Source: Davies, Shawn, Garoun Engström, Therese Pettersson & Magnus Öberg (2024), UCDP/PRIOR Armed Conflict Dataset and UCDP Non-State Conflict Dataset versions 24.1

- Extra-systémique
- Interétatique
- Intraétatique
- Conflit non-étatique
- Violence unilatérale

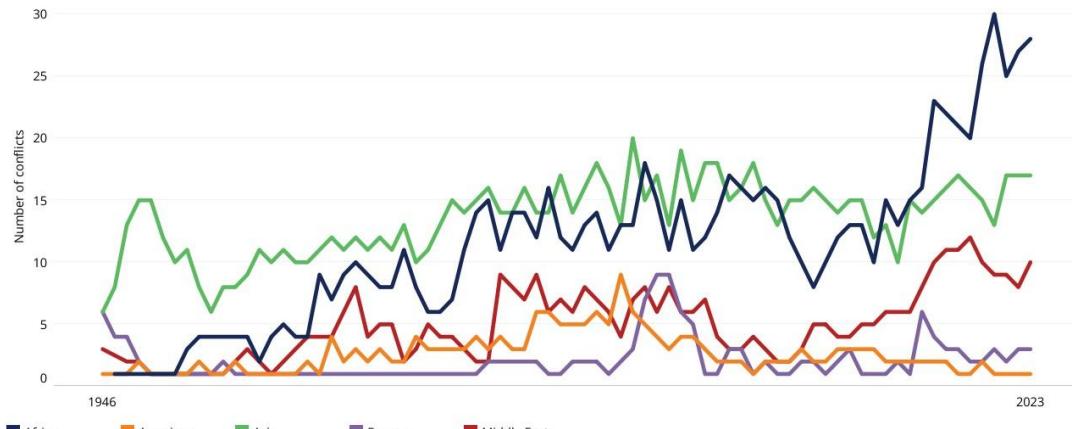
Conflits étatiques

Selon le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP), l'année 2023 a enregistré 59 conflits étatiques dans 34 pays, le plus grand nombre depuis 1946. Il s'agit d'un recul important de la diminution des conflits armés après la Guerre froide.

Depuis huit années consécutives, plus de 50 conflits de ce type ont éclaté chaque année, preuve d'une détérioration continue et systématique de la paix et de la sécurité mondiales. Le graphique 6 montre le nombre de conflits armés étatiques par région de 1946 à 2023.

GRAPHIQUE 6 : Nombre de conflits armés soutenus par l'État, par région, 1946-2023

Chart 6: Number of state-based armed conflicts by region, 1946-2023



Source: Davies, Shawn, Garoun Engström, Therese Pettersson & Magnus Öberg (2024), UCDP/PRIOR Armed Conflict Dataset version 24.1

- Afrique
- Amériques
- Asie
- Europe
- Moyen-Orient

C'est particulièrement évident dans le Sud global. Le nombre de conflits étatiques en Afrique a presque doublé au cours de la dernière décennie, passant de 15 en 2013 à 28 en 2023. Certains pays dont le Soudan, l'Éthiopie, le Mali et le Burkina Faso sont toujours confrontés à des soulèvements armés, souvent amplifiés par des groupes djihadistes et la fragmentation politique. Après une période de répit, le conflit au Moyen-Orient, a repris de plus belle avec la guerre meurtrière Israël-Palestine, qui a fait plus de 23 000 victimes en trois mois seulement.

Ces conflits surviennent fréquemment dans des États à revenu intermédiaire et partiellement démocratiques, remettant en cause l'idée largement acceptée selon laquelle le développement économique et la démocratisation électorale mènent naturellement à la stabilité d'un pays. En l'absence d'une gouvernance inclusive et responsable, ces pays se transforment souvent en foyers de mécontentement, de concurrence et de contestation violente.

Les États à l'origine des violences

La crise de gouvernance s'aggrave lorsque l'État en plus d'être incapable de protéger ses citoyens, devient lui-même une source de violence. En 2023, plus de 10 200 décès de civils ont été attribués à des violences unilatérales, dont plus de 2 000 causés par des acteurs étatiques. Certes, la violence perpétrée par l'État se situe légèrement en deçà des récents pics, mais elle prend une tourne inquiétante. Au Myanmar, en Syrie, au Soudan et en Russie (en Ukraine), les forces gouvernementales ont été impliquées dans de graves violations des droits de l'homme, souvent directement à l'encontre des civils.

Ces cas où les États négligent leur rôle de protecteur, porte préjudice au contrat social, intensifie la division sociale et complique les efforts de consolidation de la paix. Ils soulignent également une faiblesse structurelle de la gouvernance mondiale : l'absence de mécanismes de responsabilité adaptés lorsque les États souverains violent les droits de leurs propres populations.

Recrudescence des acteurs non étatiques

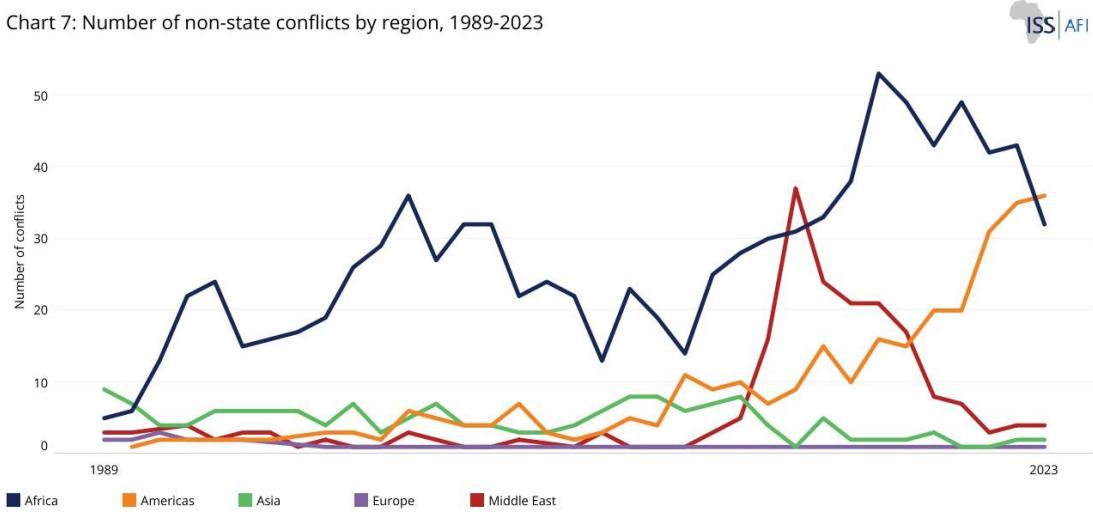
Parallèlement à ces faits, les conflits non étatiques ont explosé et se sont stabilisés à des niveaux historiquement élevés. En 2023, 75 conflits non étatiques ont été enregistrés, impliquant principalement des organisations criminelles, des groupes terroristes ou

des milices. L'UCDP classe ces acteurs ainsi :

- Groupes formellement organisés, avec des noms et des structures identifiables ;
- Groupes politiques informels, tels que les personnes affiliées à des partis ; et
- Groupes communautaires, issus d'une identité ethnique, religieuse ou tribale.

Les groupes organisés sont principalement responsables de l'augmentation de la violence non étatique, tandis que les conflits communautaires ont également connu une croissance régulière. Les conflits faisant intervenir des groupes politiques informels restent relativement rares. Le graphique 7 présente le nombre de conflits non étatiques par région de 1989 à 2023.

GRAPHIQUE 7 : Nombre de conflits non-étatiques par région, 1989-2023



Source: Davies, Shawn, Garoun Engström, Therese Pettersson & Magnus Öberg (2024). UCDP Non-State Conflict Dataset version 24.1

- Afrique
- Amériques
- Asie
- Europe
- Moyen-Orient

Les tendances diffèrent d'une région à l'autre. Pour la première fois, l'Amérique a surpassé l'Afrique, et est devenue la région qui compte le plus grand nombre de conflits non étatiques alimentés par les actes de violence des puissants cartels de drogue au Mexique et au Brésil. Le Mexique à lui seul a enregistré environ 14 000 décès au cours d'affrontements armés en 2023, preuve de la gravité et de la complexité de la violence non étatique dans la région. En revanche, l'Afrique a connu une baisse notable de ce type de conflits durant les six dernières années, bien qu'elle ait historiquement été la région la plus touchée.

Les continents africain et américain ont enregistré un grand nombre de conflits non étatiques dont la nature varie considérablement. En Amérique, la violence est avant tout causée par des groupes bien organisés et fortement armés, tels que les syndicats criminels et les cartels de la drogue. En Afrique, la violence provient souvent de conflits communautaires, associés aux divisions ethniques, religieuses ou d'identité locale. En parallèle, le Moyen-Orient, qui a enregistré une hausse importante des conflits non étatiques durant les années 2010, a connu une nette diminution de ces incidents ces dernières années.

À l'inverse, en Europe et en Asie les niveaux de conflits non étatiques restent relativement bas, tant en termes de fréquence que d'intensité. Cette variation régionale souligne l'importance d'approches adaptées au contexte pour analyser la violence non étatique et la traiter dans le Sud global.

L'évolution des conflits constitue un défi majeur pour la gouvernance des États dans le Sud global. À mesure que les conflits se

fragmentent, avec la participation d'une multitude d'acteurs et des revendications superposées, les États se retrouvent dans un environnement sécuritaire complexe, où ils réagissent à la violence et, parfois, l'initient. Pour restaurer leur légitimité, ils devront non seulement rétablir la confiance des citoyens et la reddition de comptes, mais aussi mettre en œuvre des approches flexibles, inclusives et adaptées au contexte en matière de gouvernance sécuritaire. Renforcer les institutions, assurer la protection des droits humains et s'attaquer aux causes profondes de la violence sont essentiels pour passer de la gestion de la crise à une stabilité durable.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment les États peuvent-ils apporter une amélioration aux mesures de sécurité tout en préservant les institutions démocratiques, la confiance du public et les droits des minorités ?
-
- Comment les États peuvent-ils se préparer à faire face à l'importance croissante des acteurs non étatiques ?
-
- Quels amendements faut-il apporter à la gouvernance pour répondre aux nouvelles menaces telles que les cyberattaques, la désinformation et l'espionnage numérique ?
-
- De quelle manière la fragmentation de la gouvernance sécuritaire mondiale pourrait-elle influer sur la capacité des États du Sud global à surmonter collectivement les défis d'ordre sécuritaire ?

4.1.4 Gouvernance locale

La gouvernance locale est un sujet central dans la restructuration de la légitimité de l'État dans les pays du Sud. Souvent abordée sous l'angle de la décentralisation, cette dynamique dépasse la simple répartition des pouvoirs ; elle constitue un processus politique majeur qui redéfinit les acteurs du pouvoir, leurs lieux d'action et leurs modalités de gouvernance. Elle détermine si l'autorité de l'État est perçue comme accessible ou distante, si les services sont fournis de manière équitable et si les diverses communautés se reconnaissent dans les institutions nationales.

Cette évolution n'est pas uniquement motivée par des préférences politiques, mais par des pressions systémiques de plus en plus fortes. L'urbanisation accélérée a poussé des mégapoles comme Lagos, Dhaka et Mumbai à leurs limites, obligeant les autorités locales à assumer davantage de responsabilités gouvernementales, souvent sans disposer de l'autorité ni des ressources nécessaires. Parallèlement, la gouvernance locale est soutenue par les mouvements autochtones, les organisations locales et les autorités informelles qui exigent plus de reconnaissance et d'autonomie. Dans de nombreux cas, la gouvernance n'est pas décentralisée par choix, mais déléguée par nécessité.

Dans des environnements fragiles ou ruraux, les institutions informelles et traditionnelles jouent souvent le rôle de dirigeants par défaut. Au [Nigeria](#), en [Somalie](#) et en [Afghanistan](#), les cours tribales, les chefs de clan et les autorités coutumières interviennent fréquemment dans la médiation de la justice et la gestion des affaires communautaires, surtout là où les institutions formelles peinent à s'imposer ou à atteindre la population. Les chefs traditionnels sont souvent perçus comme plus fiables que les élus ou les forces de l'ordre, surtout dans les régions rurales. Ces dynamiques ne sont pas des reliques du passé ; elles représentent des formes de gouvernance locale actuelles, profondément ancrées, bien que leur efficacité diffère selon les contextes.

Dans le monde entier, les initiatives de décentralisation reposant sur des systèmes fondés sur la culture confèrent une légitimité plus durable. À Bali, le [système subak](#), un modèle d'irrigation communautaire vieux de plusieurs siècles, a été intégré officiellement à la gouvernance environnementale, alliant les logiques spirituelles, écologiques et institutionnelles. Dans l'[Amazonie du Brésil](#), les communautés autochtones gèrent désormais conjointement les forêts avec les agences fédérales, combinant connaissances environnementales traditionnelles et technologies de surveillance par satellite. De même, en [Colombie](#), la reconnaissance formelle des Cabildos autochtones a habilité les communautés à agir comme des gouvernements locaux officiels, dotés de pouvoirs

administratifs et de budgets publics, et de renforcer la gestion environnementale et l'identité culturelle. À [Ixtlán de Juárez au Mexique](#), la gestion forestière dirigée par les communautés autochtones a stimulé les économies locales et les écosystèmes, et de fait, réduit la pauvreté et la dégradation écologique grâce à une gouvernance collective. Partout en Afrique, les systèmes de connaissances autochtones, tels que la résolution des conflits pastoraux et la gestion des ressources, continuent de structurer la gouvernance locale par le biais de modèles adaptatifs et résilients, issus de plusieurs générations de savoir écologique.

Certes, cet exemple ne concerne pas le Sud global, mais l'Australie présente un cas édifiant de [défis](#) liés à l'inclusion formelle des peuples autochtones. En octobre 2023, un référendum national visant à inscrire la voix des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres au Parlement a été rejeté, révélant des divisions sociales profondes concernant la participation des peuples autochtones à la gouvernance. Cela souligne une vérité plus fondamentale : l'engagement authentique des autochtones va au-delà de la simple reconnaissance symbolique ; il exige une réforme structurelle, une volonté politique et des institutions solides, fondées sur les systèmes de connaissances autochtones.

Grâce aux budgets participatifs initiés à [Porto Alegre](#) au Brésil et adoptés dans des villes à Buenos Aires et [Jakarta](#), les citoyens peuvent désormais influencer directement l'allocation des budgets. Si ces initiatives ouvrent des perspectives nouvelles en matière de transparence et d'inclusion, elles peuvent, dans des contextes moins développés, renforcer la centralisation du pouvoir, surtout lorsque les autorités locales ne disposent pas des ressources juridiques ou techniques pour maîtriser les plateformes numériques ou protéger les données des citoyens. Dans ces situations, la gouvernance numérique pourrait devenir un outil de contrôle plutôt qu'un levier d'autonomisation locale.

La trajectoire de la gouvernance locale aura un impact majeur sur la légitimité de l'État, la cohésion et la résilience des institutions dans le Sud global. Les résultats de la décentralisation restent cependant variables. Lorsque les réformes sont de simples rhétoriques, sans véritable autonomie, ressources ou responsabilité claire, elles risquent d'accentuer les inégalités et la méfiance des citoyens. Quand l'engagement politique et la capacité institutionnelle soutiennent la décentralisation, elle peut apporter des réponses plus locales aux défis de gouvernance. En revanche, une question clé pour l'avenir est de savoir si ces nouveaux modèles déboucheront sur un véritable partage du pouvoir ou s'ils réorganiseront le contrôle centralisé à travers des formes plus fragmentées ou médiatisées par la technologie.

En définitive, la légitimité et la confiance dans les institutions de l'État dépendent en grande partie de l'efficacité de la gouvernance locale. Quand les communautés voient leurs valeurs, leurs systèmes de savoir et leur leadership représentés dans les structures de gouvernance, cela renforce la confiance et la légitimité. Reconnaître et intégrer les modèles de gouvernance autochtones ne préserve pas seulement le patrimoine culturel, mais permet aussi de construire des États plus résilients et

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Les modèles de gouvernance décentralisée vont-ils vraiment renforcer la prise de décision locale, ou accentuer la fragmentation et le contrôle central ?
- Les États peuvent-ils intégrer les connaissances autochtones dans les mécanismes de gouvernance, ou des tensions vont-elles émerger entre les systèmes traditionnels et les structures étatiques formelles ?
- Comment les parties prenantes du secteur privé et les agences de développement pourraient-ils influencer les modèles de gouvernance locale ?

Gouvernance économique



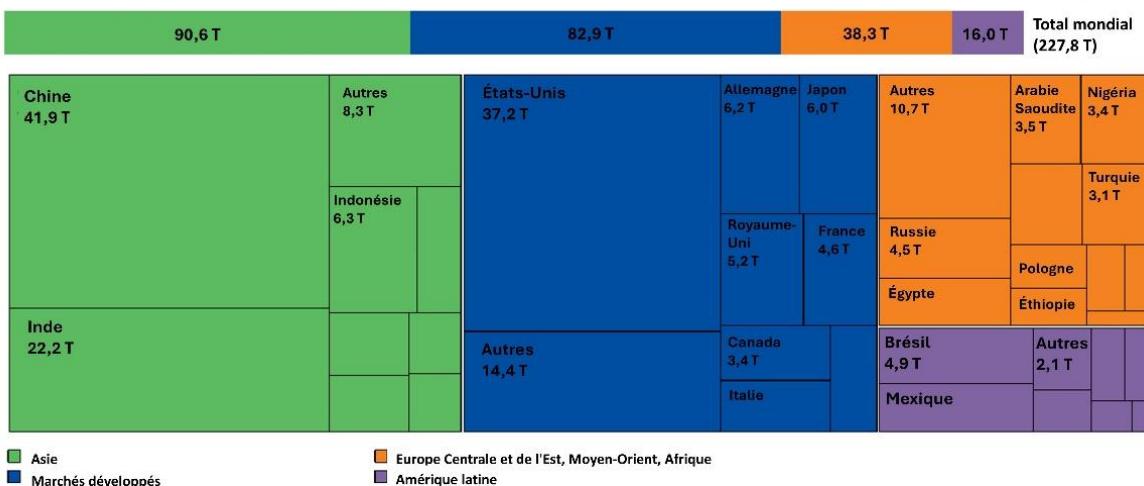
- Southern shift: emerging markets, expanding Influence
- Growth & demographics: a governance dividend or liability?
- The emerging global debt crisis
- Economic sovereignty in a fragmenting trade order

- Transformation du Sud : marchés émergents, influence croissante
- Croissance et démographie : dividende ou responsabilité en matière de gouvernance ?
- La future crise mondiale de la dette
- La souveraineté économique dans un ordre commercial en fragmentation

4.2.1 Transformation du Sud : marchés émergents, influence croissante

Le centre de gravité économique mondial se déplace, de manière mesurable et irréversible, du Nord industrialisé vers le Sud émergent. Au cours des 20 dernières années, une grande partie de la croissance du PIB mondial ne provenait pas de l'Europe ou de l'Amérique du Nord, mais plutôt d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. D'ici 2040, plus de la moitié du PIB mondial devrait être générée par des pays actuellement classés comme « marchés émergents », l'Asie représentant à elle seule plus de 40 %. Il ne s'agit pas seulement d'une transition géopolitique, mais d'un réalignement économique qui est en train de redéfinir les bases du développement mondial. Le graphique 8 présente l'économie mondiale en 2050.

L'Économie mondiale en 2050 (Graphique 8)



Source: Visual Capitalist, based on real GDP projections (2021 USD) from Goldman Sachs Global Investment Research

L'essor de nouvelles classes moyennes à travers le Sud global, notamment en Asie se situe au cœur de cette transformation. En 2020, plus de [deux milliards](#) de personnes dans la région Asie-Pacifique faisaient partie de la classe moyenne, et ce nombre devrait atteindre [3,5 milliards](#) d'ici 2030. En Afrique, une explosion démographique crée une dynamique similaire : plus de [70 %](#) de la population est âgée de moins de 30 ans, et le continent, fortement sollicité, devient un véritable carrefour d'urbanisation et d'innovation. Des villes comme Lagos, Nairobi et Accra sont en passe de devenir des moteurs de consommation et de dynamisme économique.

L'Inde, qui est désormais le pays le plus peuplé du monde, est en bonne voie pour devenir la troisième plus grande économie d'ici la fin de la décennie. Son marché intérieur en pleine croissance, ses infrastructures numériques et son avantage démographique font d'elle un moteur mondial de la demande et de l'innovation. La Chine, malgré un déclin démographique, reste un poids lourd économique qui stimule les investissements, la production et les flux de capitaux à travers le Sud global. Ces régions font bien plus que rattraper leur retard, elles sont en train de se hisser au rang de marché mondial de demain.

Ce développement démographique et économique s'accompagne d'un pouvoir de négociation accru. Le Sud global n'est plus uniquement un fournisseur de matières premières ou de main-d'œuvre bon marché. Il est désormais une base de consommateurs en pleine expansion, capable de redéfinir les normes de production, d'influencer les flux commerciaux et d'établir les normes en matière de technologie, de durabilité et de travail. Avec l'évolution des habitudes de consommation vers la viande, la mobilité, les biens numériques et une utilisation accrue de l'énergie, les attentes en matière de réglementation, de gouvernance climatique et de protections sociales changent également. Les États qui sauront représenter efficacement ces intérêts et les défendre au niveau mondial joueront un rôle crucial dans la redéfinition des marchés du 21e siècle.

La croissance s'accompagne aussi de son lot de difficultés. L'expansion des classes moyennes entraîne une demande accrue en eau, nourriture, énergie et logement, ce qui met à mal les ressources et l'environnement. En l'absence de planification urbaine adéquate, d'investissements dans les infrastructures et de stratégies de durabilité efficaces, les États risquent d'être dépassés par l'engorgement, la pollution et les inégalités. L'informalité reste encore élevée dans de nombreuses économies, ce qui restreint la capacité fiscale et la couverture sociale. Si les aspirations croissantes ne sont pas accompagnées de la capacité institutionnelle nécessaire, elles pourraient se transformer en instabilité politique.

Parallèlement, la carte de la production mondiale est en train de se redessiner. Des pays comme le Vietnam, le Bangladesh, le Mexique et l'Éthiopie deviennent des alternatives compétitives à la Chine en matière de fabrication et de logistique. Mais pour maintenir cet avantage concurrentiel, les États ne doivent plus seulement proposer des salaires bas ; ils doivent investir dans les normes de travail, la connectivité numérique, les systèmes logistiques et la conformité environnementale.

À mesure que les économies du Sud global gagnent en influence, l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud auront plus d'emprise sur le levier stratégique. Grâce à la coordination des politiques, à la mise en commun des ressources et à la négociation en tant que blocs, les États peuvent renforcer leur influence dans l'élaboration des règles mondiales, en termes de commerce, gouvernance numérique, financement climatique ou négociations sur la dette. La capacité à modeler les marchés mondiaux, et pas seulement de les absorber, dépendra de la manière dont les économies émergentes réussiront à créer des coalitions, à renforcer la résilience institutionnelle et à définir des programmes de développement communs à l'échelle régionale.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

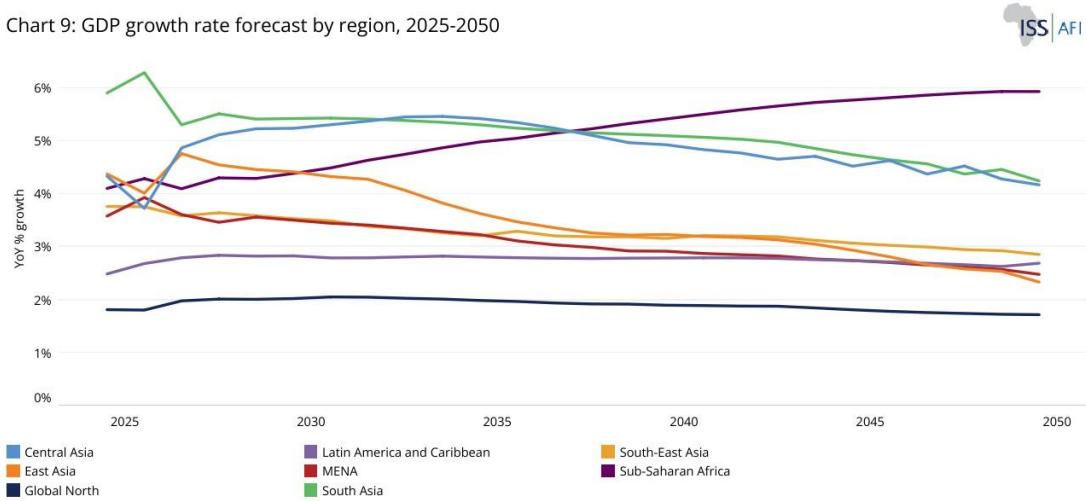
- À mesure que les États du Sud global deviennent des moteurs de croissance mondiaux, vont-ils cesser de se soumettre aux normes et standards économiques mondiaux préétablies et commencer à les définir ?
- L'essor économique du Sud global pourrait-il amener à repenser l'État comme un négociateur des marchés et des écosystèmes, plutôt que comme un simple régulateur ?
- De nouvelles formes de souveraineté régionale ou numérique pourraient-elles apparaître, lorsque les États font bloc commun pour influencer des systèmes mondiaux qu'ils ne peuvent pas contrôler individuellement ?

4.2.2 Croissance et démographie : dividende ou responsabilité en matière de gouvernance ?

Le développement économique jouera un rôle prépondérant dans la définition des futurs modèles de gouvernance du Sud global,

particulièrement lorsqu'il s'accompagne d'une transformation démographique rapide. Le graphique 9 présente les prévisions de croissance du PIB par région entre 2025 et 2050. Au cours des 25 prochaines années, le Sud global devrait devenir le principal moteur de la croissance économique mondiale. Pourtant, cette croissance sera inégale et son impact sur le développement n'est pas garanti. Le plus important ce n'est pas la vitesse de la croissance économique mais la manière dont cette croissance est gérée, via des institutions inclusives, des investissements publics responsables et des choix politiques tournés vers l'avenir.

GRAPHIQUE 9 : Prévision du taux de croissance du PIB par région, 2025-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from WDI data

- Asie centrale
- Asie de l'Est
- Nord global
- Amérique latine et Caraïbes
- MENA
- Asie du Sud
- Asie du Sud est
- Afrique subsaharienne

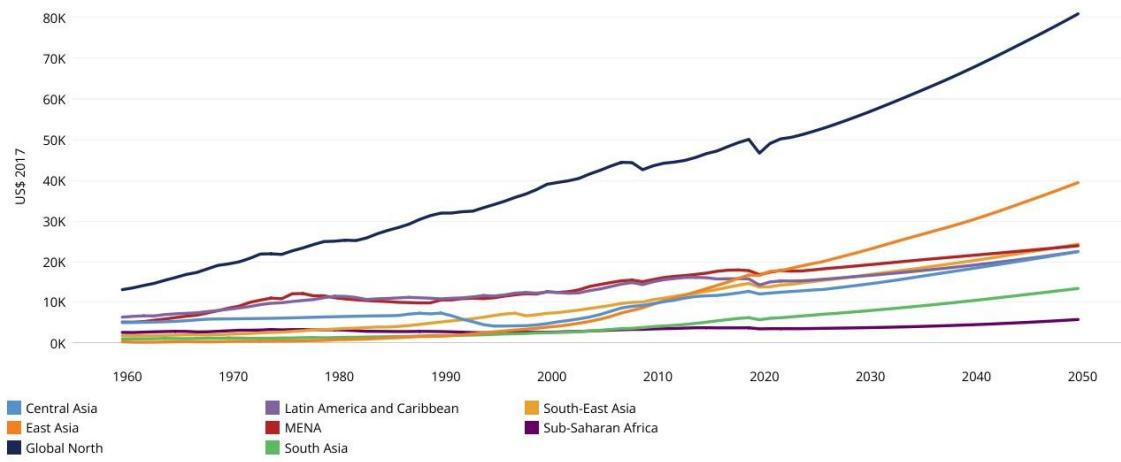
Le graphique 9 montre que l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne devraient enregistrer les taux de croissance du PIB les plus élevés au monde entre 2025 et 2050. Cette croissance, stimulée principalement par leurs populations jeunes et l'expansion de la main d'œuvre, pourrait toutefois s'avérer trompeuse. Sans une gouvernance économique robuste, incluant des institutions efficaces, une politique fiscale inclusive et des stratégies d'investissement pérennes, une forte croissance pourrait aggraver les inégalités et l'instabilité tout en exerçant une pression sur les services publics.

À l'inverse, le Nord global approche de la fin de son dividende démographique avec des populations vieillissantes qui freinent la croissance de la main-d'œuvre. La croissance annuelle moyenne du PIB devrait se limiter à 1,6 %. Dans ces régions, il faudra miser sur l'innovation, l'automatisation et des investissements en capital pour pallier la pénurie de main-d'œuvre afin de maintenir une performance économique satisfaisante.

Le graphique 10 présente l'évolution du PIB par habitant et par région de 1960 à 2050. L'écart est flagrant : malgré des perspectives de forte croissance, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud demeurent aux derniers rangs en termes de PIB par habitant, loin derrière le Nord global. Le revenu moyen de l'Afrique subsaharienne devrait rester inférieur à 10 % de celui du Nord global d'ici 2050. La croissance à elle seule ne saurait combler ce retard de développement notable. Les déficits structurels en matière de gouvernance, allant d'une faible mobilisation des ressources à une cohérence politique limitée, continuent de freiner la capacité de la région à transformer la croissance en prospérité.

GRAPHIQUE 10 : PIB par habitant (PPA) dans les zones, 1960-2050

Chart 10: GDP per capita (PPP) in regions, 1960-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from WDI data

- Asie centrale
- Asie de l'Est
- Nord global
- Amérique latine et Caraïbes
- MENA
- Asie du Sud
- Asie du Sud-est
- Afrique subsaharienne

À l'inverse, l'Asie de l'Est offre un exemple de réussite en matière de gouvernance. Sa croissance menée par le secteur manufacturier et soutenue par une forte intervention de l'État, a abouti à des gains significatifs du PIB par habitant. D'ici 2050, les niveaux de revenu de l'Asie de l'Est devraient avoisiner la moitié de ceux du Nord global, une convergence impressionnante selon les critères du Sud global.

Pour le Sud global, les décennies à venir ne seront pas uniquement marquées par la vitesse de la croissance économique, mais aussi par la capacité des États à gérer cette croissance à travers des systèmes de gouvernance inclusifs, responsables et orientés vers l'avenir.

Transitions démographiques

Le dividende démographique désigne le potentiel de dynamisme économique qui survient lorsque la population en âge de travailler d'un pays augmente par rapport à celle des personnes à charge (enfants et personnes âgées). C'est durant cette période, où la majorité des individus sont économiquement actifs, que les gouvernements redirigent les ressources des services de base, comme l'éducation et la garde d'enfants, vers des investissements propices à la croissance économique.

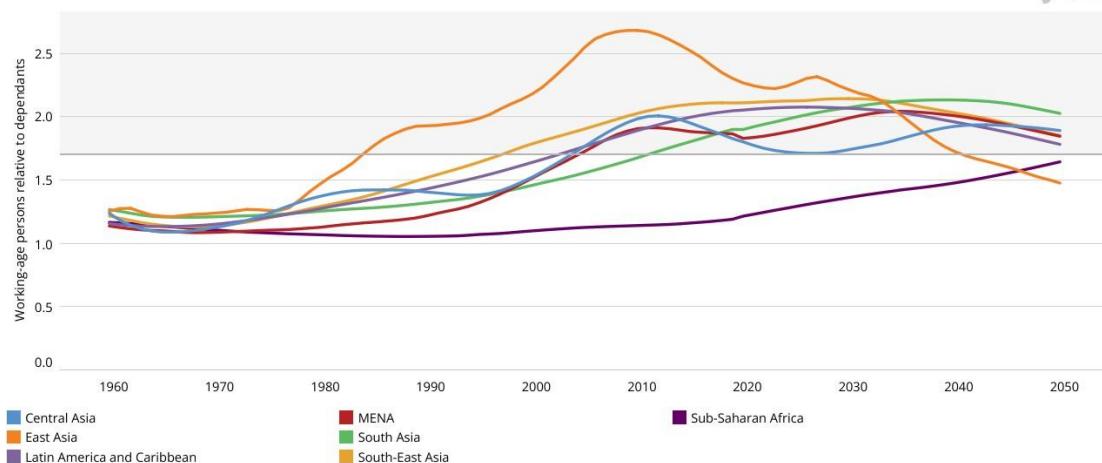
Ce dividende est mesuré sur la base du ratio des individus en âge de travailler (de 15 à 64 ans) par rapport aux personnes à charge. Lorsque ce taux atteint environ 1,7 pour 1, l'on considère que le pays entre dans sa première phase de dividende démographique. Ce seuil numérique n'est qu'une facette du tableau. L'État doit être capable d'offrir une éducation de qualité, des soins de santé accessibles et des opportunités d'emploi solides afin de réaliser le plein potentiel d'un dividende démographique.

Le graphique 11 présente l'évolution du dividende démographique pour les grandes régions du Sud global de 1960 à 2050. On observe que l'Asie de l'Est est actuellement au sommet de sa fenêtre démographique, bénéficiant d'un taux élevé d'individus en âge de travailler. Cependant, cette fenêtre se ferme rapidement ; la région devrait sortir de la période de dividende dès le

début des années 2040, un changement qui se traduira par une baisse des taux de croissance économique.

GRAPHIQUE 11 : Dividende démographique dans les régions du Sud global, 1960-2050

Chart 11: Demographic dividend in Global South regions, 1960-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from WDI data

- Asie centrale
- Asie de l'Est
- Amérique latine et Caraïbes
- MENA
- Asie du Sud
- Asie du Sud-est
- Afrique subsaharienne

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une structure d'âge favorable n'a pas encore conduit à des gains économiques importants. Les obstacles politiques et institutionnels, allant des marchés du travail rigides aux systèmes économiques contrôlés par l'État, ainsi que les défis persistants en matière d'égalité des sexes et de qualité de l'éducation, continuent de ralentir les avancées.

L'Afrique subsaharienne se trouve toujours dans une phase pré-dividende. Avec la population la plus jeune au monde, seuls cinq pays de la région (Maurice, le Cap-Vert, les Seychelles, l'Afrique du Sud et le Botswana) ont franchi le seuil de la fenêtre de dividende démographique. Dans plusieurs autres pays, le taux de dépendance élevé, où les enfants et les personnes âgées sont beaucoup plus nombreux que la population en âge de travailler, est un frein pour la croissance économique. Ce déséquilibre exerce une pression considérable sur les ressources publiques, car les gouvernements doivent allouer une part significative de leurs budgets aux services essentiels tels que la santé et l'éducation, au lieu d'investir dans des secteurs vecteurs de croissance. Même si ces défis ont entravé la productivité et la participation à la main-d'œuvre, ils mettent aussi en évidence le potentiel considérable de la région pour l'avenir. Si les pays d'Afrique subsaharienne parviennent à construire des systèmes de gouvernance solides pour mieux gérer cette transition, ils pourraient débloquer des dividendes économiques et sociaux importants sur le long terme.

La démographie prépare le terrain, la gouvernance trace le chemin.

Une population nombreuse en âge de travailler n'est pas un dividende en soi. Si des bonnes conditions, comme l'accès à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et à l'investissement public, ne sont pas réunies, ce changement démographique peut entraîner une stagnation économique, l'aggravation des inégalités et des tensions sociales.

Les gouvernements doivent adopter un rôle de facilitateur, notamment dans les domaines suivants :

- L'élargissement de l'accès à une éducation de qualité et à des compétences professionnelles,
- La mise en place de marchés du travail inclusifs capables d'intégrer les jeunes travailleurs,

- La promotion du développement urbain pour soutenir les populations en croissance, et
- le maintien de la stabilité macroéconomique et politique.

Ces objectifs sont souvent les plus difficiles à réaliser dans des contextes fragiles ou fortement inégalitaires. Si ces enjeux ne sont pas traités, le dividende démographique peut rapidement devenir une lourde charge démographique, en imposant une pression insoutenable sur les systèmes publics et augmentant la vulnérabilité à l'instabilité.

En fin de compte, le dividende démographique constitue une opportunité de gouvernance. Les pays capables d'anticiper ce changement et de planifier en conséquence peuvent obtenir des améliorations substantielles de la performance économique et du développement humain. D'autres pourraient rater l'opportunité, ou pire, se retrouver confrontés aux conséquences néfastes de l'inaction.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- L'État du futur pourrait-il être défini moins par son taux de croissance et davantage par sa capacité à convertir les évolutions démographiques en opportunités à grande échelle ?
- Comment l'incapacité à gérer la jeunesse et les attentes croissantes pourrait-elle redéfinir le rôle de l'État, qui passerait de moteur de développement à médiateur de conflits ?
- Alors que les dividendes démographiques se réduisent dans certaines régions et augmentent dans d'autres, la légitimité des États pourrait-elle reposer sur leur capacité à s'adapter en temps réel, en redistribuant les ressources et en repensant les institutions afin de répondre aux besoins variables de la population ?

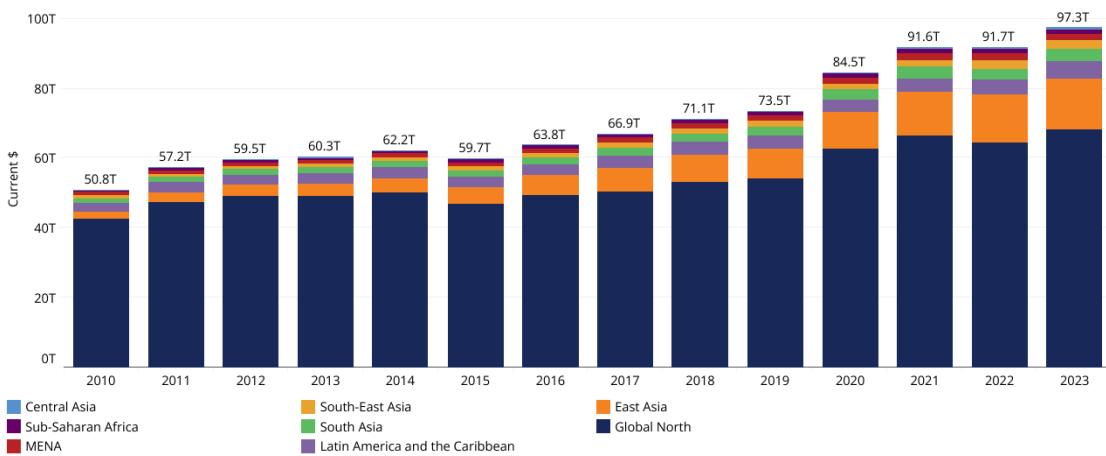
4.2.3 La future crise mondiale de la dette

La crise mondiale de la dette n'est pas simplement un problème économique ; elle fait peser une menace structurelle sur la souveraineté budgétaire, la capacité de développement et la légitimité politique des États du Sud.

Le graphique 12 illustre la dette publique mondiale de 2010 à 2024. En 2023, la dette publique mondiale a atteint le niveau record de 97 000 milliards de dollars américains, plus de 40 % de la population mondiale vivant dans des pays où le paiement des intérêts absorbe plus de fonds que les investissements dans l'éducation ou la santé. Les pays en développement, bien qu'ils représentent un peu moins d'un tiers de cette dette, soit environ 29 000 milliards de dollars, ont vu leurs emprunts augmenter à un rythme deux fois plus rapide que celui des économies développées depuis 2010.

GRAPHIQUE 12 : Dette publique mondiale, 2010-2024

Chart 12: Global Public Debt, 2010-2024



Source: A World of Debt report 2024, UNCTAD

- Asie centrale
- Afrique subsaharienne
- MENA
- Asie du Sud-est
- Asie du Sud
- Amérique latine et Caraïbes
- Asie de l'Est
- Nord global

Les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) sont au cœur de cette crise. En 2023, les PRFI à l'exclusion de la Chine ont consacré environ 971 milliards de dollars américains au service de leur dette, soit deux fois plus qu'il y a dix ans, avec les intérêts qui ont augmenté de 33 % pour atteindre 406 milliards de dollars.

Les nations les plus pauvres ont connu des hausses encore plus importantes, les intérêts ayant quadruplés pour atteindre 34,6 milliards de dollars depuis 2013. Ces difficultés proviennent des emprunts liés à la pandémie, de la montée des taux d'intérêt mondiaux, des dévaluations des devises et de l'augmentation des coûts relatifs à l'adaptation au changement climatique.

La structure de la dette extérieure est un facteur majeur qui aggrave ces problèmes. Plus de la moitié de la dette à long terme des pays à revenu faible et intermédiaire (hormis la Chine) et 40 % de la dette des pays les plus pauvres sont soumis à des taux d'intérêt variables pratiqués dans les pays du Nord. En outre, plus de 80 % de la dette des PRFI est libellée en dollars américains, ce qui accroît les coûts si la valeur du dollar augmente. Lorsque les gouvernements consacrent davantage de fonds au remboursement de la dette, ils disposent de moins de moyens pour investir dans les infrastructures essentielles, les soins de santé et le développement durable, ce qui endigue la croissance économique et sape la confiance du public.

Aux pressions extérieures s'ajoute le défi constant de la mobilisation des recettes nationales. Bon nombre de pays du Sud global peinent avec des systèmes fiscaux inefficaces, des secteurs informels importants et une résistance politique à la fiscalité progressive.

La corruption, l'évasion fiscale massive et les lacunes existantes du système diminuent davantage les ressources fiscales, obligeant ces gouvernements à recourir à un financement extérieur onéreux et souvent contraignant. Cette fragilité budgétaire limite non seulement les options politiques, mais expose également les États à des pressions géopolitiques extérieures.

Les enjeux sont considérables. À mesure que le remboursement de la dette absorbe une part croissante des investissements dans les biens publics, les pays risquent de sombrer dans un cercle vicieux de stagnation, d'inégalités croissantes et de déclin institutionnel. Pour surmonter ces défis, il sera nécessaire d'adopter une approche à deux volets : réformer les systèmes nationaux de recettes afin de renforcer la résilience budgétaire et explorer des mécanismes de financement alternatifs

garantissant la transparence et la reddition des comptes.

La reconquête de la souveraineté budgétaire est de plus en plus perçue comme une condition fondamentale pour une gouvernance durable. Pour relever ce défi, une approche double est nécessaire. Premièrement, il convient de renforcer les systèmes nationaux de recettes afin d'améliorer leur équité, leur efficacité et leur résilience. Pour ce faire, il faudra élargir l'assiette fiscale, corriger les failles de l'administration fiscale, améliorer le respect des obligations fiscales et s'attaquer aux flux financiers illicites. Garantir une fiscalité équitable, tant entre les groupes de revenus que les secteurs économiques, demeure un élément central pour restaurer la légitimité de l'État et financer les objectifs de développement à long terme. Deuxièmement, il faudrait diversifier les mécanismes de financement afin de réduire la dépendance excessive à la dette extérieure et d'accroître l'accès au financement du développement selon des conditions qui préservent l'autonomie nationale. Les États devront donc repenser l'architecture de l'emprunt public, examiner des instruments tels que les fonds souverains, le financement lié au climat, les obligations de la diaspora et les fonds régionaux de développement, tout en garantissant la transparence et la responsabilité publique dans toutes les stratégies de financement.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment la hausse vertigineuse du niveau d'endettement pourrait-elle redéfinir les priorités gouvernementales et les structures institutionnelles ?
- Quelles solutions de financement ou partenariats alternatifs pourraient renforcer les modèles de gouvernance sans nuire à la transparence et à la reddition des comptes ?

4.2.4 La souveraineté économique dans un ordre commercial en fragmentation

Pendant longtemps le Sud global a évolué au sein d'un système commercial bâti par des institutions créées après la Seconde Guerre mondiale, comme l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. La libéralisation économique bien qu'elle ait favorisé certains États, a souvent restreint la capacité d'action des pays en développement, confinant nombre d'entre eux à des rôles d'exportateurs de matières premières avec un accès restreint à la technologie ou aux marchés à forte valeur ajoutée.

Pour riposter, les alliances commerciales régionales montent en puissance. Des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le Partenariat économique régional global (RCEP) et le MERCOSUR en Amérique latine visent à renforcer le commerce intrarégional, à harmoniser les réglementations et à réduire la dépendance envers les acteurs extérieurs. Ces cadres ouvrent des perspectives de coordination économique, mais leur succès dépend de la capacité des pays à dépasser la fragmentation interne et à harmoniser les intérêts nationaux.

Parallèlement, les modèles commerciaux mondiaux connaissent actuellement une mutation profonde. L'essor de « l'économie d'affinité » (la reconfiguration des circuits d'approvisionnement afin de favoriser les partenaires partageant des valeurs politiques ou stratégiques) crée de nouveaux gagnants et des laissés pour compte dans les pays du Sud. Des pays comme le Vietnam et le Mexique en sont les principaux bénéficiaires, grâce à leur alignement géopolitique, leur compétitivité en matière de coûts de production et leur proximité commerciale avec les principaux marchés (comme les États-Unis et l'Asie de l'Est). D'autres, surtout en Afrique subsaharienne, en Asie centrale et dans les petites économies insulaires, risquent d'être exclues en raison de leur manque d'infrastructures, de leur instabilité perçue ou de leur absence d'intégration dans les réseaux de production mondiaux.

En tant que partenaire commercial majeur et rival géopolitique de l'Occident, la Chine est la clé de voûte des économies du Sud global grâce à ses investissements, son accès au marché et ses financements alternatifs dans le cadre de projets comme la Belt and Road Initiative. Cependant, les tentatives des puissances occidentales de « réduire les risques » associés à la Chine modifient la destination des flux de capitaux et l'implantation des usines, créant ainsi une nouvelle tension stratégique pour les États pris entre les grandes puissances.

Les cadres juridiques tels que le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) continuent de remettre en cause la souveraineté nationale, en permettant aux entreprises de poursuivre les gouvernements en justice pour des réglementations d'intérêt public. Parallèlement, de nouvelles frontières commerciales, comme les services numériques, les normes environnementales et les taxes sur le carbone aux frontières, pourraient ancrer les inégalités existantes sous de nouvelles formes. À l'avenir, la souveraineté économique sera un domaine stratégique et controversé. Les décisions prises par les États à l'heure actuelle, en matière d'alliances, de politique industrielle et de pouvoir de négociation, détermineront leur aptitude à gouverner de manière efficace dans un contexte de mondialisation fragmentée.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment les blocs régionaux émergents vont-ils redéfinir la capacité des États à mener des stratégies industrielles et de développement indépendantes ?
- Les gouvernements du Sud peuvent-ils conserver leur souveraineté politique tout en rivalisant pour attirer les investissements étrangers dans une économie mondiale fragmentée ?
- Comment les institutions publiques doivent-elles évoluer pour s'adapter aux nouvelles frontières commerciales, telles que les économies numériques, les normes écologiques et les alliances géopolitiques fluctuantes ?

Gouvernance sociale



- Rapid population growth & rising pressures
- Urbanisation & mega-cities
- Forced displacement & migration
- Governing in an unequal world
- Extreme poverty in the global south
- Public trust & participatory governance

- **Croissance démographique rapide et tensions en hausse**
- **Urbanisation et mégapoles**
- **Déplacements forcés et migrations**
- **Gouverner dans un monde caractérisé par les inégalités**
- **Extrême pauvreté dans les pays du Sud**
- **Confiance publique et gouvernance participative**

4.3.1 Croissance démographique rapide et tensions en hausse

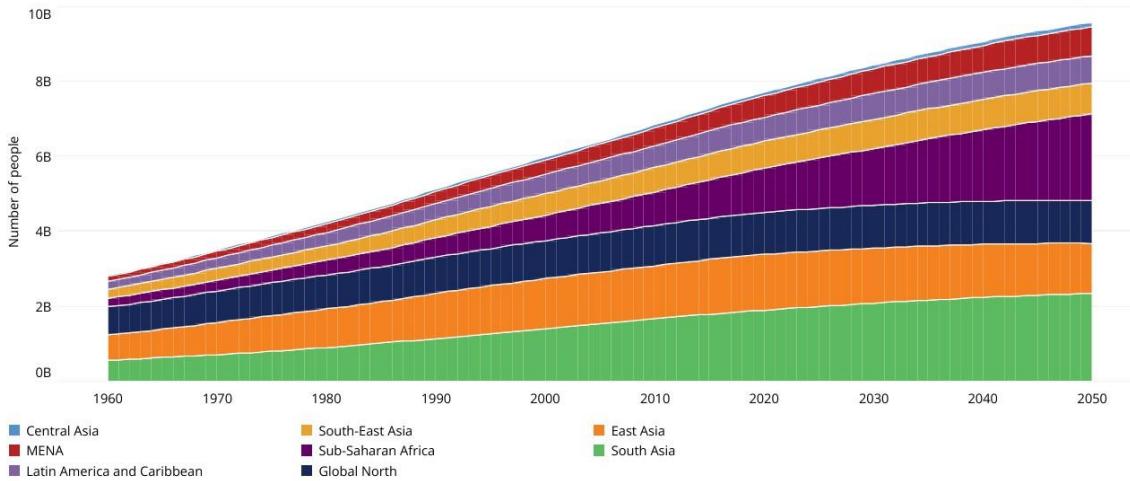
La gouvernance de l'État est indissociable de la dynamique démographique. La portée et la priorité des responsabilités de l'État telles que la construction des écoles, l'expansion des systèmes de santé ou l'urbanisation sont fonction de la taille et de la structure par âge d'une population.

Le graphique 13 illustre l'évolution démographique par région entre 1960 et 2050. Il met en évidence le rythme soutenu de la croissance démographique en Afrique subsaharienne. En 2020, sa population, qui s'élevait à 1,15 milliard d'habitants, était comparable à celle des pays du Nord mais elle devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 2,3 milliards, soit autant que l'Asie du

Sud. Cette expansion concerne un groupe très diversifié de 48 pays, avec en tête le Nigeria, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo en chiffres absolus. Tous les autres pays du groupe ont une population beaucoup moins importante, même si beaucoup connaissent une croissance rapide. À titre d'exemple, les populations de la République démocratique du Congo, du Tchad, du Niger, de la Guinée équatoriale, de la Mauritanie, de l'Angola, de la Somalie et de l'Ouganda connaissent une croissance supérieure à 3 % par an.

GRAPHIQUE 13 : Population dans les régions, 1960-2050

Chart 13: Population in regions, 1960-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from UNPD data

- Asie centrale
- MENA
- Amérique latine et Caraïbes
- Asie du Sud-est
- Afrique subsaharienne
- Nord global
- Asie de l'Est
- Asie du Sud

Avec un taux de croissance moyen de 2,3 % par an entre 2025 et 2050, l'Afrique subsaharienne diffère des régions d'Asie de l'Est et de l'hémisphère nord, où la population devrait diminuer. L'Asie du Sud, avec l'Inde en tête, connaît une croissance démographique importante, mais vers le milieu du siècle, elle présente des signes de ralentissement qui maintiennent une pression considérable sur les systèmes de gouvernance. L'Amérique latine et la région MENA, en revanche, approchent d'un plateau démographique, mais une augmentation même insignifiante risque de mettre à rude épreuve des structures de gouvernance déjà fragiles et inégales.

Pour les gouvernements du Sud global, le défi n'est pas seulement de gérer les données ; il s'agit de développer les capacités de l'État suffisamment rapidement pour répondre à la demande croissante en matière de logement, d'éducation, de santé et d'emplois. L'efficacité avec laquelle les États réagiront déterminera en grande partie l'orientation que prendra le développement de la région.

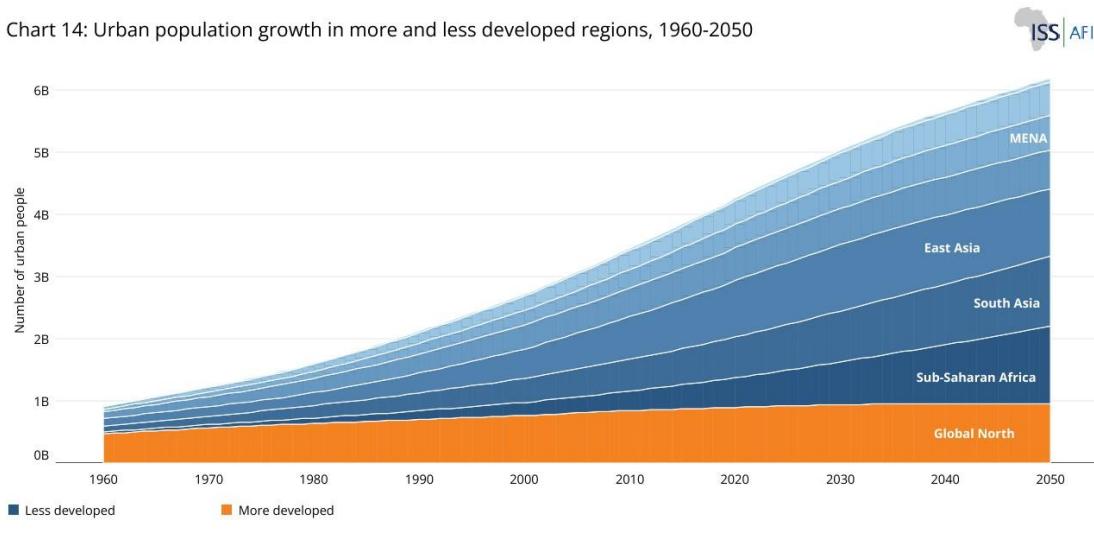
Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- L'ampleur et la rapidité de la croissance démographique dans les pays du Sud pourraient-elles contraindre les États à se réorganiser, en abandonnant la planification centralisée au profit de modèles décentralisés et flexibles de prestation de services ?
- Comment la légitimité de la gouvernance pourrait-elle évoluer si les États peinent à répondre aux demandes de services de base par le biais des approches bureaucratiques traditionnelles ?
- Les États futurs dans des contextes de forte croissance pourraient-ils fonctionner davantage comme des États-plateformes qui facilitent la prestation de services par le biais de réseaux d'acteurs publics, privés et informels ?

4.3.2 Urbanisation et mégapoles

L'urbanisation est un bouleversement majeur pour notre planète, avec plus de la moitié de la population mondiale vivant désormais dans des villes et des agglomérations. D'ici 2050, près de 70 % de la population mondiale devrait résider dans des zones urbaines, l'Asie et l'Afrique subsaharienne contribuant à environ 90 % de cette croissance. Le graphique 14 montre la croissance de la population urbaine dans les régions plus ou moins développées entre 1960 et 2050.

GRAPHIQUE 14 : Croissance de la population urbaine dans les régions plus ou moins développées, 1960-2050



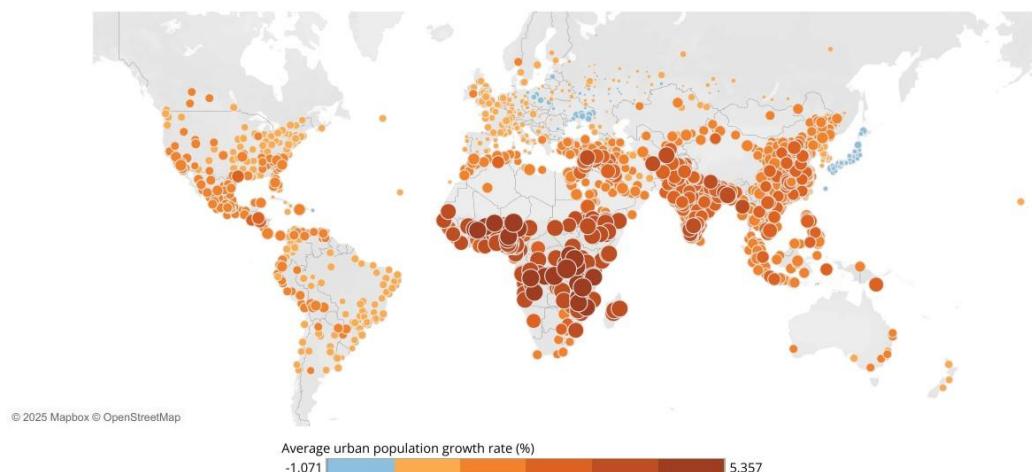
- Plus développées
- Moins développées

Le nombre de villes de plus de 10 millions d'habitants, appelées mégapoles, devrait également augmenter, passant de 33 en 2018 à 43 d'ici 2030, toutes ces nouvelles villes étant situées dans les pays du Sud. Le graphique 15 présente le taux moyen annuel de changement de la taille de la population urbaine entre 2020 et 2035.

Graphique 15 : taux moyen annuel de changement de la taille de la population urbaine entre 2020 et 2035.

Chart 15: Average annual rate of change in city population size, 2020-2035

ISS | AFI



Source: UN Population Division DESA, 2018

Parmi les défis liés à la gouvernance, l'on note ceci :

- Les populations urbaines croissent à un rythme souvent supérieur à celui du développement des infrastructures et des services essentiels, de sorte que le logement, les transports et les services d'assainissement sont insuffisants. Cette difficulté oblige les gouvernements locaux à subvenir convenablement aux besoins de leurs citoyens.
- Une grande partie des citadins vivent dans des quartiers informels sans sécurité d'occupation ni accès aux services de base. La prolifération de ces zones entrave la gouvernance et l'urbanisme et partant, nécessite des politiques inclusives adaptées à tous les habitants.
- Les mégapoles produisent des émissions de carbone importantes et sont exposées à des risques accrus de catastrophes liées au changement climatique. Les structures de gouvernance doivent inclure les enjeux environnementaux dans la planification urbaine afin de limiter ces impacts.

Devant la complexité de la gestion des mégapoles, plusieurs pays ont adopté des politiques de décentralisation du pouvoir qui habilitent les gouvernements locaux à prendre des décisions adaptées à leur contexte. Cette démarche peut conduire à une gouvernance plus attentive et effective. Impliquer les citoyens dans les processus de planification et de prise de décision favorise la transparence et garantit un développement urbain conforme aux besoins de la population. Diverses initiatives, telles que la budgétisation participative, visant à collaborer directement avec les habitants ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs villes. Des projets comme celui de [Tatu City au Kenya](#) illustrent les nouvelles approches en matière de développement urbain pour la création d'espaces urbains bien pensés et durables, capables de relever les défis communs liés à l'urbanisation rapide.

Pour relever les multiples défis que représentent l'urbanisation rapide et l'essor des mégapoles, il faut mettre en place des structures de gouvernance adaptatives qui privilégient l'inclusion, la durabilité et la résilience. Les villes du Sud peuvent réussir la gageure liée à la croissance urbaine et améliorer le bien-être de leurs habitants si elles adoptent des approches innovantes et des partenariats collaboratifs. Les mégapoles sont des moteurs économiques, mais elles mettent également à rude épreuve les infrastructures, exacerbent les inégalités et génèrent des défis sociopolitiques complexes. Une gouvernance urbaine adéquate va progressivement définir la légitimité et la capacité des États, ce qui va les pousser à adopter des modèles de gouvernance innovants, à investir dans des infrastructures durables et à remédier aux inégalités urbaines en amont.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

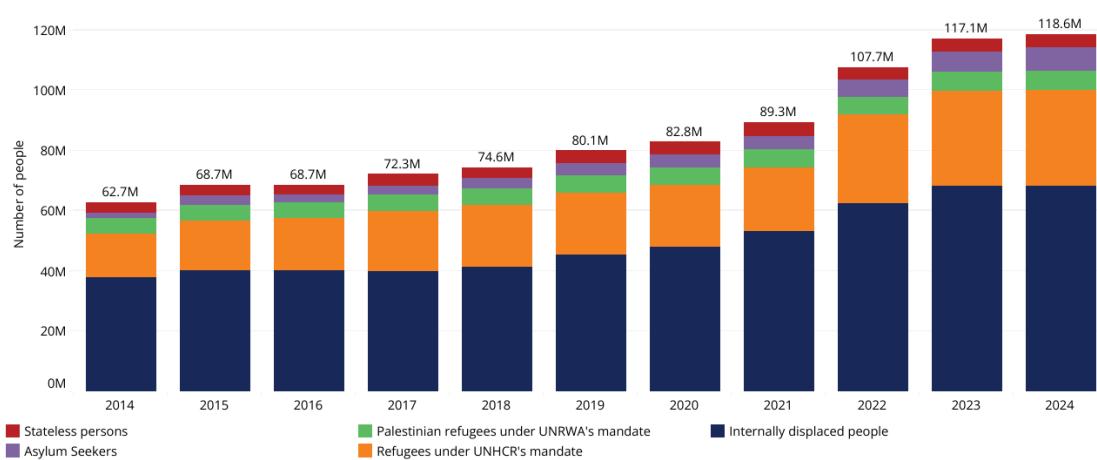
- Comment la montée en puissance des gouvernements urbains influencera-t-elle l'équilibre des pouvoirs entre les gouvernements nationaux et locaux ?
- Comment la gouvernance doit-elle évoluer pour assurer la durabilité et la résilience des mégapoles du Sud global ?
- La gouvernance métropolitaine favorise-t-elle la croissance et la réduction de la pauvreté ?

4.3.3 Déplacements forcés et migrations

La crise mondiale des déplacements de population, qui a atteint des niveaux historiques, induit l'un des défis de gouvernance les plus épineux du XXI^e siècle. Le graphique 16 illustre le nombre de personnes déplacées de force dans le monde entre 2014 et 2024. À la fin de l'année 2023, on estimait que 117,3 millions de personnes avaient été déplacées de force en raison de conflits, de persécutions, de violations des droits humains ou d'événements ayant gravement perturbé l'ordre public. Ce chiffre, sans cesse en hausse depuis 12 ans, représente une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. À en croire les estimations du début de l'année 2024, ce nombre pourrait déjà être supérieur à 120 millions.

GRAPHIQUE 16 : Migration forcée à l'échelle mondiale, 2014-2024

Chart 16: Forcibly displaced people globally, 2014-2024



Source: UNHCR data

- Apatrides
- Demandeurs d'asile
- Réfugiés palestiniens sous mandat de l'UNRWA
- Réfugiés sous mandat du HCR
- Déplacés internes

Les déplacements restent fortement concentrés dans les pays du Sud. Les trois quarts des personnes déplacées de force vont dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, et 69 % restent dans les pays voisins, ce qui pèse lourdement sur les États d'accueil dont les capacités financières et institutionnelles sont limitées. Dans les petits pays comme le Liban et Aruba, les populations déplacées représentent jusqu'à un cinquième de la population, ce qui restructure la démographie et nuit aux services de base.

Le changement climatique est une source de difficulté supplémentaire dans cette crise. Près de 75 % des personnes déplacées vivaient, fin 2023, dans des pays exposés à des risques climatiques élevés ou extrêmes, tels que sécheresses, inondations ou canicules. Près de la moitié vivaient dans des pays en proie aux aléas climatiques et aux conflits persistants. Ces pressions combinées, surtout dans des pays comme le Soudan, la Somalie et la République démocratique du Congo, détruisent les moyens de subsistance, attisent les tensions locales et affaiblissent les systèmes de gouvernance, surtout dans des régions déjà fragiles.

Les déplacements internes continuent d'augmenter fortement. Rien qu'en 2023, **13,7 millions** de personnes ont pris la fuite de leur lieu d'habitation en raison de violences, sans pour autant franchir les frontières ; soit un total de **63,3 millions** de personnes déplacées internes (PDI) à la fin de l'année. La plupart des nouveaux déplacements se sont produits dans seulement cinq pays, notamment le Soudan, la République Démocratique du Congo et la Syrie. Si certains finissent par rentrer chez eux, le nombre de personnes capables de le faire a considérablement diminué, avec seulement **5,1 millions** de retours signalés soit 39 % de moins que l'année précédente.

L'apatriodie complique les déplacements. À la fin de l'année 2023, au moins **4,4 millions** de personnes n'avaient pas de nationalité légale. Certains peuples à l'instar des Rohingyas, sont à la fois apatrides et déplacés de force. Sans citoyenneté reconnue, il leur est difficile d'accéder aux services publics, d'exercer leurs droits ou de reconstruire leur vie. En matière de déplacement, l'apatriodie amplifie l'exclusion et pose d'importants défis de gouvernance tels que la protection juridique et l'intégration à long terme.

Ces crises entrecroisées (conflit prolongé, stress climatique, déplacements internes et apatriodie) modifient la nature des déplacements. Un problème autrefois considéré comme temporaire et relevant de l'humanitaire devient de plus en plus une réalité pérenne en matière de gouvernance. Les États doivent se préparer à un avenir où la gestion de la mobilité humaine, la protection des droits et la garantie de la cohésion seront au cœur de la résilience et de la légitimité.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

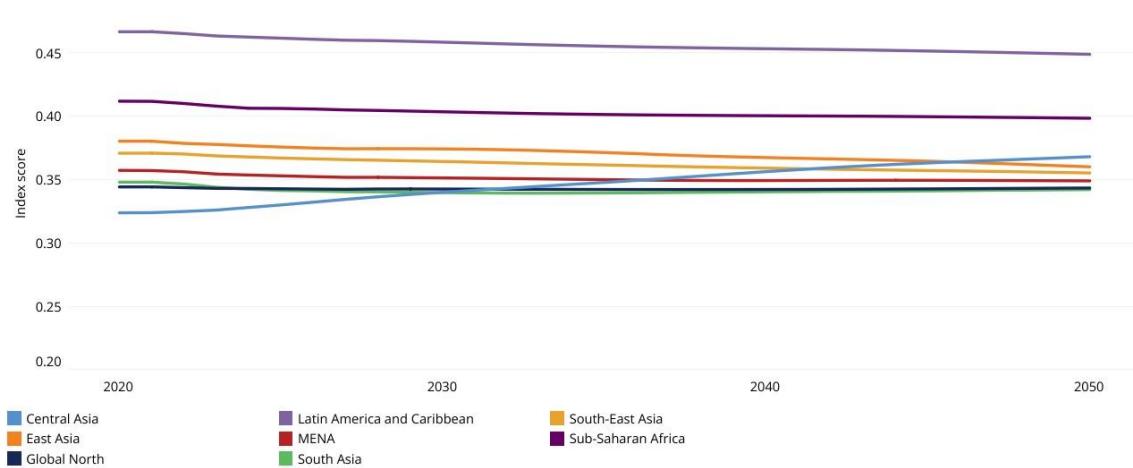
- De quelle manière la migration va-t-elle redéfinir les politiques identitaires nationales et la légitimité des États ?
- Comment les acteurs du secteur privé et la société civile peuvent-ils avoir une influence sur les politiques d'intégration des populations déplacées ?

4.3.4 Gouverner dans un monde caractérisé par les inégalités

Les inégalités, au plan national ou international, constituent l'un des facteurs les plus défavorables qui influencent la gouvernance dans les pays du Sud. Elles minent la capacité et la légitimité étatiques, alimentent les troubles, la polarisation et l'impasse politique. Le graphique 17 montre les inégalités de revenus (coefficient de GINI entre les régions) de 2020 à 2050. Malgré des décennies de lutte contre la pauvreté, les progrès ont ralenti : en 2024, 8,5 % de la population mondiale vivait avec moins de 2,15 dollars par jour, et près de la moitié survivait avec moins de 6,85 dollars américains, un seuil fragile dans les contextes à revenu intermédiaire.

GRAPHIQUE 17 : Inégalité des revenus (coefficient de GINI propre à chaque région), 2020-2050

Chart 17: Income inequality (Domestic GINI coefficient across regions), 2020-2050



- Asie centrale
- Asie de l'Est
- Nord global
- Amérique latine et Caraïbes
- MENA
- Asie du Sud
- Asie du Sud-est
- Afrique subsaharienne

Si le nombre de pays présentant de fortes inégalités (coefficient de Gini > 40) a diminué, environ 1,7 milliard de personnes vivent encore dans de telles conditions, notamment en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Dans ces contextes, l'inégalité n'est pas seulement de nature économique ; elle est surtout politique. Elle ébranle la confiance du peuple, limite la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements inclusifs et donne l'impression que l'État est au service des élites ou tout simplement absent. Les inégalités, même dans les économies en croissance, limitent la redistribution des ressources, creusent les écarts sociaux et géographiques et pérennisent la domination des élites. Dans les zones de fragilité et de conflits, elles se combinent avec les problématiques liées à l'identité, à la géographie et à l'histoire et stimulent la fragmentation et la violence.

Les divisions structurelles à l'échelle mondiale exacerbent ces pressions. Malgré des décennies de mondialisation et d'aide au développement, l'écart de prospérité entre le Nord et le Sud reste flagrant. Pour que chaque individu puisse atteindre un revenu de base de 25 dollars américains par jour, il faudrait que les revenus mondiaux soient multipliés par cinq, et par douze en Afrique subsaharienne. Cela traduit les disparités profondes qui existent dans les domaines du commerce, de la finance, de la propriété intellectuelle et de la gouvernance climatique, et qui donnent l'avantage aux pays riches. Entre 1990 et 2015, plus de 240 000 milliards de dollars américains de flux nets de ressources ont été transférés du Sud vers le Nord, via le remboursement de la dette, le rapatriement des bénéfices et le commerce inéquitable. Pour la seule année 2023, les pays en développement ont dépensé plus de 1 400 milliards de dollars américains pour le service de la dette, au détriment des ressources vitales destinées à la santé, à l'éducation et aux infrastructures. De nombreuses économies restent prisonnières d'exportations à faible valeur ajoutée, tandis que le financement climatique est largement insuffisant par rapport aux besoins, malgré l'exposition démesurée des pays du Sud aux risques climatiques.

La technologie et la transition écologique font apparaître des signes d'inégalité. La propagation rapide de l'intelligence artificielle, de l'automatisation et des plateformes numériques pourrait aggraver la fracture numérique dans les pays exempts d'accès, de compétences ou de cadres réglementaires. Parallèlement, les stratégies industrielles vertes des pays riches, axées sur les technologies propres, les minéraux critiques et les marchés du carbone, pourraient renforcer de nouvelles formes de dépendance. Sans cadres solides pour le transfert de technologies, le financement et l'inclusion, la transition écologique risque de consolider le pouvoir mondial dans le Nord et d'écartier le Sud.

Au niveau national, les inégalités sont progressivement multidimensionnelles, et touchent les revenus, la situation géographique, le genre, l'éducation et l'âge. Les disparités entre zones urbaines et rurales sont encore très présentes, les régions reculées étant souvent privées d'accès aux services essentiels, aux infrastructures et aux opportunités économiques, avec pour corollaire des écarts persistants en matière de bien-être et de mobilité économique. Pour les jeunes, les obstacles à l'emploi sont nombreux : taux de chômage élevé, création d'emplois limitée, inadéquation des compétences et accès restreint à une éducation de qualité et aux réseaux professionnels. De fait, beaucoup doivent se contenter d'emplois précaires ou informels, avec peu de possibilités d'évoluer. Les femmes sont un véritable soutien aux économies, représentant près de 37 % du PIB dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Pourtant, les inégalités entre les sexes restent omniprésentes. En moyenne, les femmes gagnent 20 % de moins que les hommes et assument environ 76 % des responsabilités domestiques non rémunérées. La représentation politique est tout aussi déséquilibrée, les femmes ne détiennent que 26 % des sièges parlementaires en Afrique, 23 % en Asie et environ 35 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. La lutte contre les disparités entre les hommes et les femmes n'est pas uniquement un impératif social ; elle est cruciale pour stimuler la croissance économique et l'innovation, bâtir des institutions inclusives et tracer la voie vers un développement véritablement durable.

Outre ces dimensions connues des inégalités, il est important d'aborder l'exclusion silencieuse et persistante dont sont victimes

les communautés autochtones des pays du Sud. Ces communautés sont confrontées à des niveaux démesurés d'inégalité et d'exclusion. Bien qu'elles représentent environ 6,2 % de la population mondiale, elles constituent 18,2 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde. L'Asie, qui abrite plus de 70 % des peuples autochtones du monde, affiche un taux de pauvreté dans ces communautés près de trois fois supérieur à la moyenne régionale.

Malgré cela, de nombreux États continuent de gouverner avec des institutions centralisées ou obsolètes, inadaptées aux populations diverses et ambitieuses d'aujourd'hui. Endiguer les inégalités nécessite une révision radicale des valeurs, outils et institutions de la gouvernance économique. Il faudra donc instaurer des systèmes fiscaux progressifs en investissant dans les services universels et la croissance inclusive, et remanier les structures de gouvernance pour permettre une participation significative. Au niveau international, des réformes systémiques de l'architecture de la dette, des règles commerciales et du financement climatique sont primordiales pour restaurer l'autonomie et développer les perspectives de développement pour les pays du Sud. Dans un monde en mutation rapide, les inégalités constituent une gageure qui conditionne la capacité des États à gouverner de manière légitime, stable et inclusive.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment les inégalités tenaces et pluridimensionnelles pourraient-elles redéfinir la légitimité, les capacités et les priorités de l'État dans les pays du Sud au cours des prochaines décennies ?
- Quelles nouvelles formes de gouvernance, formelles ou informelles, pourraient naître si les institutions étatiques sont incapables d'assurer une croissance inclusive, une représentation ou des services de base ?
- Dans un système mondial de plus en plus inégalitaire, quelles stratégies les États du Sud pourraient-ils adopter pour affirmer davantage leur pouvoir d'action et redéfinir leur rôle dans la gouvernance internationale ?

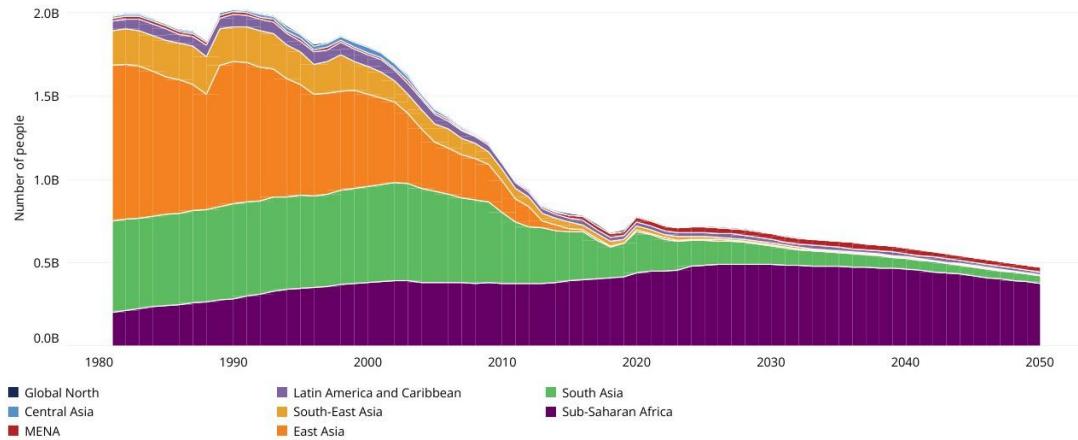
4.3.5 Extrême pauvreté dans les pays du Sud

L'extrême pauvreté demeure l'un des défis les plus lourds de conséquences qui orientent la trajectoire de la gouvernance sociale dans les pays du Sud. Si les taux de pauvreté mondiaux ont considérablement baissé au cours des quatre dernières décennies, ces progrès varient sensiblement d'un pays à l'autre. Les projections actuelles révèlent que l'Afrique subsaharienne continuera d'abriter la plus forte concentration de personnes vivant sous le seuil international de pauvreté (2,15 dollars américains par jour) jusqu'en 2050, tandis que d'autres régions se rapprochent de l'éradication quasi-totale de la pauvreté. Le graphique 18 présente l'extrême pauvreté par région de 1981 à 2050.

Les répercussions sur la gouvernance sont majeures. L'extrême pauvreté est bien plus qu'une situation humanitaire ; c'est une crise politique et institutionnelle. Elle nuit au contrat social, renforce l'exclusion et sape la confiance dans les institutions publiques. Si les autorités restent passives, elle devient un échec chronique de la gouvernance, alimentant l'instabilité, les migrations forcées et l'érosion de la démocratie.

GRAPHIQUE 18 : Pauvreté extrême avec 2 US\$, 1981-2050

Chart 18: Extreme poverty using US\$2.15, 1981-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from PovcalNet and WDI data

- Nord global
- Asie centrale
- MENA
- Amérique latine et Caraïbes
- Asie du Sud-est
- Asie de l'Est
- Asie du Sud
- Afrique subsaharienne

Cette disparité reflète des lacunes institutionnelles et de gouvernance plus profondes. En Asie de l'Est et en Asie du Sud, les investissements publics dans les infrastructures rurales, l'éducation, la politique industrielle et l'intégration des marchés ont contribué à réduire la pauvreté. La Chine a réussi à éradiquer la pauvreté grâce à un modèle de gouvernance hautement centralisé et descendant, mobilisant des ressources et exigeant la reddition de comptes avec une rapidité et une ampleur remarquables. Pour y arriver, des compromis étaient plus que nécessaires : libertés civiles limitées, voix publique restreinte et contrôle démocratique minimal.

Ce constat soulève une question pertinente pour les autres pays du Sud : est-il possible de réduire rapidement la pauvreté sans sacrifier les valeurs démocratiques ? Dans plusieurs États africains et latino-américains, la gouvernance démocratique ouvre la voie à la participation et à la libre expression, mais elle se heurte à des contraintes en matière de capacités, de continuité et de finances publiques. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment fournir des services à grande échelle, mais aussi comment le réaliser de manière inclusive, transparente et durable. Le Sud global n'est pas soumis à un choix binaire entre une mise en œuvre rapide et l'inclusion démocratique, mais il doit néanmoins trouver un équilibre cornélien. La lutte contre la pauvreté dépendra de la capacité des États à combler ce fossé, en gouvernant non seulement pour réduire la pauvreté, mais aussi pour instaurer la confiance, la résilience et une légitimité à long terme.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- La pauvreté extrême persistante dans les sociétés en pleine croissance pourrait-elle conduire à l'émergence de systèmes de gouvernance alternatifs sans l'implication de l'État ?
- Comment l'incapacité à lutter contre l'extrême pauvreté pourrait-elle modifier la perception publique de la légitimité et faire évoluer les attentes vers des solutions communautaires plutôt qu'étatiques ?

4.3.6 Confiance publique et gouvernance participative

L'on ne peut pas affirmer qu'il n'existe pas de confiance publique dans les pays du Sud, mais dans de nombreux cas, celle-ci est sélective et ponctuelle. Les citoyens font souvent la distinction entre les niveaux et les types d'autorité : ils peuvent faire confiance aux dirigeants locaux tout en se méfiant des élites nationales ; s'en remettre aux autorités traditionnelles pour la justice, tout en participant aux élections nationales ; et s'engager auprès d'institutions défaillantes simplement par manque d'alternatives viables. Loin d'être des contradictions, ces stratégies reflètent les moyens d'adaptation des populations pour se frayer un chemin dans des systèmes de gouvernance complexes et souvent fragmentés.

Parallèlement, la participation civique prend de l'ampleur en termes de portée et sous différentes formes. Les plateformes numériques, les manifestations de rue et la surveillance communautaire opèrent des transformations dans la sphère publique, surtout chez les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés. Des mouvements tels que #EndSARS au Nigéria (un soulèvement de jeunes contre les brutalités et l'impunité policières), les assemblées constitutionnelles féministes au Chili (réclamant l'égalité structurelle des sexes dans la gouvernance) et les manifestations menées par des jeunes en Tunisie (contre le chômage, la corruption et l'inertie politique) reflètent une évolution vers des formes d'engagement décentralisées, numériques et porteuses d'émotions. Il ne s'agit pas seulement de remettre en question les institutions existantes, mais d'appels à co-créer des futurs alternatifs.

Pourtant, comme nous l'avons évoqué précédemment dans ce thème, un écart constant sépare souvent la participation de la performance institutionnelle. L'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine obtiennent régulièrement des scores assez élevés en matière de voix et responsabilité dans les indices de gouvernance, mais leurs résultats restent médiocres quant à l'efficacité gouvernementale et la qualité de règlementation. Ces différences soulignent un point essentiel : la participation seule ne garantit pas la légitimité, surtout lorsque les institutions manquent de capacité, de flexibilité ou de volonté politique pour prendre en compte les demandes des citoyens et agir en conséquence. Dans de tels contextes, l'engagement peut devenir préjudiciable et alimenter la frustration plutôt que la confiance.

À l'inverse, dans certaines régions d'Asie centrale et orientale, des États aux libertés politiques restreintes ont obtenu des résultats institutionnels relativement élevés. Ces systèmes sont généralement axés sur la prestation plutôt que sur la délibération, et suggèrent un autre type d'impact État-citoyen, où la légitimité se fonde sur des résultats constants plutôt que sur des apports. Cette trajectoire, qui n'est certes pas un modèle à suivre, bouscule l'idée selon laquelle l'ouverture démocratique et la capacité de gouvernance vont toujours de pair.

La leçon à tirer est la suivante : la confiance n'est pas un sous-produit de la participation citoyenne ; elle s'acquiert grâce à des systèmes efficaces, flexibles, et inclusifs. Elle est déterminée par les personnes invitées à participer, la manière dont la voix est relayée et le caractère sûr, significatif et concret de l'engagement civique.

Heureusement, certains gouvernements commencent à combler le fossé entre participation et performance. Les initiatives de budget participatif au Brésil ont permis aux citoyens de prendre part aux décisions concernant les priorités en matière de dépenses publiques. Les plateformes de données ouvertes du Kenya ont créé de nouvelles possibilités en matière de contrôle public et de transparence politique. Les conseils de jeunesse indonésiens offrent aux jeunes des dispositifs formels leur permettant d'influencer les décisions nationales. Sous des formes plus hybrides, les autonomies autochtones en Bolivie et les systèmes de médiation religieuse dans le nord du Nigeria constituent des modèles de gouvernance ancrés dans la culture dont la légitimité est reconnue en dehors des structures étatiques officielles.

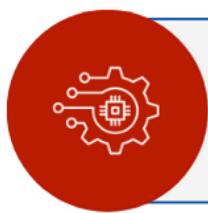
Tous ces exemples montrent à suffisance que la légitimité ne se construit pas uniquement par la participation citoyenne, mais aussi par la réactivité, la représentation et la confiance. Dans une ère où les attentes des citoyens sont toujours plus grandes et où la connectivité numérique ne cesse de s'intensifier, les États qui sont incapables de joindre les actes à la parole risquent de détériorer les fondements mêmes de leur autorité.

Il est temps pour les gouvernements de s'engager avec ferveur dans ces initiatives citoyennes afin de préserver leur légitimité et gérer les tensions sociales, mais aussi pour répondre aux pressions croissantes de la société civile. Toutefois, dans certains contextes, ces initiatives s'essoufflent. La montée de l'autoritarisme, notamment le renforcement de la surveillance publique, les coupures d'Internet et la répression des militants des droits humains, limitent l'action de la société civile et inhibent les résultats en matière de gouvernance.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Une participation civique accrue débouchera-t-elle sur une gouvernance plus réceptive, ou remettra-t-elle en cause le contrôle et la stabilité de l'État ?
- Comment la baisse de confiance du public dans les structures de gouvernance pourrait-elle influer sur l'efficacité et la légitimité des modèles de gouvernance ?

Technologie et innovation



- Data governance & digital sovereignty
- Digital divides
- Emerging technologies & the future of state capacity

- **Gouvernance des données et souveraineté numérique**
- **Fractures numériques**
- **Les nouvelles technologies et l'avenir des capacités de l'État**

4.4.1 Gouvernance des données et souveraineté numérique

La révolution numérique est venue redéfinir les fondements de l'État, en transformant son autorité, sa légitimité et sa souveraineté. Dans les pays du Sud, l'expansion rapide des infrastructures numériques et des technologies émergentes comporte des opportunités extraordinaires et des risques considérables. Dans l'environnement numérique actuel, les États voient leurs fonctions de gouvernance essentielles, sur les données, l'identité, les communications et la réglementation, de plus en plus influencées par des acteurs externes.

Cette transformation soulève une question fondamentale : qui fixe les règles, qui détient les systèmes et qui profite du pouvoir numérique ? Dans plusieurs pays, l'État n'est plus le principal architecte de son avenir numérique. Les serveurs cloud sont hébergés à l'étranger. Les algorithmes sont des données exclusives et opaques. Les plateformes dont le siège social est situé à l'étranger influencent le discours politique, les économies numériques et la mobilisation civique, souvent en dehors du champ d'application des réglementations nationales. De ce fait, les États sont tenus responsables de résultats qu'ils ne contrôlent pas entièrement.

Cette asymétrie est exacerbée par la capacité réglementaire limitée à gérer les technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, la surveillance biométrique, les monnaies numériques et l'Internet par satellite. En réaction, certains gouvernements ont consolidé les infrastructures numériques sous la bannière de l'autorité centrale, prétextant des mesures de sécurité nationale pour

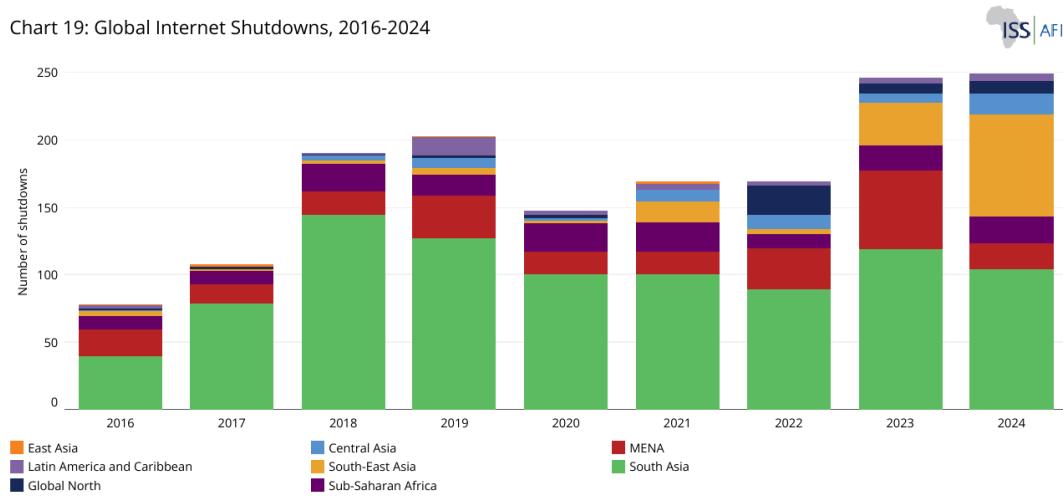
justifier des restrictions plus importantes. D'autres restent dépendants sur le plan numérique et peinent à mettre en œuvre des cadres éthiques de protection des données, de responsabilité algorithmique ou de déploiement.

Le recours croissant aux coupures d'Internet est une tendance particulièrement préoccupante. En 2024, elles ont atteint un niveau record, avec au moins 296 coupures enregistrées dans 54 pays. Alors que l'Asie a enregistré le plus grand nombre d'incidents, principalement en Inde (84) et au Myanmar (85), l'Afrique affiche le plus grand nombre de coupures, avec 21 perturbations dans 15 pays. Dans bon nombre de cas, comme en Éthiopie, au Soudan et au Sénégal, les gouvernements ont ordonné des coupures d'électricité pendant les élections, les manifestations ou les périodes de troubles afin de freiner la mobilisation ou de dissimuler les violences étatiques. Les groupes armés ont également perturbé l'accès Internet dans certaines zones en détruisant les infrastructures physiques. Cette pratique qui tend à se généraliser, dénote une évolution vers la répression numérique et soulève des questions sur les limites de l'espace civique et l'avenir des droits numériques dans les pays du Sud.

La situation révèle un paradoxe : les gouvernements des pays du Sud critiquent les plateformes technologiques étrangères pour leur emprise excessive, mais plusieurs d'entre eux déplacent simultanément des mesures de répression numérique au niveau national. Le maintien de l'ordre et la lutte contre la désinformation servent de prétextes pour justifier les coupures, la surveillance et la censure d'Internet. Le graphique 19 présente le nombre de coupures d'Internet dans le monde entre 2016 et 2024. Cette divergence entre dépendance externe et restriction interne a causé une crise de légitimité dans la gouvernance numérique tant publique que privée.

Les nouvelles technologies assombrissent davantage ce tableau. Des outils tels que l'Internet par satellite (à l'instar de Starlink) peuvent échapper à la censure étatique, mais fonctionner dans des contextes d'ambiguïté juridique. Il se pose alors les questions concernant l'application de la loi, l'accès et la juridiction numérique. Même si ces technologies peuvent améliorer la connectivité, elles remettent en cause la primauté de l'État en matière de réglementation, surtout lorsque la législation nationale a évolué trop lentement.

Graphique 19 : nombre de coupures d'Internet dans le monde entre 2016 et 2024.



- Asie de l'Est
- Amérique latine et Caraïbes
- Nord global
- Asie centrale
- Asie du Sud-Est
- Afrique subsaharienne
- MENA
- Asie du Sud

Face à ces enjeux, plusieurs États et organismes régionaux du Sud proposent des approches plus inclusives et stratégiques de la souveraineté numérique, qui privilégient la valeur publique, la gouvernance fondée sur les droits et la participation civique. [Le cadre stratégique de l'Union africaine en matière de données](#) en est un exemple éloquent, qui promeut la coopération transfrontalière et l'appropriation locale des données comme une priorité continentale. En Inde, le développement des

infrastructures publiques numériques (DPI) avec des plateformes comme Aadhaar pour l'identité, UPI pour les paiements et DigiLocker pour l'accès aux documents, a prouvé qu'il est possible de mettre en place des systèmes numériques, ouverts, interopérables et respectueux de la vie privée à grande échelle et sous contrôle public.

En 2023, l'Indonésie a lancé [INA Digital](#) afin de regrouper des milliers de services administratifs épars en ligne au sein d'un écosystème unifié et axé sur les citoyens. Cette initiative témoigne d'une évolution plus générale vers la coordination numérique comme moyen d'améliorer la prestation des services et la transparence. De même, le Rwanda s'impose comme un chef de file en matière de gouvernance numérique, grâce à des plateformes comme [IremboGov](#) et des partenariats via son Centre pour la quatrième révolution industrielle (C4IR) afin de concilier les technologies émergentes avec les objectifs de développement inclusif et la surveillance éthique. Dans toute l'Amérique latine, des écosystèmes technologiques civiques tels que [Codeando México](#) et [Meu Rio](#) au Brésil démontrent comment l'innovation ascendante et open source peut renforcer la responsabilité publique et l'engagement citoyen lorsque les systèmes étatiques formels font défaut.

Ces tendances reflètent deux dynamiques distinctes mais qui se superposent : l'affirmation stratégique de la souveraineté numérique dans un environnement technologique mondial fragmenté, et l'utilisation croissante des outils numériques à des fins de contrôle social dans des contextes autoritaires.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

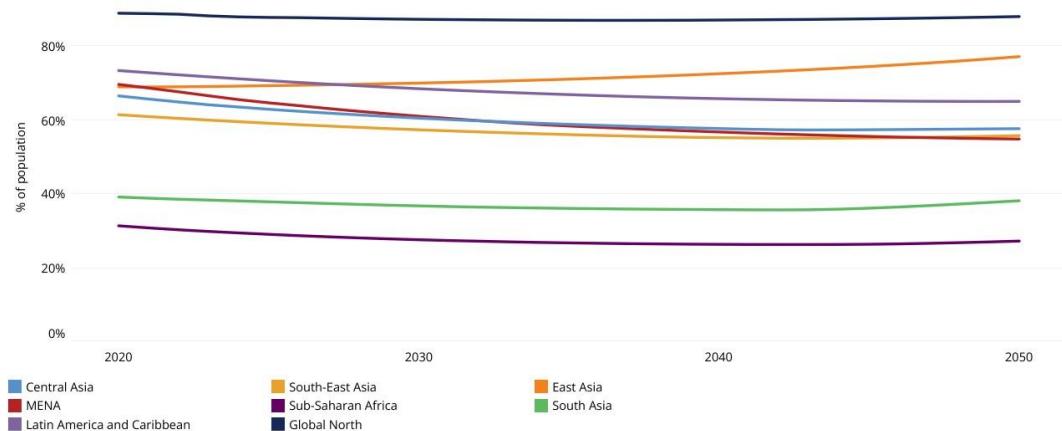
- Comment l'essor de la gouvernance des plateformes pourrait-il menacer le monopole de l'État sur l'information, l'identité et la prestation de services ?
- L'infrastructure numérique pourrait-elle devenir le principal outil de contrôle de l'État, grâce auquel les gouvernements pourraient centraliser leur autorité par la surveillance, les systèmes biométriques et la prise de décision algorithmique ?

4.4.2 Fractures numériques

Malgré les progrès considérables réalisés en matière de connectivité mondiale, l'exclusion numérique reste un véritable défi pour la gouvernance. Le graphique 20 présente l'accès à Internet dans les différentes régions entre 2020 et 2050. Jusqu'en 2023, près de 2,7 milliards de personnes (un tiers de la population mondiale) vivant pour la plupart dans des pays en développement et les moins avancés, n'avaient pas accès à Internet.

GRAPHIQUE 20 : Accès internet par régions entre 2020-2050

Chart 20: Internet access across regions, 2020-2050



Source: International Futures (IFs) version 8.38 initialising from ITU data

- Asie centrale
- MENA
- Amérique latine et Caraïbes
- Asie du sud-est
- Afrique subsaharienne
- Nord global
- Asie de l'est
- Asie du sud

En Afrique subsaharienne, moins d'un habitant rural sur cinq dispose d'Internet. En Inde, seuls 24 % des ménages ruraux en sont dotés, contre 66 % dans les zones urbaines. Ces disparités ne concernent pas seulement la technologie mais une exclusion systémique des services publics essentiels : éducation, santé, finance, protection sociale et participation démocratique.

La fracture numérique est exacerbée par les difficultés d'accès aux appareils électroniques. Dans de nombreux milieux à faible revenu, le taux de possession de smartphones est faible, et le coût des appareils ou des forfaits de données est rédhibitoire. Les inégalités économiques, géographiques et infrastructurelles limitent la participation numérique, même là où il existe des infrastructures de base. Pour des millions de personnes, la technologie numérique reste un mythe, inaccessible pour des raisons financières.

Les disparités entre sexes accentuent davantage la fracture numérique. À l'échelle mondiale, les femmes représentent une part importante de la population non connectée, avec une probabilité de 17 % plus élevée que les hommes de ne pas avoir accès à Internet. Lorsque l'accès est disponible, les femmes buttent souvent sur leur culture numérique insuffisante, la privation d'appareils et les normes culturelles qui restreignent leur présence en ligne.

La fracture numérique entre les populations rurales et urbaines constitue un obstacle majeur à une gouvernance inclusive et à un développement équitable. À l'échelle mondiale, l'accès à Internet est prépondérant dans les centres urbains, où les infrastructures de connectivité, la culture numérique et les opportunités économiques sont présentes. En revanche, les communautés rurales des pays du Sud, restent confrontées à un accès limité ou peu fiable aux réseaux numériques, aux appareils abordables et aux services essentiels fournis par le biais des plateformes numériques.

Cette fracture est particulièrement marquée dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, où une grande partie de la population vit dans des zones rurales. Dans plusieurs pays de ces régions, moins de 20 % des habitants des zones rurales ont accès à une connexion Internet fiable, contre plus de 60 % dans les zones urbaines. Il en résulte une exclusion à plusieurs niveaux : de l'éducation, des soins de santé, des services financiers et de la participation civique.

L'impact sur la gouvernance est de plus en plus manifeste. La numérisation des services publics et de la participation citoyenne par les gouvernements exclut d'office les personnes qui n'ont pas accès à Internet. Les personnes non connectées ne peuvent pas bénéficier des avantages sociaux, donner leur avis ou participer à la prise de décision. Ils sont coupés des systèmes conçus pour les servir, mais respectent les décisions prises par ces systèmes.

L'enjeu n'est pas simplement d'ordre technique. C'est une question d'équité et de confiance publique. Lorsque les plateformes numériques deviennent le principal canal d'interaction entre les États et les citoyens, l'inclusion numérique doit être considérée comme une priorité en matière d'infrastructures publiques. Sans cela, la transformation numérique risque de renforcer l'exclusion et les inégalités plutôt que de les atténuer.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Quel serait le rôle de l'État dans la coordination avec les acteurs non étatiques, notamment les entreprises technologiques, les fournisseurs de télécommunications et les organisations internationales, afin de développer un accès numérique abordable et de haute qualité ?
- Comment la société civile et les mouvements numériques populaires peuvent-ils contester ou compléter la gouvernance étatique dans l'espace numérique ?

4.4.3 Les nouvelles technologies et l'avenir des capacités de l'État

Les nouvelles technologies, dont l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les jumeaux numériques, repoussent les limites des capacités de l'État, de sa légitimité et de l'engagement citoyen. Pour les pays du Sud, ces outils représentent la promesse de dépasser les obstacles institutionnels et les infrastructures traditionnelles. Mais elles comportent aussi des risques majeurs en ce sens qu'elles vont renforcer la dépendance, agraver l'exclusion et favoriser le contrôle autoritaire des États, surtout lorsque les systèmes de gouvernance sont déficients ou insuffisamment réglementés.

L'un des domaines les plus évidents de cette transformation est celui de la GovTech, une application d'outils numériques visant à moderniser l'administration publique, la prestation de services et l'engagement civique. La GovTech, qui englobe aussi bien la distribution d'aides sociales basée sur l'IA et les registres basés sur la blockchain que les systèmes d'identification biométrique et la prévision policière, est en passe de devenir l'interface numérique de l'État. Mais ce changement n'est pas forcément démocratique ou inclusif. Des systèmes mal conçus peuvent intégrer des préjugés, marginaliser les groupes vulnérables et renforcer le contrôle hiérarchique au lieu de favoriser la réceptivité et la responsabilité.

L'attrait du « saut technologique » grâce à la quatrième révolution industrielle (4IR) est particulièrement marqué dans les environnements à faible capacité. En théorie, grâce aux technologies numériques, les États peuvent contourner les voies de développement laborieuses et fournir des systèmes plus intelligents et mieux connectés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'administration foncière et de la réponse aux catastrophes. Des expériences réussies comme l'infrastructure publique numérique (DPI) en Inde, la plateforme IremboGov au Rwanda et l'initiative INA Digital en Indonésie prouvent qu'une adoption stratégique peut améliorer la portée et la marge de manœuvre de l'État.

- Le DPI indien, qui englobe notamment les plateformes Aadhaar (identifiant numérique), Unified Payments Interface (UPI) et DigiLocker (stockage numérique de documents), a amélioré la prestation de services en rendant possibles les transactions à grande échelle sans présence physique, sans papier et sans espèces. Cette infrastructure a permis d'élargir l'inclusion financière et de rationaliser la distribution des prestations sociales.

- Lancé en 2015, le programme IremboGov du Rwanda a numérisé plus de 100 services publics, allant du contrôle technique des véhicules à la délivrance d'actes de mariage. Cette initiative a sensiblement réduit les obstacles bureaucratiques et amélioré l'accès des citoyens aux services publics.
- Lancé en 2024 en Indonésie, le projet INA Digital entend regrouper divers services publics, tels que les soins de santé, l'éducation et l'aide sociale, au sein d'une plateforme numérique unique et intégrée, afin que les services publics soient plus transparents et efficaces.

Ces avancées restent peu développées dans des environnements fragiles ou à faible capacité. Les technologies sont souvent introduites par des fournisseurs externes, des donateurs ou des partenariats géopolitiques, ce qui suscite des préoccupations cruciales concernant la souveraineté des données, la durabilité et l'autonomie stratégique. Lorsque l'innovation provient de l'extérieur et n'est pas harmonisée avec les systèmes de gouvernance nationaux, le saut technologique peut rapidement devenir synonyme de sous-traitance, et la dépendance numérique peut remplacer les progrès en matière de développement.

Comme indiqué précédemment, la fracture numérique continue de se creuser. Dans une grande partie des pays du Sud, les zones rurales manquent de connectivité fiable, les smartphones et les données mobiles sont onéreux, et les femmes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap se heurtent à des obstacles structurels persistants. Lorsque les technologies émergentes sont introduites sans traiter ces disparités, elles risquent de perpétuer les inégalités dans les nouveaux systèmes numériques.

En définitive, la technologie ne sauvera pas la gouvernance, mais sa gestion conditionnera l'avenir de l'État. Les gouvernements qui parviennent à concilier innovation, cadres éthiques, conception inclusive et institutions réactives développeront leurs capacités opérationnelles, mais redéfiniront également les notions de légitimité, de responsabilité et de service public à l'ère numérique.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Étant donné que la technologie permet une prise de décision plus décentralisée et fondée sur les données, les futurs modèles de gouvernance pourraient-ils s'éloigner du contrôle centralisé de l'État pour s'orienter vers des systèmes plus participatifs et en réseau, et quelle serait l'incidence sur la responsabilité et la légitimité ?
- Comment l'adoption d'outils de gouvernance numérique pourrait-elle modifier l'équilibre des pouvoirs entre les institutions étatiques traditionnelles et les nouveaux acteurs non étatiques tels que les entreprises technologiques ou les communautés décentralisées ?

Gouvernance en matière de climat et de ressources



- Climate change & environmental governance
- Critical resources & sustainable development

- Changement climatique et gouvernance environnementale
- Ressources essentielles et développement durable

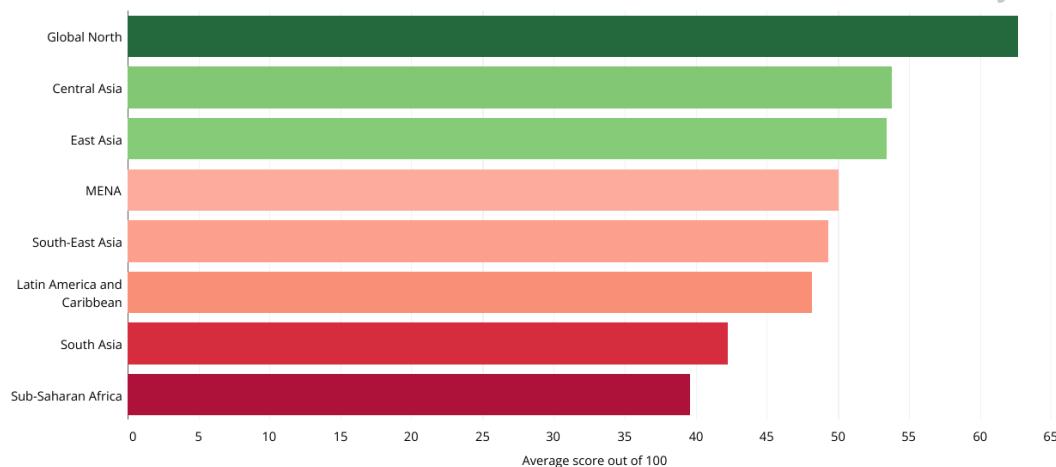
4.5.1 Changement climatique et gouvernance environnementale

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine, mais un facteur de stress systémique actuel qui influe sur la gouvernance, la planification et la mise en œuvre des programmes de développement des États. Pour les pays du Sud, les enjeux sont très élevés. Bien qu'ils contribuent le moins aux émissions mondiales, ils subissent les impacts les plus sévères : intensification des vagues de chaleur, inondations, sécheresses, insécurité alimentaire et élévation du niveau des mers. Les institutions publiques, notamment celles chargées des infrastructures, des interventions en cas de catastrophe, de la santé et de la gestion des ressources, en font les frais. Le graphique 21 présente la vulnérabilité climatique globale et la capacité d'adaptation par région en 2022.

La difficulté principale est d'ordre stratégique : comment les États peuvent-ils créer des systèmes de gouvernance résilients, inclusifs et prêts pour l'avenir, tout en répondant aux besoins économiques et sociaux immédiats ?

Graphique 21 : la vulnérabilité climatique globale et la capacité d'adaptation en 2022.

Chart 21: Overall climate vulnerability and readiness to adapt, 2022



Source: Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN) data



- Nord global
- Asie centrale
- Asie de l'Est
- MENA
- Asie du Sud-Est
- Amérique latine et Caraïbes
- Asie du Sud
- Afrique subsaharienne

Équilibre entre transition et stabilité

La transition énergétique équitable se trouve au cœur du dilemme. Plusieurs économies du Sud sont fortement tributaires des combustibles fossiles, pour l'électricité, mais aussi pour l'emploi, les devises étrangères et la croissance industrielle. Un abandon brusque des secteurs à forte émission de carbone est susceptible de déstabiliser les économies, d'accroître le chômage et d'alimenter les troubles sociaux. Certains pays, comme le Nigeria, l'Indonésie et l'Inde, ont réclamé des parcours plus souples et échelonnés, soulignant leur droit à se développer avant de s'engager à réduire considérablement leurs émissions.

Si les énergies propres procurent des avantages à long terme, la transition se doit d'être équitable et réalisable. Pour éviter qu'elle ne soit nocive sur le plan politique, il faut un soutien financier et technique adéquats. L'installation de panneaux solaires n'est pas synonyme de transition efficace. Pour ce faire, il faut des investissements dans les compétences, les infrastructures et les systèmes de gouvernance locale capables de gérer les ruptures énergétiques et de répartir équitablement les bénéfices. Sans ces garde-fous, la politique climatique peut être considérée comme imposée par les parties prenantes externes et devenir un facteur de résistance plutôt que de réforme.

Gestion des dépendances et autonomie stratégique

Les dynamiques de pouvoir mondiales compliquent davantage la prise de décision des États. Les États-Unis, l'Union européenne et la Chine sont responsables d'une grande partie des émissions historiques, mais ils influencent également les financements liés au climat, les modèles politiques et les transferts technologiques. La Chine occupe une position particulièrement complexe : elle est à la fois le plus grand émetteur mondial et l'un des principaux bailleurs de fonds pour les infrastructures vertes des pays du Sud, principalement par le biais de l'initiative « Belt and Road ». Si ces investissements peuvent accélérer l'accès à l'énergie propre, ils sont préoccupants du point de vue de la dépendance à la dette, des risques écologiques et de l'alignement des politiques.

Pour évoluer dans ce contexte, les États doivent adopter des stratégies claires en matière de financement climatique, de souveraineté réglementaire et de gestion des partenariats. À cet effet, pour réduire leur dépendance envers l'aide internationale conditionnelle et

affirmer le contrôle sur leurs programmes climatiques, certains pays investissent dans des dispositifs nationaux tels que la fiscalité verte, les fonds souverains pour le climat et les partenariats public-privé.

Au-delà du carbone : le défi majeur de la gouvernance

Le changement climatique n'est pas qu'une affaire de carbone : c'est aussi une question de gouvernance intersectorielle. La perte de biodiversité, la dégradation des sols, la pénurie d'eau et la pollution menacent la viabilité à long terme des économies et des systèmes de santé publique. Les États sont confrontés à des choix délicats : développer l'agriculture et les infrastructures sans nuire aux écosystèmes, ou miser sur les technologies vertes malgré des marges budgétaires limitées.

Les chocs environnementaux devenant plus fréquents, les systèmes de gouvernance devront être souples et proactifs, capables d'absorber les chocs sans sombrer dans une situation de crise. Pour cela, il convient de renforcer les institutions locales, les systèmes d'alerte précoce et les écosystèmes de données, tout en s'assurant que les citoyens estiment que l'État puisse agir de manière équitable et efficace.

Gouvernance intergénérationnelle et partagée

Le changement climatique représente également un enjeu de gouvernance intergénérationnelle. Les conséquences seront surtout ressenties par les dirigeants qui ne sont pas encore élus, et pourtant les politiques actuelles sont élaborées pour du court terme. Les États prêts pour l'avenir doivent institutionnaliser une réflexion à long terme, via la mise en place d'unités de prospective, de conseils consultatifs de jeunes et de mécanismes de planification climatique qui survivront au-delà des cycles électoraux quinquennaux.

Parallèlement, les [acteurs non-étatiques](#) influencent davantage les résultats climatiques, qu'il s'agisse des gardes forestiers autochtones en Amazonie et dans le bassin du Congo, des mouvements climatiques de jeunes en Ouganda, en Inde et aux Philippines, ou encore des coalitions féministes environnementales qui militent pour la justice climatique. Ces acteurs redéfinissent la notion de leadership climatique. Ils disposent de connaissances solides, d'une urgence intergénérationnelle et exercent des pressions sur le plan politique. Les États qui souhaitent réglementer l'avenir climatique doivent modérer ces voix, mais aussi leur tendre leur main d'association afin de renforcer la résilience en la matière.

Les États du Sud doivent composer avec une pléthore de contraintes : vulnérabilités nationales, asymétries de pouvoir mondiales, limites budgétaires et exigences civiques croissantes. Pour s'en sortir, ils devront transformer les turbulences en opportunités en intégrant la lutte contre le changement climatique dans des systèmes de gouvernance inclusifs, adaptatifs et souverains.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment les États peuvent-ils concilier la durabilité à long terme avec les besoins économiques et sociaux urgents ?
- Grâce à quels outils financiers, réglementaires et institutionnels les États pourront-ils obtenir des financements pour la lutte contre le changement climatique sans sacrifier leur autonomie ?
- Comment le rôle des acteurs non étatiques, notamment les entreprises, la société civile et les organisations internationales, évoluera-t-il dans l'élaboration des mesures climatiques, et quelles difficultés ou synergies pourraient naître entre ces acteurs et la gouvernance étatique dans les pays du Sud ?

4.5.2 Ressources essentielles et développement durable

Face à l'intensification de la demande mondiale en énergie, en minéraux et en matières premières agricoles, les États du Sud se

retrouvent au cœur de circuits d'approvisionnement essentiels aux industries traditionnelles et à la transition écologique mondiale. Du pétrole et du gaz au cobalt, au lithium et aux éléments des terres rares, en passant par les terres fertiles et l'eau douce, ces ressources sont indispensables sur le plan stratégique pour les énergies renouvelables, les infrastructures numériques et les systèmes alimentaires.

La capacité à transformer cette richesse en ressources en résultats de développement inclusifs et durables ne dépend pas des actifs, mais des systèmes de gouvernance qui les gèrent. Il s'agit là d'un test fondamental pour l'art de gouverner : les États riches en ressources peuvent-ils tirer parti de leurs atouts pour renforcer leur souveraineté, leur équité et leur résilience, ou ces atouts deviendront-ils des sources de conflits, d'accaparement par les élites et de dégradation de l'environnement ?

Souveraineté sur les ressources et contestation géopolitique

Dans un contexte de multipolarisation accrue, la gestion des ressources revêt une importance stratégique grandissante. Certains pays, comme le Chili et l'Indonésie, exercent [un contrôle accru sur les exportations de minerais](#), imposent des exigences en matière de transformation et limitent les exportations de matières premières afin de mieux valoriser ces ressources au niveau national. Ces mesures traduisent une reprise générale du nationalisme en matière de ressources : une volonté de renforcer la surveillance de l'État, les politiques relatives aux produits locaux et les mécanismes nationaux de partage des bénéfices. Si ces stratégies visent à rééquilibrer les inégalités historiques en matière d'extraction, elles comportent également des risques : fuite potentielle des investisseurs, mesures commerciales de rétorsion ou dépendance accrue à l'égard d'un seul partenaire comme la Chine.

Parallèlement, la rivalité géopolitique autour des matériaux critiques s'intensifie. Les grandes puissances, notamment les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, sécurisent leur approvisionnement grâce à des accords à long terme, des investissements dans les infrastructures et des alliances en matière de sécurité. Pour les États riches en ressources naturelles d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, cela soulève des questions urgentes quant à leur autonomie stratégique. Comment les États peuvent-ils conserver leur pouvoir décisionnel en matière d'extraction, d'exportation et de transformation en aval, sans devenir à nouveau dépendants ?

Gouvernance, conflits et fragilité environnementale

La [gestion inadéquate des ressources critiques](#) est depuis longtemps un vecteur de fragilité et de conflit. En République démocratique du Congo, au Soudan et dans certaines régions d'Afrique occidentale, la concurrence pour l'accès aux minerais, au pétrole et aux terres a engendré des conflits armés, ébranlé la légitimité de l'État et fracturé la cohésion nationale. En l'absence de cadres juridiques solides et de mesures coercitives, l'exploitation des ressources peut renforcer les économies de guerre et la corruption et causer le déplacement de communautés. Dans bien des cas, la perspective de s'enrichir constitue un facteur de troubles plutôt qu'un fondement de prospérité.

La dégradation de l'environnement introduit un niveau additionnel d'instabilité. L'exploitation minière à grande échelle et les acquisitions foncières, souvent destinées à la production de biocarburants ou à l'agriculture industrielle, contribuent à la déforestation, à la pénurie d'eau et à la perte de biodiversité, et compromettent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance à long terme. Ces perturbations écologiques frappent de plein fouet les populations autochtones, les éleveurs et les petits exploitants agricoles et soulignent les divergences entre les plans de développement nationaux et les réalités locales. Faute d'une planification inclusive et d'une réglementation participative, la gouvernance environnementale peut susciter des protestations, des contestations judiciaires, voire des violences.

Pour une gestion efficace des ressources critiques, les États doivent abandonner la logique extractive au profit de modèles de gouvernance novateurs. Il convient donc d'investir dans les capacités institutionnelles, la transparence, le partage des bénéfices au niveau local et les mesures de protection de l'environnement.

Enjeux clés pour la gouvernance étatique à l'avenir :

- Comment les institutions et les accords internationaux influenceront-ils les politiques nationales en matière de ressources ?
- Comment les acteurs non étatiques, à l'instar des groupes environnementaux, des mouvements autochtones et des investisseurs privés, pourraient-ils influer sur les politiques de gestion durable des ressources ?

Avenirs alternatifs pour les États du Sud

- Cadre des scénarios
- Scénarios
- Quatre avenir pour les États

Cadre des scénarios :

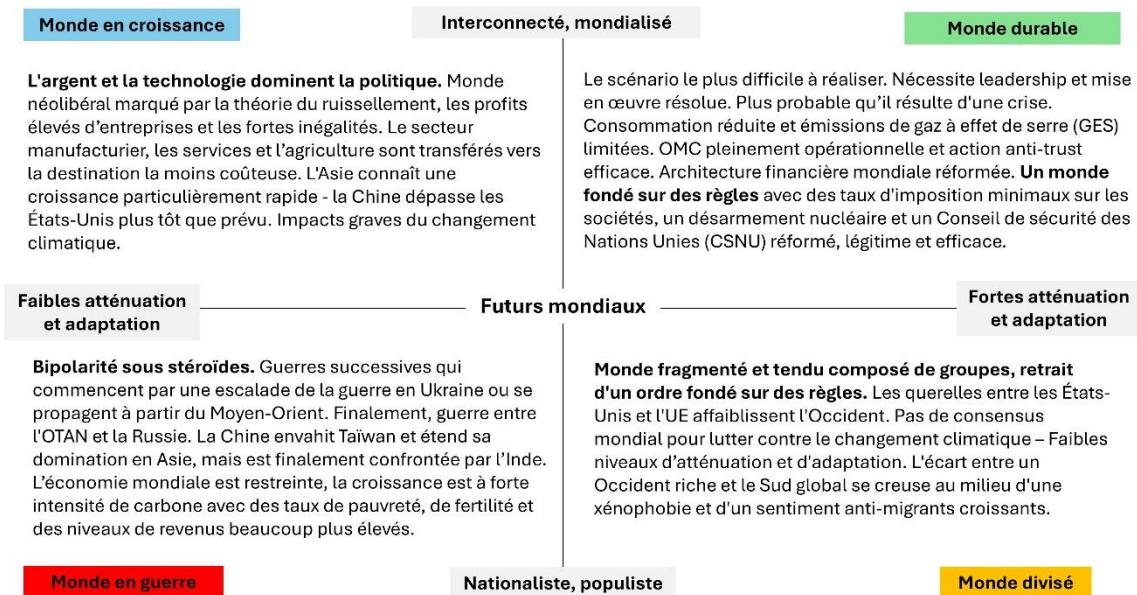
Ce thème s'appuie sur un ensemble de scénarios illustratifs à long terme disponibles dans le sous-thème [l'Afrique dans le monde](#) pour déterminer comment la gouvernance étatique dans les pays du Sud pourrait évoluer dans un contexte mondial en mutation. Dans ce thème, ces scénarios servent de cadre structuré pour examiner les futurs possibles de la gouvernance étatique, en analysant différentes trajectoires pour les rôles, les capacités et la légitimité des États face aux transformations mondiales.

Les quatre scénarios s'articulent autour de deux axes clés d'incertitude :

- **La portée de la mondialisation** (axe vertical) reflète le degré d'interconnexion entre les pays et les régions par le biais du commerce, de la technologie et de la coopération, ou leur évolution vers la fragmentation, le protectionnisme et le régionalisme.
- **Le niveau d'atténuation et d'adaptation au changement climatique** (axe horizontal) indique si les approches de gouvernance privilégient la résilience climatique à long terme, les modèles économiques durables et l'adaptation environnementale, ou si les États adoptent des stratégies plus laxistes et à court terme qui aggravent la vulnérabilité au changement climatique et à l'épuisement des ressources. Dans certains environnements, des mesures d'atténuation et d'adaptation robustes apparaissent délibérément grâce à des politiques et des accords mondiaux fermes, tandis que dans des contextes plus fragmentés, elles peuvent être adoptées à des niveaux régionaux moins élevés.

Ces dimensions combinées forment un cadre à quatre quadrants (illustré dans le graphique 22), chaque quadrant représentant un scénario futur distinct : **monde durable, monde divisé, monde en guerre et monde en croissance**.

Graphique 22 : Descriptions des scénarios mondiaux



Les impacts des scénarios ont d'abord été modélisés dans le but de comprendre comment ils pourraient se concrétiser sur le continent africain :

- Le scénario du **monde divisé** correspond à la trajectoire géopolitique réelle actuelle et représente le mécontentement vis-à-vis du système occidental fondé sur des règles, alors même que ce dernier se disloque. Ce scénario reflète l'accélération des tendances actuelles vers un ordre mondial plus fragmenté, un abandon progressif du système occidental fondé sur des règles et un essor rapide de la Chine, qui devrait devenir la puissance dominante à l'échelle mondiale vers la fin de la période de prévision.
- Le scénario du **monde en guerre** est le pire pour tous les pays, car il présente des avantages moindres à l'échelle mondiale par rapport aux autres scénarios. La guerre en Europe et au Moyen-Orient est suivie par des guerres en Asie. Ce scénario pourrait dégénérer, passant de la guerre en Ukraine à un conflit au Moyen-Orient ou en Asie, alors que la Chine et l'Inde entrent en conflit. Les dépenses militaires et les inégalités augmentent. L'Afrique continue de croître, mais à pas de tortue.
- Le **monde en croissance** se caractérise par le néolibéralisme, la théorie économique du ruissellement et une concentration accrue des entreprises. Il en résulte de meilleurs résultats économiques, mais au détriment de l'égalité et des efforts visant à limiter les gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, avec des répercussions négatives sur le changement climatique. L'argent, les intérêts des entreprises et le rendement des investissements dominent.
- Le scénario du **monde durable** vise à maximiser l'équité, la réduction de la pauvreté et la durabilité. La communauté internationale travaille de concert pour trouver un équilibre entre croissance et répartition en limitant la consommation globale et les émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit toutefois du scénario le plus difficile à réaliser et celui qui est le plus susceptible de résulter d'une crise, comme le scénario du monde en guerre.

Il convient de souligner que ces scénarios ne sont en aucun cas des prévisions ou des prédictions. Ils ne prétendent pas décrire l'avenir ni refléter une trajectoire mondiale unique et linéaire. Il s'agit plutôt de cadres stylisés délibérément conçus pour explorer

une diversité d'avenirs plausibles. Les tendances actuelles s'apparentent davantage aux éléments du scénario « Monde divisé », mais la réalité pourrait refléter une combinaison plus complexe et évolutive de dynamiques futures.

La valeur de la méthode des scénarios réside précisément dans cette approche ouverte : elle remet en question les hypothèses linéaires, expose les angles morts et élargit la réflexion stratégique au-delà du court terme. Pour les décideurs, explorer des futurs alternatifs, c'est passer de la prévision à la résilience stratégique : tester les politiques, repérer les leviers et se donner les moyens de gérer les bouleversements avec clarté et clairvoyance.

Scénarios

Les quatre scénarios mondiaux ont servi de cadre fondamental pour examiner les avenir potentiels de la gouvernance étatique des pays du Sud. Les principaux moteurs et signaux de changement identifiés grâce à l'analyse prospective ont ensuite été intégrés à ce cadre. Cela a permis d'obtenir des trajectoires de développement plus solides et plus pertinentes dans leur contexte.

Récits des scénarios

Monde en croissance

À la fin des années 2020, une transition politique majeure en Chine redistribue les cartes du commerce mondial et de la politique internationale. Le décès soudain de Xi Jinping, conjugué à des pressions économiques croissantes, incite de nouvelles voix au sein du Parti communiste à assouplir les politiques restrictives et à rechercher les investissements étrangers. Le « Grand Bargain » conclu avec les États-Unis libéralise partiellement le commerce et accorde plus de liberté aux entreprises. Bien qu'elle conserve un contrôle politique centralisé et des mesures strictes en matière de souveraineté des données, l'ouverture stratégique de la Chine renforce nettement sa position économique mondiale. Cependant, la répartition inégale des profits accentue les inégalités internes et crée des tensions nationales entre les élites urbaines et les populations rurales, ainsi qu'entre les secteurs de haute technologie et les industries traditionnelles.

La reprise des relations économiques entre les États-Unis et la Chine marque un tournant stratégique après des années de protectionnisme et de découplage. Les guerres commerciales et la perturbation des filières d'approvisionnement ont contribué à la hausse des coûts et à la stagnation dans des secteurs clés, tandis que l'inflation et la pression des investisseurs poussent la nouvelle administration à revoir sa stratégie. Sous l'impulsion du lobbying des entreprises et des préoccupations économiques, les États-Unis rouvrent les voies commerciales, non tant par conviction idéologique que pour préserver leur compétitivité nationale. Les chefs d'entreprise des deux pays militent en faveur d'une ratification rapide, tandis que les États-Unis cherchent également à contrer les alliances croissantes de la Chine avec des rivaux comme la Russie. Avec le recul des politiques protectionnistes, une nouvelle phase d'interdépendance économique approfondie entre les deux superpuissances s'ouvre.

La Chine récolte les premiers fruits de ses efforts, consolidant son rôle de chef de file mondial dans le domaine des technologies de pointe grâce à des infrastructures sophistiquées, des subventions et sa domination en matière d'intelligence artificielle. Les entreprises occidentales, inversant la tendance de l'économie d'affinité, reviennent vers la Chine en vue de réaliser des économies. L'UE, autrefois ferme en matière de réglementation, assouplit sa position afin de rester compétitive à l'échelle mondiale. En conséquence, les multinationales deviennent plus puissantes et jouent un rôle majeur dans l'élaboration des programmes politiques nationaux et internationaux. Leur influence croissante affaiblit l'autorité des institutions internationales telles que les Nations Unies, alors que la gouvernance mondiale est davantage dictée par les intérêts des entreprises que par la coopération multilatérale.

Dans les pays du Sud, le rôle des États évolue considérablement. Les gouvernements délaissez les stratégies de développement direct au profit de la négociation d'accords d'investissement, de l'octroi d'allégements fiscaux et de la réduction des coûts de main-d'œuvre afin d'attirer les capitaux. Si les pays à revenu intermédiaire comme l'Inde, le Brésil et l'Indonésie tirent profit du commerce et des investissements, leur croissance à long terme est endiguée par la concentration des entreprises. Les pays riches en ressources fournissent des matières premières aux industries mondiales, mais les bénéfices ne profitent pas toujours aux économies locales. En revanche, les pays à faible revenu et à la gouvernance fragile ne constatent guère de transformation au-delà des infrastructures construites sous l'impulsion étrangère pour répondre aux besoins des investisseurs, et non pour

favoriser un développement inclusif.

Cette croissance disparate creuse les inégalités. Les économies développées et les élites entrepreneuriales accumulent des richesses, tandis qu'une grande partie des pays du Sud reste dépendante des financements extérieurs. Les écarts se creusent entre les pays riches en ressources et ceux qui en sont dépourvus, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales.

Les migrants affluent vers les villes à la recherche d'opportunités, ce qui pèse sur les infrastructures et augmente les tensions sociales. Les gouvernements réagissent par des mesures répressives, notamment des expulsions et la surveillance, en particulier dans les bidonvilles. Le changement climatique, la dépossession des terres et les pressions économiques provoquent des flux migratoires internationaux, mais les pays riches renforcent les contrôles aux frontières malgré leurs besoins en main-d'œuvre étrangère, ce qui souligne les contradictions entre la demande économique et la résistance politique.

Les enjeux environnementaux sont secondaires aux impératifs de croissance. L'adoption des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique grâce à l'IA induisent une légère baisse des émissions, mais la durabilité reste accessoire et non intentionnelle. Des dispositifs tels que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE et le système d'échange de quotas d'émission de la Chine encouragent certaines pratiques écologiques, mais ne parviennent pas à réduire l'impact environnemental global. La déforestation, la pollution et le stress hydrique touchent plus sévèrement les pays les plus pauvres, tandis que les États plus riches s'adaptent facilement.

D'ici les années 2040, l'économie mondiale aura considérablement gagné en importance, alors que la gouvernance dans les pays du Sud sera davantage subordonnée aux intérêts des investisseurs. La légitimité de l'État dépend des performances économiques, et la confiance du public varie considérablement entre les villes prospères et les régions marginalisées. Les multinationales dominent l'élaboration des règlementations et les États se font concurrence par le biais de la déréglementation et des incitations fiscales. Les accords nationaux et supranationaux font fi des voix locales et de la gouvernance municipale. En fin de compte, ce modèle axé sur la croissance s'avère fragile, vulnérable aux chocs économiques et aux réactions politiques négatives, car l'aggravation des inégalités, la dégradation environnementale et le pouvoir incontesté des entreprises menacent la stabilité à long terme.

Monde durable

Le scénario « Monde durable » privilégie la durabilité, l'équité et la poursuite ambitieuse des objectifs de développement durable des Nations unies et de leurs successeurs, sous l'impulsion d'une intégration internationale rapide en réponse aux crises mondiales croissantes, comme les urgences climatiques, les crises sanitaires ou dans le prolongement du scénario « Monde en guerre ». La pauvreté diminue et les revenus augmentent considérablement, mais cet objectif reste difficile à atteindre car il repose sur un multilatéralisme profond et l'équité.

Les pays riches accroissent sensiblement leur financement climatique, leurs transferts de technologie et leurs initiatives en faveur du commerce équitable, tout en réformant les institutions multilatérales qui donnent plus de poids aux pays du Sud. En dépit d'une coopération mondiale renforcée, il subsiste des tensions concernant les droits de propriété intellectuelle, la concurrence géopolitique pour les ressources essentielles et le risque de favoriser une « dépendance verte » vis-à-vis des pays riches. Les pays qui adoptent rapidement des réformes écologiques prospèrent, tandis que ceux qui dépendent des combustibles fossiles sont en difficulté.

Les rapports de force entre grandes puissances évoluent, avec une UE élargie et influente qui prône un système fondé sur des règles et axé sur la souveraineté numérique, les libertés démocratiques et une gouvernance équitable des données. Les contraintes liées au rôle de l'argent dans la politique et le leadership américains changent radicalement.

Pour que ce scénario se réalise, les dirigeants occidentaux doivent s'engager avec ferveur auprès de la Chine, de l'Inde et des principales nations d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Ces dirigeants devront remanier radicalement les institutions internationales de gouvernance, via des réformes de la Charte des Nations unies et de la composition du Conseil de sécurité, afin de tenir compte des demandes en faveur d'une représentation régionale accrue, notamment de la part de l'Afrique.

Sous l'égide des Nations Unies, les objectifs de développement durable pour l'après-2030 intègrent l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans un cadre mondial global pour la durabilité (GSF). Le GSF accorde une attention particulière aux régions très vulnérables, surtout dans les zones à faible revenu d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui bénéficient d'un soutien international ciblé.

Au début des années 2030, les institutions mondiales, notamment l'ONU, l'OMC et le FMI, sont restructurées afin de permettre une prise de décision plus représentative et une influence accrue des pays du Sud. Un impôt minimum mondial sur les sociétés de 20 % d'ici 2043 renforce la confiance dans la gouvernance mondiale, même si les petits États restent vulnérables dans les négociations sur le financement et les technologies climatiques.

Les blocs régionaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie harmonisent leurs stratégies économiques autour d'objectifs communs en matière de développement durable. L'Union africaine élargit son pacte pour l'industrialisation verte, l'Amérique du Sud renforce ses accords régionaux en matière de bioéconomie en tirant parti de la biodiversité, et les organismes régionaux asiatiques encouragent les initiatives en faveur des énergies renouvelables et des infrastructures. Néanmoins, des tensions périodiques surviennent au sujet de l'extraction des ressources et du financement des infrastructures, lesquelles nécessitent une gestion diplomatique.

Des stratégies de prévention des conflits liés au climat voient le jour, limitant les conflits pour les ressources, en dépit des tensions locales toujours présentes, surtout dans les zones où la gouvernance est défaillante. Le désarmement nucléaire fait un pas en avant, avec la ratification par le Royaume-Uni, la France, les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, Israël et une Corée unifiée du traité interdisant les armes nucléaires adopté en juillet 2022.

Les États du Sud deviennent des promoteurs actifs du développement inclusif et durable par le biais de mesures de protection de l'environnement et de l'innovation locale. Cependant, la transition est inégale : certains gouvernements autoritaires adoptent superficiellement des réformes écologiques sans étendre les libertés civiles, au risque de s'exposer aux remontrances internationales. De brèves normes internationales en matière de surveillance ou de transparence contribuent à atténuer ce risque sans toutefois l'éliminer complètement.

La gouvernance participative se développe à l'échelle mondiale, grâce aux assemblées citoyennes et aux plateformes numériques qui renforcent la transparence et l'engagement du public. L'activisme des jeunes et la société civile influent fortement sur la gouvernance, même si certains États sont réticents à rendre leurs processus décisionnels plus transparents.

Les investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures résistantes au changement climatique et l'agriculture durable créent d'importantes opportunités économiques, mais leurs avantages sont inégalement répartis. Les pays à revenu intermédiaire dotés d'institutions solides exploitent efficacement le financement vert et les partenariats technologiques internationaux. Les pays riches en ressources mais fragiles sur le plan institutionnel risquent de redevenir dépendants de l'exploitation minière à mesure que la demande mondiale en minéraux critiques s'intensifie.

La technologie accélère de façon notable le développement durable, mais les disparités d'accès persistent. Les réformes en matière de propriété intellectuelle encouragent l'adoption des technologies d'énergie propre, mais certains pays du Sud restent dépendants des importations.

Les alliances technologiques Sud-Sud promeuvent les plateformes open source pour la résilience climatique, mais les inégalités numériques persistent, pénalisant les États dont les infrastructures sont insuffisantes. Des tensions apparaissent également autour de la souveraineté numérique, en particulier pour la propriété et l'utilisation des données.

La société civile et le secteur privé deviennent tous deux des acteurs essentiels, moteurs de l'innovation et de la responsabilité, mais équilibrer leurs rôles avec les objectifs de l'État reste complexe et exige des gouvernements un alignement judicieux des financements externes sur les priorités nationales.

En fin de compte, les pays du Sud passent du statut de bénéficiaires passifs à celui de parties prenantes actives dans l'élaboration des programmes mondiaux de développement durable. Les gouvernements doivent concilier des réformes écologiques ambitieuses avec les réalités économiques, sociales et technologiques, tout en gérant les risques liés à la « dépendance verte », au greenwashing autoritaire et à l'accès inégal aux technologies. Ce scénario souligne que la gouvernance réussie repose sur des réformes inclusives et résilientes, qui intègrent la durabilité sans compromettre l'équité sociale ou l'autonomie à long terme.

Monde divisé

À la suite des politiques agressives menées par les États-Unis en matière de tarifs douaniers, de réduction de l'aide et de rhétorique conflictuelle initiées sous l'administration Trump, la confiance mondiale dans les alliances traditionnelles diminue fortement, ce qui redéfinit la géopolitique en camps idéologiques, économiques et technologiques fragmentés au début des années 2030. Les nations se regroupent autour de problématiques spécifiques, plutôt que de blocs régionaux unifiés, réagissant à des intérêts politiques divergents et aux pressions stratégiques exercées par un retour en force des États-Unis et d'une Chine en pleine ascension.

Pour les États du Sud global, ce paysage géopolitique fragmenté exige une gouvernance adaptative. Certaines nations cherchent à assurer leur stabilité en s'associant à des puissances régionales émergentes, qui proposent un commerce équitable et un soutien réciproque. D'autres optent pour des politiques prudentes et ponctuelles, cherchant à équilibrer les pressions extérieures sans s'engager clairement auprès d'une grande puissance.

Les structures de gouvernance se diversifient en modèles hybrides qui allient autorité centralisée et initiatives locales. Les pays intègrent des plateformes numériques et des réseaux communautaires pour renforcer la gouvernance participative. À titre d'exemple, les conseils locaux collaborent de plus en plus sur le plan numérique avec les communautés pour personnaliser les services publics. Cependant, les États confrontés à l'isolement ou à des menaces sécuritaires accrues se tournent souvent vers l'autoritarisme, restreignant la transparence et les libertés civiles pour maintenir la stabilité intérieure et les alliances stratégiques.

L'augmentation des dépenses militaires, notamment dans les zones géopolitiques sensibles et les régions cherchant à sécuriser les marchés émergents, réduit considérablement les ressources disponibles pour les services sociaux. Cette diversion accroît les inégalités institutionnelles existantes et permet à certains États de maintenir la stabilité et la confiance du public. En revanche, d'autres, accablés par une dette croissante et une gouvernance affaiblie, peinent de plus en plus à fournir les services essentiels, ce qui sape davantage leur légitimité.

L'intégration économique se révèle inégale, elle favorise les États appartenant à des blocs coordonnés qui peuvent obtenir des accords commerciaux préférentiels et des investissements partagés dans les infrastructures. De fait, les États marginalisés, exclus en raison de leur isolement idéologique ou de leurs faiblesses institutionnelles, adoptent une déréglementation agressive et des incitations fiscales pour attirer des capitaux rares, ce qui exacerbe les inégalités. Les régions urbaines prospères se développent, tandis que les zones rurales s'enlisent, avec pour corollaire la migration interne et des troubles sociaux. Malgré la fragmentation géopolitique, l'atténuation et l'adaptation climatiques du scénario « Monde divisé » vont au-delà de celles du scénario « Monde en guerre » lié aux conflits. Ces progrès relatifs ne résultent pas d'une ambition mondiale coordonnée, mais de priorités stratégiques en matière d'économie et de sécurité. Les nations et les blocs régionaux adoptent indépendamment des stratégies d'atténuation comme la transition vers les énergies renouvelables et la production localisée afin de renforcer la sécurité énergétique, la résilience financière et l'autosuffisance dans un contexte de marchés mondiaux volatils. La réduction des échanges commerciaux mondiaux et la perturbation des filières d'approvisionnement ralentissent aussi involontairement l'augmentation des émissions, renforçant des solutions climatiques locales telles que les économies circulaires et les projets d'énergies renouvelables décentralisés.

La gouvernance climatique reste toutefois fragmentée, creusant davantage les disparités. Les pays à revenu intermédiaire et dotés d'institutions solides mettent en place de manière efficace des industries vertes et des dispositifs de résilience climatique robustes. À l'inverse, les pays à faible revenu et à la gouvernance fragile peinent à abandonner les énergies fossiles, faute d'infrastructures et de capacités d'investissement, cela les rend plus vulnérables aux changements climatiques et aux disparités économiques.

La transformation numérique accentue davantage ces divisions. Les investissements des États dans les infrastructures numériques et la cybersécurité contribuent substantiellement à la modernisation des moyens de gouvernance, ce qui induit l'amélioration des services et de l'innovation. Pourtant, cette forte dépendance à l'égard des entreprises technologiques externes expose nombre d'entre elles à la coercition et à la manipulation numériques. La multiplication des cyberattaques soutenues par les États, la désinformation et la répression numérique font de la technologie un atout de gouvernance et un outil de surveillance, minant ainsi la confiance des citoyens.

En définitive, le scénario du « Monde divisé » présente un environnement de gouvernance morcelé qui exige des réponses politiques hautement flexibles. D'une part, les États intégrés à des blocs régionaux bénéficient de stratégies économiques, environnementales et sécuritaires coordonnées, tandis que les États isolés sont confrontés à des inégalités accrues et à des institutions affaiblies. Le pouvoir politique oscille entre des approches autoritaires et des modèles de gouvernance hybrides (fondées sur la participation locale et l'innovation numérique).

Les écarts environnementaux et technologiques mettent en évidence la complexité et l'urgence de politiques adaptées au sein d'un ordre international fragmenté.

Monde en guerre

Une succession d'échecs diplomatiques et de conflits indirects ont rapidement pris de l'ampleur entre les grandes puissances, principalement les États-Unis, la Chine et la Russie. Les premières escarmouches concernant des territoires stratégiques et des routes maritimes débouchent sur des confrontations directes, renforcées par des alliances impliquant d'autres géants mondiaux. Le Conseil de sécurité des Nations Unies est paralysé dans son fonctionnement par les vetos et les accusations mutuelles, brisant toute illusion d'un ordre international basé sur des règles. Des parties prenantes non étatiques notamment des entreprises militaires privées et des groupes extrémistes, tirent parti du chaos, élargissent le champ du conflit et fragilisent les structures de gouvernance officielles.

Les systèmes de commerce mondial s'effondrent, les sanctions, les blocus et les opérations de sabotage contribuent à détruire les circuits d'approvisionnement. Face à l'aggravation des tensions, la menace d'une confrontation nucléaire devient imminente et les pays n'ont d'autres choix que de prendre position ou de risquer l'isolement. Les régions, bien qu'elles soient éloignées des premiers champs de bataille, subissent les répercussions de l'hyperinflation, des pénuries sévères de ressources et des conséquences sur le plan sécuritaire. Alors que certains États cherchent à adopter une position neutre, l'évolution des alliances entre les superpuissances entraîne des pressions territoriales ou des alignements forcés, mettant les gouvernements du Sud global face à une incertitude grandissante et à des manœuvres risquées.

Dans ce contexte, les États fragiles ou enclins au conflit s'effondrent et des seigneurs de guerre, des milices ou des sociétés de sécurité privées opportunistes s'emparent de leur gouvernance. Même les gouvernements relativement stables sont contraints de passer en mode survie et privilégient les dépenses de sécurité nationale au détriment des services sociaux. La gouvernance autoritaire s'impose comme la norme avec des dirigeants qui recourent aux pouvoirs exceptionnels, militarisent les frontières et répriment l'opposition pour conserver leur mainmise. Cette répression intensifie le mécontentement des populations locales et attise les mouvements insurrectionnels ou extrémistes.

Le nationalisme lié aux ressources se manifeste avec force, notamment autour des matières premières stratégiques telles que le pétrole, les minéraux rares et l'eau, entraînant des affrontements violents lorsque les zones d'extraction ou de transit se trouvent sur des territoires contestés. Les pays du Sud disposant de ces ressources deviennent des champs de bataille par procuration pour les puissances étrangères désireuses d'y accéder. Les voies diplomatiques qui facilitaient autrefois la gestion des crises ou l'aide humanitaire s'effondrent sous le poids d'intenses rivalités géopolitiques, laissant des millions de civils en danger.

La priorité des bailleurs de fonds est accordée à l'aide d'urgence et à la stabilisation des conflits plutôt qu'au développement à long terme. Les organisations de la société civile ont du mal à opérer dans les régions déchirées par la guerre et aux frontières contestées, en raison des obstacles bureaucratiques, du financement limité et des menaces sécuritaires auxquels elles sont confrontées. Les couloirs humanitaires sont fréquemment perturbés, avec pour conséquence une accentuation de la famine,

des épidémies et des flux de réfugiés.

Les tentatives de rétablissement de la paix reposent sur des alliances ponctuelles ou des organismes régionaux qui manquent de capacité ou d'unité pour faire respecter des accords durables.

Malgré les dégâts subis, certaines communautés locales et autorités municipales font preuve de résilience et d'innovation. Les coalitions locales gèrent les services de base tels que la santé, la distribution alimentaire et la police communautaire, avec un minimum de soutien extérieur. Dans ces endroits, la gouvernance adaptative fusionne les institutions formelles et informelles pour répondre aux besoins urgents.

Pour autant, cette résilience locale reste généralement isolée, car les infrastructures nationales et les voies d'approvisionnement se dégradent sous la pression des conflits.

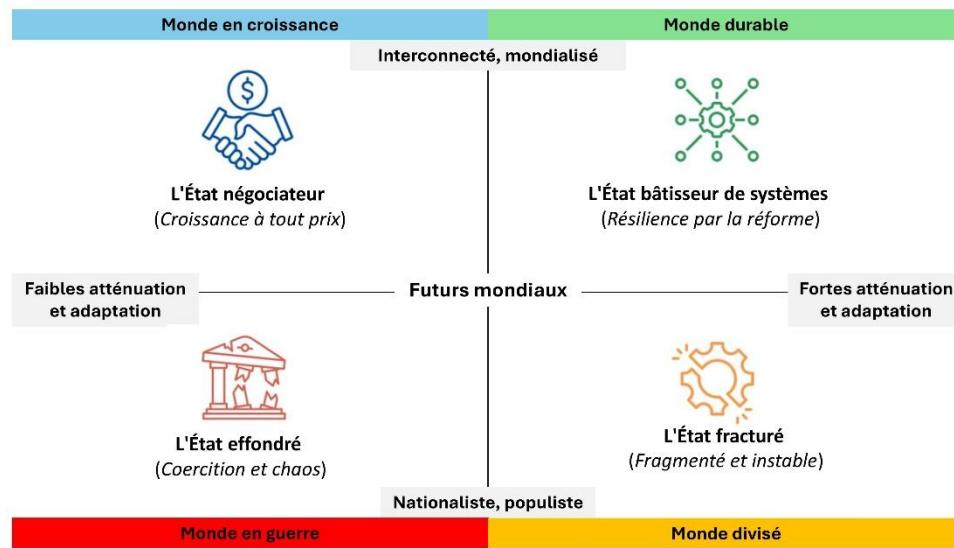
Dans certaines zones, les États renforcent des poches de stabilité relative (souvent autour de ressources essentielles ou des centres-villes) pour attirer les derniers investissements et activités commerciales internationaux. Ces enclaves, de nature fragile, reposent largement sur la sécurité privée et peuvent être la cible d'attaques des insurgés ou de tentatives de prise de pouvoir par des forces extérieures. Cette fracture de la gouvernance accentue les inégalités : les personnes aisées se réfugient dans des zones sécurisées, tandis que la majorité de la population vit dans une insécurité constante et subit des déplacements forcés.

Au début des années 2040, une succession de guerres a plongé des régions entières dans une crise humanitaire, entraînant des flux massifs de réfugiés aux frontières des pays. Les États, prêts à tout pour sécuriser un avantage stratégique, méprisent le droit international. Pour bon nombre de gouvernements du Sud global, la notion de développement ou de progrès est indéfiniment mise en suspens car la survie devient leur priorité absolue. Toute possibilité de paix durable dépend d'un bouleversement radical de l'équilibre géopolitique. La méfiance généralisée entre les grandes puissances, rend toutefois les négociations durables peu probables.

Quatre avenirs pour les États

Ces pressions prises dans leur ensemble montrent pourquoi on ne peut pas supposer que la gouvernance dans les pays du Sud suit une trajectoire linéaire. Les États seront amenés à prendre des directions différentes en raison de leurs choix mais aussi des combinaisons de chocs externes auxquels ils ont fait face. Notre analyse prospective résume ces dynamiques en quatre archétypes : le négociateur, le bâtisseur de systèmes, l'État fracturé et l'État effondré, qui illustrent quatre trajectoires que les États du Sud pourraient emprunter dans les décennies à venir.

Graphique 23 : Quatre avenirs pour les États



L'État négociateur : la croissance à tout prix.

Dans le scénario du « Monde en croissance », les gouvernements abandonnent leur rôle de planificateurs du développement pour devenir des négociateurs. Ils ne s'attendent plus à définir les priorités nationales, mais à faciliter l'accès aux marchés, à la main-d'œuvre, aux données et aux ressources naturelles. Les flux de capitaux internationaux, le réalignement des relations entre les États-Unis et la Chine et la dépendance croissante à la technologie accélèrent ce changement.

Sur le papier, la qualité de la réglementation et l'efficacité gouvernementale s'améliorent. Mais ces avancées sont illusoires. Elles reposent sur une approche technocratique plutôt que sur une véritable inclusion démocratique, et la légitimité dépend de la croissance du PIB et de la confiance des investisseurs, plutôt que de réels progrès sur le plan social. Les États sont engagés dans une course à la baisse pour se montrer « favorables aux entreprises ». Ils réduisent les impôts et assouplissent les normes de travail et environnementales. Certes, cette stratégie permet d'attirer les investissements à court terme, mais elle rend les États vulnérables sur le long terme car elle diminue les recettes nationales et affaiblit les protections sociales. Les inégalités spatiales s'accentuent et la gouvernance se concentre davantage sur les zones urbaines, avec pour conséquences l'exclusion, le ressentiment et une fragilité à long terme.

Il en résulte un modèle de gouvernance qui paraît efficace mais reste fragile. La stabilité est présente à l'échelle macroéconomique, mais des troubles sociaux, des déplacements de population et une instabilité locale couvent sous la surface.

L'État bâsseur de systèmes : la résilience par le biais des réformes

L'État bâsseur de systèmes est la trajectoire la plus difficile à atteindre et pourrait se manifester à la suite d'une crise. Les catastrophes climatiques, les troubles sociaux et les chocs économiques incitent les gouvernements à repenser leur rôle, passant de négociateurs à gestionnaires. Dans ce monde, la légitimité se reconstruit non seulement par la prestation de services, mais aussi par la co-création, la redistribution et la planification pérennes.

Ce modèle allie autorité structurée et flexibilité. Les États travaillent à rebâtir des systèmes équitables et s'associent avec des institutions mondiales réformées et des blocs régionaux plus puissants, tout en intégrant les pratiques locales et autochtones qui renforcent la légitimité dans le contexte. Bien que des avancées soient réalisées en matière de l'état de droit, du contrôle de la corruption et de la voix, avec la transparence et la participation devenant des enjeux centraux, l'efficacité gouvernementale risque

de faiblir au début sous l'effet des réformes perturbatrices et de la résistance politique, mais elle se renforce au fil du temps à mesure que les institutions s'ajustent et que la légitimité se reconstruit sur la base de la prestation de services et de l'inclusion.

La coopération régionale et des normes commerciales plus équitables renforcent la résilience face aux chocs systémiques tels que les catastrophes climatiques et les ruptures des réseaux d'approvisionnement. La société civile et la surveillance exercée par les médias limitent la mainmise des élites, tandis que l'extension des protections sociales consolide la confiance des citoyens. Pourtant, les avantages sont disparates. Les pays dotés d'institutions fragiles, d'une faible capacité technologique ou une d'inclusion limitée courrent le risque d'être mis à l'écart, de devenir dépendants des acteurs régionaux plus puissants ou d'être exclus des processus de prise de décision. Même si ce scénario considère les États comme des bâtisseurs de systèmes équitables, certains partenariats Sud-Sud pourraient ne pas tenir cette promesse, en reproduisant des formes de hiérarchie ou des pratiques extractives qui limitent le potentiel transformateur de la coopération.

Cette voie est la plus difficile à concrétiser. Elle requiert des choix politiques difficiles : réduire l'influence des élites, limiter les industries à forte intensité de carbone, appliquer des normes de durabilité. Il va sans dire que ces réformes se heurteront à des obstacles. En outre, les institutions multilatérales devront également assouplir les conditionnalités strictes et repenser les règles et les mécanismes de financement mondiaux sous l'angle de la durabilité et de l'équité.

L'État fracturé : fragmenté et instable

L'État fracturé émerge dans un monde marqué par la fragmentation mondiale, le nationalisme renaissant et des trajectoires de développement divergentes. Les systèmes multilatéraux se fragilisent à mesure que les mouvements protectionnistes, populistes et ceux prônant la souveraineté absolue prennent de l'ampleur. Le résultat est un ordre mondial davantage fragmenté : les grandes économies suivent des politiques étrangères de type transactionnel, interagissent de façon sélective avec leurs partenaires et consolident les asymétries de pouvoir et d'influence déjà présentes.

De nombreux États peinent à adopter une ligne d'action cohérente. L'autorité devient hybride et contestée, partagée ou âprement disputée par les gouvernements, les acteurs régionaux, les entreprises privées et les réseaux informels. Le processus de prise de décision est réactif et dicté par les crises en vue d'obtenir une stabilité à court terme plutôt que la résilience ou l'inclusion durable. La participation formelle s'affaiblit, remplacée par des gestes symboliques ou performatifs qui contribuent à aliéner davantage les groupes marginalisés. La montée des inégalités, de l'exclusion et de la corruption alimente les troubles et la méfiance, tandis que la concurrence pour les ressources intensifie les conflits et la mainmise des élites sur les politiques publiques.

L'effondrement n'est toutefois pas généralisé. Certains États parviennent à s'adapter en se réappropriant leur espace politique par le biais de barrières commerciales sélectives ou d'un soutien à l'industrie, créant ainsi des zones de résilience. Des progrès sont réalisés dans la lutte contre le changement climatique, alors que les économies avancées développent des industries vertes compétitives et que les blocs régionaux font l'expérience d'une adaptation locale. Cependant, ces initiatives sont hétérogènes. Les pays à faible revenu demeurent dépendants des combustibles fossiles, et sans coordination mondiale cohérente, les progrès globaux sont loin d'être à la hauteur des besoins en matière de durabilité.

L'État effondré : coercition et chaos

Dans un avenir des plus instables, l'État ne joue plus le rôle de pourvoyeur ou de planificateur ; il se transforme en forteresse. La gouvernance se résume à la coercition, axée sur le contrôle territorial, la protection des élites et la sécurité coûte que coûte. Des régimes encore relativement intacts dépendent souvent de la corruption et du clientélisme pour consolider des alliances fragiles, ce qui érode davantage leur légitimité.

Le contrat social est alors rompu. La peur et la force remplacent la participation et la responsabilité. La résistance est réprimée avec dureté ou contrainte à rester dans l'ombre. Là où l'État brille par son absence, des acteurs opportunistes comme les seigneurs de

guerre, les milices et les réseaux criminels, comblent le vide avec des formes de gouvernement fragmentées et prédatrices.

À l'échelle mondiale, la coopération s'effondre et le pouvoir devient une quête de profit et d'opportunités. Les guerres par procuration, les saisies de ressources et les blocs militaires prennent le pas sur la diplomatie. Les zones riches en ressources du Sud deviennent des champs de bataille, tandis que les couloirs stratégiques sont militarisés. Les États sans valeur géopolitique sont laissés pour compte, voués au chaos, aux déplacements de population et à l'effondrement humanitaire.

Ensemble, ces archétypes révèlent non seulement des trajectoires de gouvernance divergentes, mais aussi les dynamiques plus profondes qui détermineront l'avenir de la légitimité et de l'autorité de l'État au Sud. L'État négociateur assure la croissance et des améliorations à court terme pour les indicateurs de développement, mais au détriment de l'inclusion à long terme. Il projette une image d'efficacité, mais les inégalités croissantes sapent progressivement ses avancées. L'État bâtisseur de systèmes exige les plus grands sacrifices au départ, mais offre à long terme les bases les plus solides pour une gouvernance durable, légitime et équitable. L'État fracturé crée un espace propice à la recherche d'alternatives pour sortir de la dépendance mondiale, mais laisse les plus vulnérables dans une situation périlleuse. C'est aussi un système instable, dans lequel même les prétendus gagnants peuvent voir leurs avantages s'amenuiser avec le temps. L'État effondré représente le pire scénario possible : l'autorité ne subsiste que par la force, tandis que la gouvernance, c'est-à-dire la capacité à fournir, protéger et planifier, disparaît.

Matrice des résultats de la gouvernance étatique selon différents scénarios

Les indicateurs mondiaux de gouvernance (IMG) fournissent un cadre structuré permettant d'évaluer l'évolution des dimensions de la gouvernance selon différents scénarios, et mettent en évidence non seulement les améliorations et les régressions potentielles, mais aussi les compromis et les risques inhérents à chaque trajectoire.

	Monde en croissance : l'État négociateur	Monde durable : l'État bâtisseur de systèmes	Monde divisé : l'État fracturé	Monde en guerre : l'État effondré
--	---	---	---------------------------------------	--

Voix et responsabilité (Indicateur de démocratie)	<p>Gouvernance descendante : les dirigeants accordent la priorité aux investissements étrangers et à la croissance macroéconomique, laissant les consultations publiques limitées ou symboliques.</p> <p>La participation publique est minime ou purement formelle ; la société civile peut être mise à l'écart si elle ne se conforme pas</p>	<p>S'améliore à mesure que la gouvernance participative, les assemblées citoyennes et les plateformes de consultation numériques se généralisent. Les ONG, les mouvements de jeunesse et les associations locales disposent d'une plus grande liberté et de financements plus importants pour superviser les processus de gouvernance, ce qui renforce la transparence. Les institutions mondiales réformées et les bailleurs de fonds encouragent une gouvernance inclusive, mais son adoption dépend du leadership local et des capacités institutionnelles.</p>	<p>Espace civique fragmenté : dans certains États, les plateformes numériques et les réseaux locaux renforcent la gouvernance participative, tandis que d'autres répriment la dissidence sous couvert de sécurité nationale ou de stabilité économique.</p> <p>Libertés de la presse Inégales : les médias indépendants prospèrent dans certaines régions mais sont fortement restreints dans d'autres, la désinformation et les discours contrôlés par l'État façonnent l'opinion publique.</p>	<p>Effondrements : les règles d'urgence ou la loi martiale réprime les libertés civiles ; la liberté des médias et la liberté d'expression disparaissent. De nombreuses ONG et associations citoyennes se dissolvent ou fuient les zones de conflit, ne laissant que très peu de moyens d'expression au public.</p> <p>Zones locales : lorsque l'autorité centrale fait défaut, les communautés s'organisent de manière autonome, mais leur voix est limitée voire inexistante, dans les affaires nationales.</p>
	<p>aux programmes favorables à la croissance.</p> <p>Tolérance modérée envers la dissidence : des manifestations ont lieu, mais elles restent localisées ou sont rapidement maîtrisées, les gouvernements privilégiant la stabilité afin de poursuivre les investissements</p> <p>Influence des entreprises : les multinationales influencent les programmes politiques, éclipsant.</p>		<p>Influence des acteurs externes : les groupes de réflexion, les plateformes technologiques et les groupes de défense soutenus par des intérêts étrangers influencent la gouvernance dans certains pays, compliquant davantage la souveraineté et la confiance du public</p>	
Stabilité politique	Stabilité modérée :	Stabilité élevée : la coopération	Priorités sécuritaires	Les grandes

absence de violence	<p>les grandes puissances évitent les conflits à grande échelle afin de protéger le commerce mondial, mais des troubles localisés éclatent en raison des inégalités ou des déplacements de population.</p> <p>Dette et risque : les ralentissements économiques ou les crises de la dette potentiels menacent la stabilité des États qui dépendent largement des financements extérieurs.</p> <p>Les États font davantage appel à des forces de sécurité privées pour protéger les centres économiques vitaux, afin d'assurer la stabilité locale, mais cela accentue les inégalités liées au maintien de l'ordre.</p>	<p>mondiale et le maintien de la paix limitent les conflits majeurs. Les systèmes d'alerte précoce, les plans d'adaptation au changement climatique et les réformes agraires inclusives atténuent les tensions liées à la rareté des ressources. Bien que certains conflits locaux persistent, les missions de maintien de la paix et de médiation bénéficient d'un meilleur financement et d'une plus grande légitimité, ce qui réduit davantage les risques de conflit.</p> <p>États vulnérables : les structures de gouvernance fragiles dans certaines régions risquent encore de basculer dans l'instabilité, surtout si les réformes stagnent ou si les projets écologiques déplacent les groupes marginalisés.</p>	<p>divergentes : les conflits liés aux ressources, les pressions migratoires et les disparités économiques alimentent les troubles régionaux et nationaux, les États les plus fragiles étant incapables de contenir le mécontentement croissant.</p> <p>Répression sélective : les régimes recourent à une militarisation accrue pour contrôler la dissidence tout en justifiant la surveillance et les mesures d'urgence.</p>	<p>confrontations entre puissances et les guerres par procuration dévastent les pays du Sud.</p> <p>Violence généralisée : les États fragiles s'effondrent, provoquant des déplacements massifs de populations et des conflits liés aux ressources. Les crises de réfugiés exacerbent les</p>
---------------------	---	--	--	---

Efficacité gouvernementale	<p>Axée sur les infrastructures et exclusive : les gouvernements nationaux encouragent les politiques axées sur les grandes infrastructures et favorables aux investisseurs, mais les</p>	<p>Capacité généralement élevée : de nombreux États ont recours à des financements externes et à des partenariats pour le développement et les services publics.</p>	<p>Les écarts se creusent : les États dotés d'une forte capacité institutionnelle maintiennent la stabilité et fournissent des services efficaces, tandis que les gouvernements plus faibles</p>	<p>Faible à inexisteante : les gouvernements privilégient la survie et consacrent leurs ressources à la militarisation et à la sécurité au détriment des services publics et</p>

<p>services sociaux et le développement inclusif sont souvent à la traîne.</p> <p>Croissance et développement : une croissance rapide du PIB ne se traduit pas nécessairement par une amélioration des soins de santé ou de l'éducation ; les ministères disposant de ressources insuffisantes ont du mal à développer les programmes sociaux.</p> <p>Croissance financée par l'endettement : certains États accumulent une dette importante en raison de projets à grande échelle, ce qui compromet leur capacité à long terme à fournir des biens publics.</p> <p>Marginalisation de la gouvernance locale : les municipalités et les zones rurales ont du mal à suivre le rythme des mégaprojets urbains, ce qui crée des disparités en matière de services.</p>	<p>Inégalités persistantes : Certains pays accusent un retard dans la mise en œuvre de ces réformes, ce qui entraîne des cas de mauvaise prestation de services. D'autres sont confrontés à des défis liés à l'« autoritarisme vert », où les capacités servent à imposer des objectifs environnementaux sans élargir la participation.</p> <p>Systémique et à long-terme : dans les États dotés de cadres plus solides, les ministères coordonnent efficacement leurs actions dans les domaines social, économique et environnemental. Les résultats obtenus sont ainsi plus synergiques.</p>	<p>les services de base en raison de contraintes budgétaires ou de dépendances externes.</p> <p>Modèles de gouvernance adaptative et réactive : certains gouvernements expérimentent des modèles de gouvernance hybrides et décentralisent le pouvoir lorsque cela s'avère efficace, tandis que d'autres ont recours à une gestion de crise à court terme et à des politiques réactives.</p> <p>Épuisement des ressources et des forces militaires : l'augmentation des budgets consacrés à la sécurité et le protectionnisme économique détournent des ressources destinées à l'éducation, à la santé et au développement à long terme.</p>	<p>des fonctions fondamentales de gouvernance.</p> <p>Crises humanitaires : L'aide humanitaire fournie par les donateurs peine à combler les lacunes en matière de gouvernance, son champ d'action étant limité dans les zones de conflit.</p>
--	--	--	---

Qualité de la réglementation	<p>Déréglementation axée sur les investisseurs : les incitations fiscales et l'assouplissement des normes environnementales et du travail attirent les investissements des entreprises, mais sapent la protection sociale.</p> <p>« Course à la baisse » : la concurrence entre les États pour offrir l'environnement le plus « favorable aux entreprises »</p>	<p>Cohérente et transparente : normes de durabilité obligatoires, politiques d'ouverture des données et normes de commerce équitable. La société civile et les médias examinent minutieusement les changements réglementaires, limitant ainsi l'emprise des élites politiques ou des grandes entreprises.</p> <p>Alignement régional et mondial : des normes mondiales communes (notamment, les règles révisées de l'OMC)</p>	<p>Inégale : certaines économies intègrent des blocs commerciaux structurés dotés d'environnements réglementaires stables, tandis que d'autres recourent à la déréglementation et aux incitations fiscales dans une tentative désespérée d'attirer les capitaux étrangers.</p> <p>L'application incohérente des réglementations environnementales</p>	<p>Effondrement de la réglementation : dans les pays pauvres, les organismes officiels sont démantelés ou tombent sous le contrôle des milices/seigneurs de guerre.</p> <p>Les marchés noirs et les économies de guerre éclipsent les systèmes réglementaires officiels et les normes environnementales et sociales sont délaissées. Les conflits tournent autour des ressources essentielles (pétrole,</p>
	<p>compromet l'uniformité de la réglementation et de la surveillance.</p> <p>Surveillance environnementale minimale</p> <p>Application inégale des normes : Les organismes nationaux peuvent appliquer les réglementations de manière plus stricte dans les centres urbains à forte visibilité (afin d'apaiser les donateurs/investisseurs), tandis que les zones rurales bénéficient de</p>	<p>et les taxes sur le carbone) garantissent des marchés plus équitables et moins abusifs.</p>	<p>sociales et commerciales entraîne une volatilité des politiques. Les pays avancés développent des industries vertes compétitives, tandis que les pays à faible revenu restent dépendants des combustibles fossiles.</p>	<p>minéraux, terres agricoles), sans contrôle efficace pour freiner l'exploitation ou les dommages environnementaux.</p>

État de droit	<p>Inégal : les cadres juridiques privilégient généralement les investisseurs étrangers. Les quartiers informels, les communautés rurales et les peuples autochtones voient leurs revendications mises de côté, les lois de protection étant rarement appliquées.</p> <p>Application inégale : Les lois anticorruption ou environnementales existent sur le papier, mais sont rarement traduites en actions concrètes.</p> <p>Corruption modérée : la mainmise des élites ou des entreprises est courante, mais la corruption manifeste dans les hautes cours est relativement limitée afin de préserver la confiance des investisseurs.</p>	<p>Renforcement global du pouvoir judiciaire : la surveillance internationale, le renforcement des capacités et les réformes anticorruption permettent de consolider l'autorité des tribunaux. Un meilleur accès à la justice aide les groupes marginalisés à faire valoir leurs droits. Les inégalités persistent cependant là où les capacités institutionnelles sont insuffisantes, surtout dans les pays à faible revenu.</p> <p>Risque d'écoblanchiment : certains États prônent la justice environnementale ou sociale tout en maintenant une impunité partielle pour les élites politiques.</p>	<p>Politisation judiciaire : certains États œuvrent au renforcement de l'indépendance judiciaire, tandis que d'autres manipulent les tribunaux pour consolider leur pouvoir politique et réprimer la dissidence.</p> <p>La corruption et le favoritisme influencent sensiblement les décisions judiciaires, octroyant souvent des protections juridiques qui profitent aux élites et aux investisseurs étrangers au détriment des groupes marginalisés.</p> <p>En outre, la dégradation des institutions multilatérales entraîne une application incohérente des accords commerciaux des lois relatives aux droits de l'homme et des réglementations climatiques.</p>	<p>Défaillance systémique : les tribunaux et la police perdent leur légitimité ou cessent de fonctionner dans les zones de guerre. Les réseaux criminels, les milices ou les puissances extérieures y exercent un contrôle absolu.</p> <p>Justice des milices : les factions rivales imposent une « justice » extrajudiciaire, attisant les cycles de représailles.</p> <p>Coercition arbitraire : les civils subissent des punitions extrajudiciaires, des enlèvements ou des saisies forcées de biens sans aucun recours juridique.</p> <p>Enclaves fortifiées : certaines enclaves plus riches mettent en place des cadres juridiques et de sécurité rudimentaires, pour protéger les actifs de grande valeur, mais il s'agit là d'exceptions.</p>

Contrôle de la corruption	<p>Mesures répressives sélectives : la corruption à haut niveau est combattue afin de rassurer les investisseurs, mais la corruption à petite échelle persiste.</p> <p>Responsabilité selective : les scandales dans les hautes sphères peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires afin de renforcer la crédibilité des institutions, mais la corruption systémique persiste dans les échelons inférieurs de la bureaucratie.</p> <p>L'influence démesurée des entreprises peut conduire à une « appropriation de l'État », de sorte que les élites orientent les politiques à leur avantage.</p> <p>Clientélisme local : les zones périphériques sont caractérisées par des réseaux bien établis et un contrôle insuffisant.</p>	<p>Amélioration générale : les niveaux de corruption diminuent globalement, à mesure que les normes de transparence et les structures de responsabilité gagnent du terrain à l'échelle mondiale.</p> <p>Surveillance systématique : les plateformes de données ouvertes, la transparence du financement climatique et la vigilance accrue des organismes de surveillance de la société civile réduisent les pratiques illicites.</p> <p>Risques liés à la dépendance écologique : Certains États exploitent les fonds écologiques ou les marchés du carbone à des fins personnelles. Les mécanismes de surveillance ont une efficacité variable, en particulier lorsque les capacités locales sont limitées.</p>	<p>Certains États mettent en œuvre des initiatives en faveur de l'ouverture des données et de la transparence, tandis que d'autres renforcent le contrôle oligarchique par l'utilisation des ressources publiques pour garantir la loyauté politique.</p> <p>Reddition des comptes variable : alors que certains États poursuivent les cas de corruption à haut niveau, d'autres protègent les élites, entraînant une application sélective, voire inexistante, des mesures anticorruption.</p> <p>Contrôle de l'information : les acteurs politiques tirent parti des plateformes numériques pour consolider leur pouvoir, diffuser leur propagande ou réprimer la contestation.</p>	<p>Corruption effrénée à tous les niveaux : les économies en temps de guerre fonctionnent grâce à la corruption, la contrebande et le détournement de l'aide.</p> <p>Clientélisme financé par les ressources : les chefs de guerre et les milices récompensent la loyauté de leurs partisans en leur offrant des fournitures humanitaires volées ou des biens confisqués.</p> <p>Mode de survie : les gouvernements relativement stables ont eux aussi recours au favoritisme et à la corruption pour maintenir leurs alliances, ce qui suscite une méfiance généralisée.</p>
---------------------------	---	---	---	--

Conclusions stratégiques : explorer l'avenir de la gouvernance étatique dans les pays du Sud

- Aperçu
- Au-delà de l'État : explorer les futurs hybrides de la gouvernance
- Les inégalités nuisent aux différents scénarios
- L'écart entre participation et performance
- Une gouvernance pérenne
- Repenser la coopération Sud-Sud : de la solidarité à l'alignement stratégique

- L'essor des États performatifs : la gouvernance comme moyen d'action, la légitimité comme résultat
- Une plateforme pour une action stratégique

Aperçu

Si les modèles traditionnels de gouvernance mettent l'accent sur la centralisation du pouvoir, l'uniformité et l'autorité bureaucratique, les réalités actuelles exigent des approches différentes qui se fondent sur l'adaptabilité, la légitimité et la négociation. Les crises écologiques, changements démographiques et bouleversements numériques, sont en passe de redéfinir la nature même de l'État et son avenir.

Les scénarios prospectifs présentés dans ce thème reflètent chacun des résultats différents en matière de légitimité de la gouvernance. Ils nous aident également à identifier les facteurs, les clivages et les opportunités qui définissent l'avenir de l'art de gouverner. Cette section présente sept idées stratégiques qui invitent à abandonner la gouvernance standardisée au profit d'approches flexibles et locales intégrant une réflexion systémique et une perspective tournée vers l'avenir.

Au-delà de l'État : explorer les futurs hybrides de la gouvernance

Dans une grande partie du Sud, l'État ne détient plus le monopole de l'autorité. Le modèle de gouvernance est de plus en plus hybride, réparti entre les tribunaux coutumiers, les institutions religieuses, les plateformes numériques, les parties prenantes armées non étatiques et les organisations citoyennes locales. Ces mécanismes ne sont pas toujours le résultat d'une défaillance de l'État. Ils apparaissent souvent comme des cadres adaptatifs et légitimes, profondément ancrés dans les contrats sociaux et, dans de nombreux cas, plus fiables que les institutions étatiques officielles, en particulier dans les régions touchées par l'exclusion historique, la répression ou la négligence.

Les scénarios prospectifs illustrent clairement les implications de ce changement. Dans le « Monde en croissance », la participation publique est transformée en une représentation symbolique ou procédurale, servant à légitimer le développement mené par les élites plutôt qu'à le modeler. L'on attend des citoyens qu'ils « troquent leur voix contre le développement », en acceptant une influence limitée en échange de gains économiques visibles. Ce modèle crée une légitimité transactionnelle, où les indicateurs de performance, plutôt que la politique inclusive, deviennent la norme dominante. Dans de tels contextes, la gouvernance hybride prend la forme d'un outil de contrôle et de cooptation, et non d'autonomisation.

Dans le « Monde divisé », le caractère hybride devient instable et fragmenté. L'autorité est négociée au niveau local, souvent entre des acteurs rivaux poursuivant des objectifs divergents, allant des milices et groupes criminels aux conseils locaux financés par des donateurs. La gouvernance devient réactive et inégale sur le plan géographique, les citoyens bénéficient de droits, de services et de protections tout aussi incohérents. Dans ces systèmes fracturés, l'absence de cadres inclusifs crée un terreau fertile pour la mainmise des élites, le clientélisme et des troubles prolongés.

En revanche, le « Monde durable » offre une trajectoire plus prometteuse. Dans ce cas de figure, l'amélioration des indicateurs de gouvernance, tels que la voix et la responsabilité, l'état de droit et la qualité de la réglementation, rend les systèmes hybrides cohérents, collaboratifs et responsables. L'État n'est pas affaibli par l'hybridité ; il est renforcé par sa capacité à rassembler, coordonner et aligner diverses sources de légitimité vers des objectifs communs en matière de développement et d'écologie. Les conseils locaux, les autorités traditionnelles et les innovateurs civiques ne sont pas simplement acceptés, ils participent activement aux processus de délibération et à la planification commune en tant que co-gérants.

L'idée centrale est la suivante : la gouvernance hybride n'est pas intrinsèquement inclusive, démocratique ou équitable, c'est un domaine dans lequel s'affrontent différentes visions. Ses résultats dépendent de la manière dont la légitimité est structurée et partagée. Faute de coordination, les systèmes hybrides peuvent renforcer l'exclusion, aggraver la méfiance ou être confisqués par des acteurs bien établis. Lorsque l'inclusion est pertinente et que le pouvoir est véritablement partagé, la gouvernance hybride peut être le fondement de la résilience et du renouveau.

Le scénario du « Monde durable » nous enseigne qu'une inclusion significative, associée à une coordination institutionnelle, à des infrastructures civiques et à des engagements normatifs en faveur de l'équité, peut faire de la gouvernance hybride une plateforme de résilience. Le plus important n'est pas tant le caractère hybride, mais plutôt la manière dont il est structuré, les destinataires auxquels il s'adresse et les valeurs qu'il promeut.

Dans le futur, l'art de gouverner ne consistera pas à se réapproprier le monopole, mais à mettre en place des capacités institutionnelles et une éthique politique nécessaires pour gérer le contexte hybride avec détermination. Dans cet avenir, l'État n'est pas défini sur la base de la coercition ou de la centralisation du pouvoir, mais par sa capacité à développer, réglementer et légitimer conjointement des structures de gouvernance qui reflètent la complexité de la société, sans toutefois négliger la responsabilité, la justice ou la voix des citoyens. Ici, l'État n'est pas le garant de l'application des lois, mais il joue le rôle de facilitateur, celui qui façonne l'avenir de la nation par le biais de l'inclusion. Il ne se contente pas seulement de fournir des résultats en exerçant un certain contrôle.

Les inégalités nuisent aux différents scénarios

Les quatre scénarios prospectifs ont un point commun : les inégalités constituent la faille la plus tenace pour l'avenir de la gouvernance. Elles ne représentent pas un problème accessoire à résoudre après la phase de croissance ou de stabilisation, mais une force systémique qui détermine activement les personnes qui sont entendues, celles qui bénéficient des avantages et celles qui sont laissées pour compte. Qu'elles soient d'ordre économique, spatial, numérique ou générationnel, les inégalités sont un obstacle structurel majeur à la légitimité institutionnelle, à la cohésion sociale et à la résilience à long terme.

Dans le « Monde en croissance », les inégalités sont inscrites dans le modèle de développement. Les États sont très soucieux de répondre aux attentes des élites économiques et des investisseurs mondiaux, mais ne s'attendent pas à redistribuer les bénéfices. En effet, les infrastructures, les services et les capacités institutionnelles se concentrent dans les corridors de croissance – les villes, les zones commerciales et les plateformes numériques – tandis que les communautés rurales, informelles et marginalisées sont laissées pour compte. Ces exclusions ne sont pas simplement le résultat d'une omission, mais elles sont bel et bien intentionnelles. La légitimité de l'État devient conditionnelle. Elle est accordée en fonction des performances dans des domaines à forte valeur ajoutée et ôtée aux régions considérées comme secondaires sur le plan politique ou économique.

Dans le scénario du « Monde divisé », les inégalités s'accentuent le long des fractures géographiques. À mesure que les États centraux s'affaiblissent, la gouvernance prend une dimension très locale et devient très inégale. Les droits, les protections et les services sont accordés non seulement en fonction du revenu ou du statut social, mais aussi de la situation géographique et de l'allégeance. Dans une circonscription, une plateforme citoyenne financée par des donateurs peut faciliter la participation et le contrôle ; dans une autre, le contrôle des milices peut remplacer l'état de droit. La gouvernance se négocie et les inégalités deviennent territoriales, de sorte que la cohésion nationale est pratiquement impossible à atteindre.

Les inégalités prennent également de nouvelles formes. Les systèmes numériques reflètent et renforcent sans cesse la distorsion structurelle dans les scénarios du monde en croissance et du monde divisé. Les lacunes en matière de connectivité, l'exclusion relative aux données et l'opacité algorithmique reproduisent les disparités existantes sous prétexte d'efficacité. Dans les régions dépourvues d'infrastructures numériques, les populations sont de fait exclues du processus décisionnel. Ailleurs, la gouvernance fondée sur les données devient un outil de surveillance ou un moyen d'action sélectif, qui rationalise le contrôle sans en étendre l'accès.

On observe également que les inégalités persistent même dans le scénario du « Monde durable », non pas comme une force destructrice, mais en tant que facteur de limitation. La participation mondiale, le financement climatique et l'alignement des donateurs rendent possible une réforme ambitieuse, mais les résultats restent influencés par les disparités en matière de capacités administratives, de volonté politique et de désavantages liés à l'histoire. Les États fragiles ou à faible capacité ont du mal à mettre en œuvre des mécanismes participatifs ou à maintenir un service équitable. Les groupes marginalisés peuvent bénéficier d'une inclusion formelle, mais leur influence reste limitée. La vision est inclusive, mais le chemin est semé d'embûches. Les progrès sont réels, mais limités.

Ainsi, l'inégalité n'est pas simplement une variable, mais le terrain sur lequel la gouvernance peut prospérer, ou échouer. Elle représente la force qui conditionne tous les autres défis, ainsi que le critère ultime pour mesurer la légitimité de la future politique d'un État. Pour lutter contre les inégalités, il faut se montrer enclin à redistribuer les bénéfices, à apporter des transformations aux institutions et à innover sur le plan éthique. De fait, il faudra repenser radicalement la manière dont le pouvoir, les ressources et la voix sont répartis.

L'écart entre participation et performance

Dans de nombreux pays du Sud, les États ont multiplié les mécanismes formels d'engagement citoyen : élections, gouvernance décentralisée, outils numériques de retour d'information et consultations publiques sont désormais plus accessibles que jamais. Cependant, dans plusieurs cas, cette croissance des infrastructures participatives n'a pas donné lieu à une amélioration des résultats en matière de gouvernance. Elle a plutôt révélé un décalage entre la voix politique et la capacité de l'État, un fossé entre la contribution des citoyens et la réponse institutionnelle. La voix s'est amplifiée, mais son impact a souvent été à la traîne.

Cette dynamique est manifeste dans certaines régions comme l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine, où les pays obtiennent régulièrement des scores assez élevés en matière de voix et responsabilité dans les indices de gouvernance, mais leurs résultats restent médiocres pour les indicateurs d'efficacité gouvernementale et de qualité de la réglementation. Cette situation, comme le relève le thème, reflète un phénomène parfois appelé démocratisation prématuée, où la participation politique se développe plus rapidement que les capacités institutionnelles. Il en découle un environnement de gouvernance fragile, caractérisé par des institutions faibles, la corruption et des attentes non satisfaites.

Les gouvernements peuvent recueillir des avis, mais ils manquent souvent des capacités, de la coordination ou des incitations politiques nécessaires pour intervenir de manière efficace. La participation devient alors purement symbolique, une simple case à cocher et non une voie vers le changement. De fait, la confiance se détériore avec le temps lorsque les individus sont engagés mais ne bénéficient pas des retombées de leurs actions. La participation sans résultats concrets, loin de renforcer la légitimité, peut attiser le cynisme, le désengagement ou les troubles, surtout dans des contextes déjà éprouvés par les inégalités ou la fragilité institutionnelle.

Ce constat remet en question une hypothèse bien ancrée dans les pratiques de développement et de gouvernance, selon laquelle la participation renforce la confiance et consolide les institutions. En réalité, une participation sans réaction des autorités peut aboutir à des résultats contraires à ceux escomptés, et générer une certaine désillusion voire, des protestations. Dans les démocraties fragiles, cela risque d'alimenter une riposte populiste. Elle devient un outil d'ouverture contrôlée dans les contextes

autoritaires, qui permet l'expression sans transfert de pouvoir.

La participation ne devrait plus être considérée comme une solution miracle ou un intérêt moral. Il faut plutôt l'appréhender – et la concevoir – comme un élément d'un système de gouvernance plus large : une chaîne qui relie la voix au pouvoir, les décisions à la mise en œuvre et l'engagement civique aux résultats concrets.

Une gouvernance pérenne

La volatilité n'est plus un fait exceptionnel, elle fait partie intégrante de la gouvernance au 21e siècle. Des chocs climatiques et pandémies aux bouleversements causés par l'intelligence artificielle et aux conflits liés aux ressources, on demande davantage à l'État de gérer la complexité à grande échelle et à un rythme soutenu. Dans ce nouveau contexte, gouverner de manière anticipative n'est pas un luxe, mais une nécessité stratégique.

Pourtant, la plupart des systèmes de gouvernance sont toujours orientés vers des objectifs à court terme. Dans le scénario du « Monde en croissance », les gouvernements n'investissent de façon prévoyante uniquement lorsque cela soutient la performance économique, avec comme priorités les infrastructures, la politique industrielle et la confiance des investisseurs. Cette vision étroite et instrumentale dissimule les fragilités sous-jacentes inhérentes au système. La quête de croissance s'accompagne d'une détérioration de la cohésion sociale. Une gouvernance exclusive, la répression de la dissidence et un développement inéquitable sèment les germes de l'agitation. L'incapacité à anticiper les réactions négatives de la société compromet les avantages mêmes que les stratégies de croissance tentent d'apporter, et expose ces systèmes à une perte soudaine de légitimité et à la déstabilisation.

Seul le scénario du « Monde durable » présente un changement décisif où la prévoyance fait désormais partie intégrante du fonctionnement de l'État. La planification de scénarios, les systèmes d'alerte précoce et les investissements adaptés au climat sont inclus dans la préparation du budget, la conception des politiques et la coordination institutionnelle. Les gouvernements locaux, les mouvements de jeunesse et les organisations civiques travaillent à l'élaboration de stratégies à long terme, et ne se limitent pas à réagir aux chocs ponctuels. Dans ce cas aussi, cette transformation est réactive : la réflexion sur l'avenir n'apparaît qu'après l'effondrement de la légitimité. Le système n'est repensé que lorsque son échec devient manifeste.

Le fait d'attendre que l'effondrement provoque le changement est le risque stratégique le plus grave. Lorsque la gouvernance anticipative n'est mise en place qu'après une perturbation, elle peut intervenir tardivement pour les plus vulnérables et être davantage motivée par l'urgence que par les perspectives d'avenir, par la survie plutôt que par un renouveau inclusif.

La gouvernance anticipative doit être considérée comme une capacité fondamentale, et non comme une mesure accessoire. Elle doit être incorporée à tout le système de gouvernance, des ministères centraux aux autorités municipales, des services de planification aux espaces civiques. Pour renforcer la résilience, il ne suffit pas de réagir aux chocs : il faut une volonté pérenne de préparer l'avenir en amont.

Pour y parvenir, les États et les partenaires au développement devraient :

- **Institutionnaliser la prévision dans toutes les fonctions gouvernementales** - intégrer la réflexion prospective dans la planification, la budgétisation, la réglementation, les infrastructures et l'élaboration des politiques sociales ;
- **Investir dans le renforcement des capacités à l'échelle du système** - des autorités locales et ministères sectoriels jusqu'aux plateformes civiques, aux bureaux de statistiques et aux équipes budgétaires ;
- **Concilier prévoyance et action** - Faire en sorte que la réflexion sur le long terme éclaire les décisions concrètes,

grâce à une planification par scénarios liée aux cycles de financement, aux marchés et aux investissements publics.

- **Prévoir une marge d'incertitude dans les politiques** - créer des environnements sûrs pour l'expérimentation, l'élaboration d'une vision multipartite et la gestion des risques à long terme ;
- **Instaurer une culture d'adaptation et d'apprentissage** - grâce à l'intégration des données, à la surveillance anticipative et à la maîtrise des questions d'avenir à tous les niveaux de gouvernance.

Les parties prenantes du Sud seront inévitablement confrontées à des défis pratiques, notamment l'inertie institutionnelle, les contraintes en matière de ressources, les tensions géopolitiques et la résistance politique, mais ceux-ci ne doivent pas être considérés comme des embûches, mais comme des opportunités d'innover de manière stratégique et d'apporter des changements. Adopter une approche systémique, intégrer la prévision stratégique et renforcer les capacités d'adaptation permettront aux parties prenantes d'anticiper et de réagir efficacement aux incertitudes. Grâce à un engagement soutenu et à une action collaborative, les parties prenantes peuvent concevoir des systèmes de gouvernance qui favorisent une équité pérenne, la résilience et une prospérité durable dans un contexte mondial en rapide évolution.

Repenser la coopération Sud-Sud : de la solidarité à l'alignement stratégique

La coopération Sud-Sud a été envisagée pendant des décennies sous l'angle de la lutte commune, de la solidarité postcoloniale et du développement mutuel. Cependant, à mesure que les économies émergentes gagnent en puissance et que les alliances géopolitiques mondiales se fragmentent, cette coopération évolue vers une forme plus complexe, et potentiellement plus stratégique. La création de blocs économiques régionaux, de corridors d'infrastructures transfrontaliers et de nouvelles institutions financières de développement suggère un passage de la rhétorique à un levier institutionnel.

Dans le scénario du « Monde durable », cette évolution s'accélère. Les pays du Sud ne se contentent pas de coordonner leurs politiques commerciales et d'investissement : ils élaborent conjointement des normes de gouvernance, collaborent à la réglementation numérique et mettent en place des systèmes régionaux pour la résilience climatique et la souveraineté des données. Dans ce cas de figure, les plateformes Sud-Sud deviennent des moteurs d'innovation et d'équité, non pas simplement des alternatives aux cadres dirigés par le Nord, mais des centres où de nouveaux paradigmes de gouvernance sont conçus. Dans le scénario du « Monde divisé », cependant, la fragmentation régionale reflète le désordre à l'échelle mondiale. Des blocs concurrents apparaissent, mais sans cohérence ni principes communs.

L'on assiste à une duplication des infrastructures, une divergence des normes et une détérioration de la confiance entre les pays transfrontaliers. La coordination Sud-Sud fracturée, loin d'atténuer l'exclusion mondiale, ne fait que l'amplifier, en enfermant les États dans des dépendances inégales et en affaiblissant l'influence collective. Dans un « Monde en croissance », la coopération est transactionnelle. Les économies à croissance rapide se disputent la domination régionale, offrant des investissements, des infrastructures numériques ou des financements au développement aux pays voisins démunis, souvent assortis de conditions. Dans ce scénario, la coopération Sud-Sud risque de reproduire les asymétries qu'elle cherchait autrefois à surmonter.

L'idée principale est la suivante : la coopération Sud-Sud n'est pas transformatrice en soi. Elle ne redistribuera pas le pouvoir à moins d'être incorporée dans des structures de gouvernance responsables, équitables et tournées vers l'avenir. À mesure que les économies émergentes gagnent en importance sur la scène mondiale, la nature de leur leadership – et l'éthique de leurs partenariats – déterminera si la coopération renforce la résilience collective ou consolide de nouvelles formes de dépendance.

L'avenir de la coopération Sud-Sud dépendra de la capacité des États à dépasser les idéologies pour s'orienter vers la gouvernance conjointe : aligner les intérêts plutôt que dominer et créer ensemble des institutions qui reflètent la diversité, le dynamisme et les exigences du Sud global du XXI^e siècle. Cette démarche englobe non seulement l'intégration régionale et l'harmonisation des investissements, mais aussi la transformation stratégique des institutions de gouvernance mondiale. Pour obtenir une place de choix à la table des négociations, il faudra plus qu'une simple présence : il faudra disposer d'un pouvoir de négociation collective, d'une capacité à élaborer un programme et d'une réforme institutionnelle. Les États du Sud devront être davantage des coauteurs des règles mondiales, et cesser d'être simplement soumis à des systèmes hérités du passé, en termes de financement du

développement, des normes numériques ou des négociations sur le climat.

Des outils aux systèmes : repenser la gouvernance numérique

L'accélération de la numérisation de la gouvernance ne concerne pas seulement la prestation de services ou l'innovation technologique ; elle porte aussi sur la reconstitution même de l'État. Dans les pays du Sud, où les capacités institutionnelles sont souvent inégales et la légitimité contestée, la gouvernance numérique est en passe de devenir un pilier fondamental de l'exercice de l'autorité, de l'instauration de la confiance et de l'inclusion – ou de l'exclusion – des citoyens.

La question essentielle n'est cependant pas de savoir si la technologie est adoptée, mais plutôt comment les systèmes numériques sont intégrés dans les cadres de gouvernance, la façon dont les données sont gérées en tant que bien public et comment la souveraineté numérique est affirmée dans un système mondial où dominent les plateformes étrangères.

Dans le scénario du « Monde durable », les systèmes numériques sont assimilés à des infrastructures publiques, régies par une conception inclusive, des normes interopérables et une protection des droits intégrées. L'État devient le gestionnaire des actifs numériques collectifs et coopère avec les acteurs civiques et régionaux afin de mettre en place des systèmes fiables et centrés sur les citoyens. En revanche, la transformation numérique progresse rapidement mais de manière limitée dans le « Monde en croissance ». L'efficacité et l'attraction des investissements priment, tandis que les droits, l'équité et la transparence sont relégués au second plan. L'infrastructure numérique devient un instrument de centralisation et de contrôle, ce qui renforce les inégalités au lieu de les atténuer. Dans un « Monde divisé », l'espace numérique se fragmente. Des systèmes concurrents se multiplient sans coordination, et les données deviennent un atout stratégique et un territoire contesté. L'État, fragmenté et léthargique, perd le contrôle de son écosystème numérique, au profit d'acteurs privés, d'intérêts étrangers ou d'institutions nationales rivales.

Les systèmes numériques et la gouvernance des données ne sont plus des éléments secondaires ; ils deviennent indispensables au fonctionnement des États et à leurs interactions avec leurs citoyens. Mais cette transformation ne se résume pas à l'adoption de nouvelles technologies. Elle passe par une approche systémique globale : des institutions compétentes, une réglementation équitable, une conception inclusive et une confiance publique solide. Il incombe aux États d'élargir l'accès aux technologies numériques et à l'alphabétisation numérique, surtout pour les personnes susceptibles d'être laissées pour compte. Concrètement, cela implique d'investir dans la connectivité, l'éducation, la protection des utilisateurs et l'engagement civique, afin de donner aux citoyens les moyens de participer pleinement à la vie numérique. Pour les pays du Sud, la gestion de la transformation numérique n'est pas seulement un enjeu technique ; il s'agit d'une tâche stratégique qui doit être délibérément conçue pour favoriser un développement inclusif, renforcer la souveraineté et bâtir une résilience durable.

L'essor des États performatifs : la gouvernance comme moyen d'action, la légitimité comme résultat

Dans une grande partie du Sud, le fondement de la légitimité de l'État est en train de changer de manière discrète. Les citoyens évaluent désormais davantage leurs gouvernements non seulement en fonction de leur forme institutionnelle, de leur idéologie politique ou de leurs processus électoraux, mais aussi de résultats tangibles tels que la construction d'axes routiers, la prestation de services et la satisfaction des besoins. La confiance dans les institutions formelles décline et les attentes augmentent, ce qui entraîne un réajustement de la légitimité autour des résultats obtenus et non plus uniquement selon les procédures.

Ce virage vers la performance n'est pas sans raison. Il reflète une logique fondée : dans les contextes où la démocratie formelle n'a pas apporté d'améliorations matérielles durables, les citoyens se tournent vers les preuves tangibles de la capacité de l'État. En conséquence, plusieurs gouvernements adoptent de nouveaux outils pour le suivi en temps réel des prestations, des plateformes de services numériques et une budgétisation axée sur le rendement. Ces mesures visent à prouver la fonctionnalité et la réactivité des institutions.

Ce nouveau modèle de « gouvernance axée sur les résultats » a toutefois des incidences plus profondes. Lorsque la légitimité dépend étroitement des résultats visibles, l'on pourrait assister à une gouvernance à court terme, instrumentalisée et dépolitisée où les réformes structurelles sont reportées au profit d'avantages immédiats. La voix des citoyens peut être ignorée au nom de l'efficacité. Et dans certains cas, les tendances autoritaires peuvent être dissimulées par une administration compétente, qui construit des infrastructures mais qui traite la dissidence d'une main de fer.

Ce modèle reconfigure également le fonctionnement des institutions. Les administrations sont réorganisées afin d'optimiser la rapidité, le rendement et les résultats quantifiables. Mais ce faisant, elles risquent de perdre leur capacité de réflexion, leur transparence ou leur engagement envers le public. La participation devient un indicateur de performance et l'inclusion une simple case à cocher. Dans ce modèle, la confiance ne s'acquiert que par les résultats obtenus, mais elle reste fragile si ceux-ci sont décevants ou si leur répartition est jugée inéquitable.

Une question cruciale se pose alors pour l'avenir des États du Sud : la légitimité fondée sur les résultats peut-elle coexister avec le renouveau démocratique, ou bien la recherche de performances visibles finira-t-elle par entamer progressivement les formes profondes de responsabilité et d'inclusion ?

La solution ne consiste pas à choisir un modèle au détriment de l'autre, mais à reconnaître leur interdépendance. Une prestation de services sans confiance citoyenne est précaire ; une participation sans impact est inutile. Les États doivent apprendre à associer compétence et connexion, à établir un lien entre les réalisations, les bénéficiaires et les processus décisionnels. Les États les plus résilients sont sans doute ceux qui considèrent la performance non comme une alternative à la démocratie, mais plutôt comme un moyen permettant de la reconstruire.

Au cours des prochaines décennies, la gouvernance sera davantage jugée selon la capacité des États à gouverner tout en restant pertinents : en fonction des services qu'ils offrent et de la manière dont ils donnent du pouvoir à leurs citoyens. Dans cet avenir, la performance devient un point de départ – et non une fin en soi – pour repenser la légitimité publique.

Ces sept implications stratégiques ne constituent pas une feuille de route, mais plutôt un angle d'approche. Elles reflètent ensemble un monde en mouvement, où la gouvernance est de plus en plus définie par le changement, les frictions et la nécessité de faire face aux perturbations croisées. Pour les pays du Sud, l'avenir de l'État ne consistera pas à reproduire les modèles existants, mais à élaborer des systèmes de gouvernance pluriels, adaptés au contexte et prêts pour l'avenir, capables de se moduler sous l'effet des pressions. Les scénarios examinés dans le cadre de ce thème ne constituent pas des conclusions définitives. Ils représentent plutôt des points de départ pour une réflexion plus approfondie sur une gouvernance inclusive, adaptive et légitime dans les décennies à venir.

Une plateforme pour une action stratégique

Ce thème est conçu comme un outil stratégique destiné à étayer une gouvernance mieux informée et tournée vers l'avenir. Loin de prédire un résultat unique, il propose un cadre structuré pour aborder l'incertitude, remettre en question les hypothèses et dégager des options face à des changements rapides. Les gouvernements, la société civile, les bailleurs de fonds et les parties prenantes du Sud peuvent recourir à ce thème pour mieux appréhender les risques émergents, explorer de nouvelles opportunités et améliorer la réponse institutionnelle à la complexité. Il appuie tant la stratégie que l'imagination, permettant aux utilisateurs d'envisager différemment les possibilités, les préférences et les moyens d'y parvenir.

Voici quelques moyens pratiques pour élargir la portée de ce travail :

- **Retravailler les scénarios** : la matrice des scénarios est flexible. Les utilisateurs peuvent redéfinir les axes à l'aide d'autres incertitudes majeures, telles que les changements dans la coopération régionale, la gouvernance technologique ou la mobilisation civique, afin de créer des futurs alternatifs qui reflètent les préoccupations sectorielles, nationales ou institutionnelles. Ces scénarios

personnalisés peuvent servir dans le cadre d'ateliers stratégiques, d'évaluations des risques ou de planification politique à long terme.

- **Étudier les avenirs préférés :** les scénarios ne sont pas simplement des outils permettant d'étudier les événements potentiels, ils contribuent également à la réflexion sur les évènements à venir. Les parties prenantes peuvent s'en servir pour définir les avenir souhaitables en matière de gouvernance, en fonction des priorités, des valeurs et des objectifs de réforme locaux. Ces scénarios d'avenir préférés peuvent ensuite alimenter des exercices de rétroprojection afin d'identifier les décisions politiques, les investissements en capacités et les partenariats nécessaires pour combler l'écart entre les trajectoires actuelles et les aspirations à long terme.
- **Anticiper le changement et surveiller les signaux :** utiliser l'analyse prospective et les scénarios narratifs pour évaluer dans quelle mesure les plans de développement nationaux, les stratégies sectorielles ou les cadres des bailleurs de fonds s'alignent ou non sur les tendances à long terme. Grâce à ces points de référence pour des avenir plausibles, ils permettent aux organisations de surveiller les signes de changement et d'évaluer si les développements actuels s'orientent vers les résultats souhaités ou s'en éloignent. Cette approche favorise des réponses rapides et adaptatives aux risques émergents, afin que les acteurs de la gouvernance puissent ajuster leurs stratégies à temps pour éviter des scénarios indésirables, atténuer les effets négatifs et saisir de nouvelles opportunités. Ce faisant, les scénarios permettent de passer d'une gestion réactive des crises à une planification proactive et tournée vers l'avenir, plus apte à traiter la complexité et les changements systémiques.
- **Renforcer la gouvernance fondée sur des données probantes et l'apprentissage institutionnel :** l'intégration de la prévision dans la gouvernance est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur des informations fiables et sur un suivi continu et adaptatif des performances et des défis en constante évolution. Des outils tels que les IMG et les tableaux de bord nationaux sur la gouvernance peuvent faciliter le suivi des tendances des indicateurs comme la voix et la responsabilité, la qualité de la réglementation et l'état de droit. Associées à des approches participatives et prospectives, ces mesures favorisent l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, en établissant les priorités de réforme à partir de données en temps réel, des risques émergents et de l'apprentissage comparatif. Cette approche peut améliorer l'alignement stratégique, favoriser l'apprentissage institutionnel et garantir que les décisions en matière de gouvernance soient éclairées, adaptables et pertinentes dans le contexte au fil du temps.
- **Contribuer au dialogue stratégique et à l'élaboration des politiques :** Ce thème sert également d'outil pour rassembler diverses voix afin de faciliter un dialogue structuré et tourné vers l'avenir entre les ministères, les secteurs et les groupes de parties prenantes. Les scénarios et les perspectives stratégiques représentent un cadre commun pour remettre en question les idées reçues, explorer différentes perspectives et déterminer les liens entre les domaines politiques. Ce thème incite à réfléchir en termes de systèmes et à envisager différents scénarios, afin de concevoir des stratégies de gouvernance plus adaptatives, inclusives et résilientes. Il peut servir à orienter la réforme de la gouvernance, la coopération au développement et la planification intersectorielle dans des environnements complexes et en rapide évolution.

Intégrer la prévision dans les systèmes de gouvernance ne se résume pas à utiliser des outils ; il s'agit avant tout de créer une culture d'anticipation, d'apprentissage et de réflexion à long terme qui puisse garantir un avenir plus résilient et plus inclusif.

Donateurs et sponsors



Réutiliser notre travail

- Les visualisations, données et textes produits par Afriques Futures sont entièrement accessibles sous licence Creative Commons BY. Vous êtes autorisé à utiliser, distribuer et reproduire ces documents sur tout support, à condition d'en citer la source et les auteurs.
- Les données produites par des tiers et mises à disposition par Afriques Futures sont soumises aux conditions de licence des auteurs d'origine. La source originale des données sera toujours mentionnée dans notre documentation. Nous vous conseillons donc de vérifier la licence de ces données tierces avant toute utilisation et redistribution.
- Tous nos graphiques peuvent être intégrés à n'importe quel site.

Citer cette recherche

Jakkie Cilliers et Michelle van Rooyen (2025) L'avenir des États du Sud global Publié en ligne sur futures.issafrica.org. Extrait de <https://futures.issafrica.org/thematic/20-futures-of-the-state-in-the-global-south/> [Ressource en ligne] Mise à jour le 26 septembre 2025.

À propos des auteurs

Dr Jakkie Cilliers est le fondateur et ancien directeur exécutif de l'ISS. Il préside actuellement le conseil d'administration de l'ISS, dirige le programme Afriques Futures et Innovation (AFI) au bureau de Pretoria de l'Institut et occupe un poste de professeur émérite à l'université de Pretoria. Son best-seller de 2017, *Fate of the Nation*, aborde l'avenir de l'Afrique du Sud sous les angles politique, économique et social. Ses trois derniers livres, *Africa First! Igniting a Growth Revolution* (mars 2020), *The Future of Africa: Challenges and Opportunities* (avril 2021), et *Africa Tomorrow: Pathways to Prosperity* (juin 2022) portent un regard critique sur le continent dans son ensemble. D'août à décembre 2025, Cilliers est un boursier Richard von Weizsäcker à la Robert Bosch Academy de Berlin.

Michelle van Rooyen a rejoint l'ISS en février 2025 en tant que chercheuse dans le cadre du programme Afriques Futures et Innovation à Pretoria. Avant de rejoindre l'ISS, Michelle a réalisé des projets de recherche primaire et mené des recherches secondaires approfondies sur les tendances et les développements émergents dans divers secteurs. En tant que chercheuse associée à l'Institute for Futures Research, elle a publié des articles et des rapports prospectifs et a coanimé des ateliers de planification de scénarios, afin de permettre aux organisations de développer des stratégies adaptatives à long terme. Michelle est titulaire d'une maîtrise avec mention en études prospectives obtenue à la Stellenbosch University Business School et est membre de l'Association of Professional Futurists. Elle a à cœur de faire progresser le développement socio-économique grâce à la recherche transdisciplinaire, à des politiques fondées sur des données probantes et à un engagement en faveur de l'apprentissage permanent.

À propos d'Afriques Futures et Innovation

Grâce à des scénarios et des prévisions, l'Afrique peut identifier les opportunités et les menaces actuelles et y répondre. Le programme Afriques Futures et Innovation (AFI) de l'Institut d'études de sécurité a pour objectif de comprendre et de combler le déficit croissant entre les indices de bien-être en Afrique et dans le reste du monde. L'AFI permet aux parties prenantes d'appréhender les évolutions futures probables. Les résultats des recherches et leurs implications politiques sont largement diffusés, souvent en collaboration avec des partenaires nationaux. Les outils de prévision stimulent les discussions et fournissent des informations sur les trajectoires possibles en matière de planification, hiérarchisation des priorités et allocation efficace des ressources.

L'avenir de l'Afrique est tributaire des choix et des actions pris aujourd'hui par les États et leurs partenaires non gouvernementaux et internationaux. L'AFI fournit des données empiriques qui éclairent les décisions à court et moyen terme ayant des implications pérennes. L'AFI optimise la capacité de l'Afrique à se préparer aux défis futurs et à les relever. Le programme est dirigé par le Dr Jakkie Cilliers.